



MUSIQUE ENTREZ DANS
LE FLOW DU RAP MAYA
ET DE LA Q-POP QUECHUA

MEXIQUE — CES VÉTÉRANS
REJETÉS PAR LES ÉTATS-UNIS
CHINE — LA FUITE DES ÉLÈVES



Courrier international

N° 1704 du 29 juin au 5 juillet 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 530 F.CFA, Allemagne 6,20 €,
Andorre 6 €, Canada 8,25 \$ CAN,
DOM 5,20 €, Espagne 5,20 €,
Grande-Bretagne 5,20 £, Grèce 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 1000 ¥,
Maroc 15 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 2400 F.CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 3600 F.CFA.



RUSSIE LE PIRES À VENIR

*La rébellion avortée
d'Evgueni Prigojine
a mis en relief
la faiblesse du pouvoir
de Vladimir Poutine.
Mais les représailles
s'annoncent violentes.*

M 03183 - 1704 - F: 4,90 €



Nouvelle ID.3

100% électrique.



Changez pour son design épuré.
Changez pour son écran tactile 12 pouces.
Changez pour ses matériaux durables.
Changez pour ses systèmes d'assistance à la conduite.
Dans la vie, certains changements sont plus faciles que d'autres.

C'est pourtant
facile de changer.



A 0 g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

Les technologies d'aide à la conduite ne dispensent pas le conducteur d'être vigilant.

Cycles mixtes gamme Nouvelle ID.3 (kWh/100 km) WLTP: 15,4-16. Rejets de CO₂ (g/km) WLTP: 0 (en phase de roulage).
Valeurs au 31/03/2023, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

Volkswagen Group France - SAS au capital de 198 502 510 € - 11, av. de Boursonne, Villers-Cotterêts - RCS Soissons 832 27 370.

Pensez à covoyer #SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

VIRGINIE LEPETIT

Russie : Le pire est à venir

C'est de l'eau, un bien commun essentiel, et de son nécessaire partage que nous avons prévu de vous parler cette semaine dans nos pages. Un dossier qui nous semblait urgent, vu l'état du climat de la planète – mais aussi plein d'espoir, puisqu'il proposait d'autres manières de penser cette ressource. Las, Evgueni Prigojine en a décidé autrement. Vendredi 23 juin, dans la soirée, le patron du groupe paramilitaire Wagner lance une rébellion armée contre le commandement militaire russe. L'ancien allié de Vladimir Poutine se dit "prêt à mourir" pour "libérer le peuple russe". Quelques heures après, au matin du 24 juin, ses hommes prennent la ville

de Rostov-sur-le-Don. Ils continuent de progresser vers Moscou, alors que Vladimir Poutine dénonce, dans une allocution télévisée, un "coup de poignard dans le dos". Quelques heures et un échange téléphonique plus tard, Evgueni Prigojine renonce et prend la route de la Biélorussie. Pendant ces vingt-quatre heures où le monde a eu, plus que jamais, les yeux tournés vers la Russie, avons-nous assisté à un jeu à somme nulle ? Ou bien à une "révolte d'opérette", comme le qualifie l'article du **Spiegel** qui ouvre notre dossier ? "Dès le départ, il était clair que ses forces ne suffiraient pas à renverser des institutions loyales au Kremlin. Prigojine s'était fait bien trop d'ennemis depuis des années pour mener à bien son entreprise", écrit Christian Esch, le chef du bureau de Kiev de l'hebdomadaire allemand. C'est aussi ce que raconte le site russe en exil **Meduza**, dans un article qui nous emmène dans les coulisses du Kremlin et qui rappelle que est le grand

gagnant de cette crise : "Prigojine avait besoin d'un tiers pour faire une sortie digne. C'est là que Loukachenko est entré en scène. Le grand gagnant de cet épisode est donc Loukachenko, devenu celui qui a évité à la Russie un bain de sang ou, pire, une guerre civile". Est-ce pour autant la fin du spectacle ? "Non, rien n'est terminé : tout ne fait que commencer, poursuit Christian Esch. Ce week-end, le système politique façonné par Poutine est entré dans une nouvelle ère, sous les yeux du monde entier. Prigojine n'avait pas besoin de franchir les portes de Moscou pour ouvrir une brèche dans l'autocratie poutinienne. Il a mis à nu les failles du Kremlin et les peurs de l'homme qui en est à la tête. Le fait que Poutine n'ait pas su déceler le danger ni l'étouffer, et qu'il ait dû faire de nombreuses concessions à Prigojine, au lieu de demander des comptes au traître – comme il l'annonçait dans son discours de samedi –, constituera l'une des pires humiliations de sa carrière." Une humiliation que Vladimir

Poutine fera sans doute payer aux "traîtres", probablement aussi aux Ukrainiens, qui vont devoir subir une démonstration de force. Et également aux Russes eux-mêmes, ou du moins à ceux soupçonnés de trahison. C'est une autre facette de ce week-end fou : il a révélé l'apathie de la population russe, analyse la journaliste Anne Applebaum dans un article de **The Atlantic** publié sur notre site. Les mercenaires n'ont rencontré aucune résistance mais n'ont pas non plus suscité la panique. Après des années à cultiver l'apathie de la population, le président russe a découvert que ses concitoyens étaient indifférents à son sort, souligne-t-elle. Pour la journaliste russe Ekaterina Maximova, cette rébellion éclair a eu un autre effet. "Elle en a amené plus d'un à considérer l'événement d'un autre œil. Ces gens si éloignés des réalités de la guerre viennent de vivre ce qu'ont vécu les Ukrainiens au printemps

de l'année dernière, quand l'armée de Poutine, forte de milliers d'hommes, a commencé à marcher sur Kiev", écrit-elle depuis Moscou pour le **Sunday Times**. Le coup de force de Wagner a apparemment délié les langues, ajoute-t-elle. Contrairement à d'habitude, les Moscovites se permettent une certaine liberté de parole. "Peut-être qu'ils redoutent moins les lois qui punissent la diffusion d'informations mensongères et les propos destinés à discréditer l'armée que le danger bien réel de combats dans Moscou." "La seule chose qui me fait peur, c'est une balle perdue, explique un vendeur dans une station-service. Pourquoi avoir peur des types de Wagner ? Ce sont les autorités plutôt qui devraient trembler !"

En couverture :
Russie : dessin de **Joep Bertrams** paru dans **De Groene Amsterdammer**, Pays-Bas.
Musique : © Facebook/@ADN
MAYA Producciones



Sommaire

360° p.42



ILS DONNENT LEUR LANGUE AURAP

Les jeunes Latino-Américains s'adonnent de plus en plus à la musique en quechua, en mapuche ou en maya, des langues menacées de disparition, raconte **The Christian Science Monitor**.

MALI p.24

La manne des enlèvements

Dans la zone sahélienne, les enlèvements d'Occidentaux sont devenus un business comme un autre, note le **Journal du Mali**. Quoi que prétende Paris.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Christian Science Monitor Boston, hebdomadaire. **Le Djely** (le djely.com) Conakry, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Iran Emrooz** (iran-emrooz.net) Iran, en ligne. **Journal du Mali** Bamako, hebdomadaire. **Lianhe Zaobao** Singapour, quotidien. **Meduza** (meduza.io) Riga, en ligne. **Moskovski Komsomolets** Moscou, quotidien. **New Statesman** Londres, hebdomadaire. **El País** Madrid, quotidien. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **El Periódico de Catalunya** Barcelone, quotidien. **Die Presse** Vienne, quotidien. **La Repubblica** Rome, quotidien. **Revista 5W** Barcelone, mensuel. **Rzeczpospolita** Varsovie, quotidien. **Le Soir** Bruxelles, quotidien. **The Spectator** Londres, hebdomadaire. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Sunday Times** Londres, hebdomadaire. **De Volkskrant** Amsterdam, quotidien. **The Washington Post** Washington, quotidien.

MEXIQUE p.34

"Le pays auquel j'ai donné ma vie ne veut plus de moi"

Ils ont grandi aux États-Unis et se sont engagés dans l'armée américaine. Mais ces militaires migrants, condamnés pour de petits délits, ont été renvoyés au Mexique. Un récit de **Revista 5W**.

ROYAUME-UNI p.28

Tous emballés par Greggs!

Pour le chroniqueur du **Spectator**, le côté discount décomplexé de cette chaîne de fast-food, conjugué à une identité *British* assumée, en fait le miroir de la vie du pays.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Climat. De bien modestes avancées

7 jours en France

9. Politique. Une dissolution qui pourrait "déclencher une tempête"

10. Controverse. IA : l'Europe fait-elle bien de légiférer ?

À la une

12. Russie : le pire est à venir

D'un continent à l'autre

20. France. Le refuge des migrants de Breil-sur-Roya

24. Mali. La manne des enlèvements

28. Royaume-Uni. Tous emballés par Greggs!

30. Chine. Scolarité : la fuite vers la Thaïlande

32. Iran. Qui succédera à Ali Khamenei ?

34. Mexique. "Le pays auquel j'ai donné ma vie ne veut plus de moi"

36. États-Unis. San Francisco veut rebondir grâce à l'IA

Transversales

38. Économie. La péninsule Ibérique à la pointe de la transition énergétique

40. Sciences. Le Niger, ce "Jurassic Park"

41. Signaux. L'équivalent banane 360°

42. Musique. Ils donnent leur langue au rap

46. Culture. Les nouveaux visages de Cindy Sherman

50. Histoire. Éléonore de Tolède, entre mythe et mécénat



SUR NOTRE SITE

Russie. Comment Poutine va-t-il réagir ?

Quelles seront les conséquences de la rébellion du Groupe Wagner à Moscou, en Ukraine et dans les pays où les mercenaires russes sont implantés? Suivez les analyses et reportages de la presse étrangère sur notre site.

Vu du Royaume-Uni. Paris a raison de bannir les gratte-ciel

Un chroniqueur du **Guardian** se livre à une comparaison architecturale entre Londres et Paris, qui vient de bannir la construction de très hauts immeubles. Une décision salutaire dont les villes anglaises feraient bien de s'inspirer, juge-t-il.

Courrier Stories. L'info prend de la hauteur

Cette nouvelle rubrique raconte l'information autrement : des formats courts, ludiques et illustrés qui résonnent avec l'univers des réseaux sociaux. Elle donne des clés de lecture sur les questions de géopolitique, de société, de sciences, de culture et de sport. À découvrir sur notre site et notre appli.



L'horoscope de Rob Breznsy Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

Courrier international
Le site Internet de la plus grande rédaction du monde en accès libre

RAY BARTKUS, LITUANIE

JOURNÉE PORTES OUVERTES

Jeudi 29 juin

www.courrierinternational.com

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~237,20 €*~~
- 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~290,60 €*~~

RCO23BO01

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.
 Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.
Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co.m
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Juin 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russia, est de l'Europe, 1636), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inadiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechâï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bécaïl (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Lifschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérod, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badé, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet et Thierry Gauthé (1670) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (1666)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1728), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Solal Abélès, Gabriel Alexandre, Giuseppe Ardiri, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Anne-Dominique Boule, François Burkard, Cécile Chemel, Elisabetta Di Matteo, Agathe Gras, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Jean-Daniel Mougeot, Astrid Mourget, Olivia Muller, Ophélie Négros, Gabrielle Pirotte, Derwèl Queffelec, Maëlys Sourit, Leslie Souvanlasy, Isabelle Taudière

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 0157282000 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences Français de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (1606) Gestion Lucie Madalena (1626) Droits Blandine Mosnat (1652) Comptabilité 014884551 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (0157283220) Chef de produits Valentin Moreau (0157283399) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1619), Véronique Saudemont (1739), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jolivet, Louise Dugeai (développement web), Camille Lefaix (cheffe de produit abo numérique) Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international,
USPS number 013-465,
is published weekly
48 times per year (triple
issue in Aug and in Dec),
by Courrier International SA
c/o Distribution Grid, at
900 Castle Rd Secaucus,
NJ 07094, USA. Periodicals
Postage paid at Secaucus,
NJ and at additional mail-
ing offices. POSTMASTER:
Send address changes to
Courrier International c/o
ExpressMag, 8275, avenue
Marco-Polo, Montréal, QC
H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

Origine du papier :
UK, Allemagne,
100% de fibres
recyclées. Ce maga-
zine est imprimé
chez MAURY
certifié PEFC.
Étrophications :
Ptot - 0,0083kg /
tonne de papier.
Papier issu de forêts
gérées durablement
et de sources
contrôlées. Ouvrage
imprimé à 100%
avec des encres
conformes à la
norme Blue Angel.



nous nous engageons pour la sécurité des adolescent·e·s sur TikTok

Par défaut, la messagerie directe n'est pas disponible pour les utilisateur·trice·s de moins de 16 ans, leur profil est configuré en mode privé et leurs vidéos ne sont pas visibles dans les flux publics ou les résultats de recherche.

Les contenus inappropriés ne sont pas tolérés, notre équipe de 40 000 experts en sécurité partout dans le monde veille à faire appliquer nos Règles Communautaires pour que TikTok reste un espace sûr pour tous·tes.



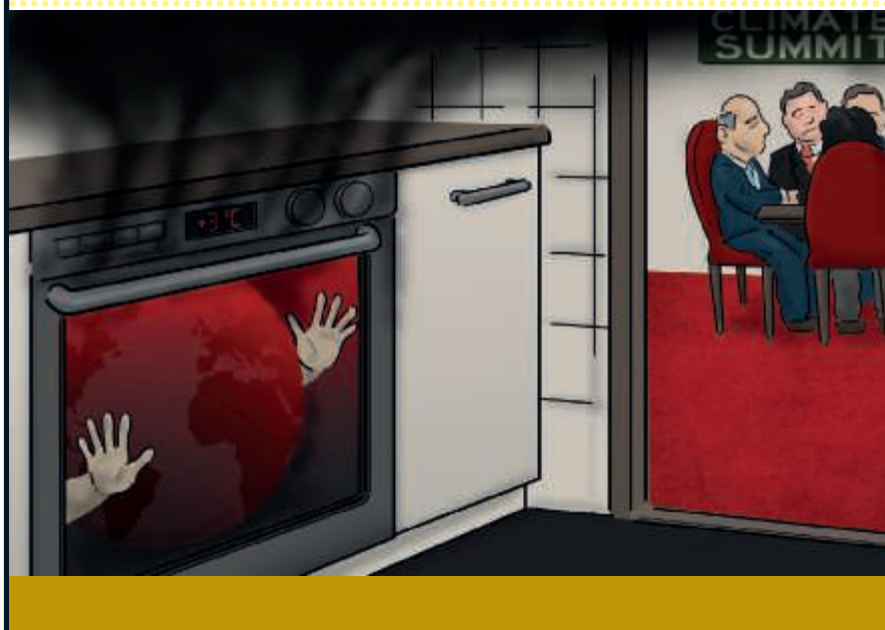
En savoir plus
tiktok.com/protection-des-adolescents





Climat. De bien modestes avancées

Aider les pays du Sud à financer leur transition énergétique : telle était l'une des ambitions du sommet organisé à Paris les 22 et 23 juin. Mais, redoute ce journal espagnol, les quelques engagements pris risquent de rester lettre morte.



— **El País** (Madrid)

Une quarantaine de chefs d'État et de gouvernement se sont réunis à Paris les 22 et 23 juin à l'invitation du président français, Emmanuel Macron, lors du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial. Il avait pour ambition d'aborder la réforme des institutions multilatérales afin de les adapter aux nouveaux défis économiques, financiers et climatiques. Les données scientifiques démontrent que l'urgence climatique ne peut pas être enrayée par des millions d'investissement cantonnés aux pays riches : ils doivent avoir une échelle planétaire.

De nombreux pays émergents ne peuvent pas prendre en charge les investissements nécessaires à la transition énergétique et, même quand ils les envisagent, les prix du marché entravent la viabilité des projets, avec des coûts parfois supérieurs à ceux que paient les pays riches. Et c'est là, indubitablement, que les organisations multilatérales peuvent jouer un rôle essentiel, car les pays les moins développés sont les moins responsables de la crise climatique.

Même si le sommet s'est conclu sans accord concret sur le financement de ces dépenses, au moyen de nouveaux

impôts sur les transports, l'aviation ou la fortune, il y a pourtant eu quelques avancées. Le Fonds monétaire international (FMI) affirme être en mesure de proposer aux pays émergents des financements à hauteur de 100 milliards de dollars. La Banque mondiale a proposé d'inclure à ses nouveaux prêts une clause

Une poignée d'annonces

●●● Dans son discours d'ouverture, le 22 juin, raconte le site **Politico**, la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, qui codirigeait le sommet aux côtés d'Emmanuel Macron, a appelé les participants à "tracer un chemin qui mène à la transformation et non à la réforme". "Une poignée d'annonces ont suivi", note le magazine. Ce que confirme **The National** depuis les Émirats arabes unis, qui accueillent à la fin de l'année la COP28. Parmi les pistes portées par des pays en développement et issues de l'initiative de Bridgetown, "un plan doté de 100 milliards de dollars pour renforcer les investissements liés au climat et

au développement grâce à des financements du Fonds monétaire international et d'autres banques de développement". La Banque mondiale a pour sa part annoncé que les pays en développement touchés par des catastrophes climatiques pourraient suspendre le remboursement de leur dette, rapporte **Politico**. "Une autre proposition, mise en avant par plusieurs pays dont le Cap-Vert et la Zambie, est appelée 'échange dette contre nature', reprend le journal émirati. Dans ce cadre, la dette est restructurée de façon que des créances soient converties en investissements écologiques et favorables aux énergies propres."

✓ *Sommet pour le climat.*
Dessin de **Tjeerd Royaards**,
Amsterdam.

qui suspend provisoirement le remboursement de la dette pour les pays touchés par des catastrophes climatiques, une condition que le Royaume-Uni, la France et les États-Unis ont promis d'intégrer à leurs emprunts bilatéraux. Reste que ces avancées semblent bien modestes compte tenu de l'ampleur du problème. Au moins 52 pays peinent à rembourser leur dette, et nombreux sont les présidents qui ont sollicité une exemption pour faire face aux enjeux climatiques. Les chiffres confirment l'urgence. Une étude des Nations unies constate que l'espérance de vie baisse à l'échelle mondiale à cause de la pandémie de Covid-19, des répercussions de la crise de la dette sur les pays émergents et de l'augmentation des températures. Les pays confrontés à une crise de la dette qu'ils passent plus de trois ans à résorber observent, au cours de la décennie suivante, que la mortalité infantile s'envole jusqu'à 11,4 % au-dessus de la moyenne.

Le sommet de Paris croit avoir instauré les bases d'une discussion sur le financement climatique lors de tous les rendez-vous multilatéraux des prochains mois – le G20, le G7, les assemblées du FMI et de la Banque mondiale –, avec l'objectif de proposer des mesures spécifiques lors d'un prochain sommet qui doit se tenir en septembre 2024. L'objectif est de parvenir à un accord qui réinvente les relations Nord-Sud et les bases du modèle économique actuel. En pleine crise financière mondiale, en 2008, de nombreuses voix ont exprimé la nécessité de reconstruire le capitalisme, mais rien ne s'est passé depuis lors, même si tout le monde constate que le modèle actuel de financement et de développement est en panne. —

Publié le 26 juin

Toujours plus à droite



GRÈCE — "Bleu profond, presque noir", écrit **Efsyn** en une le 26 juin, au lendemain d'élections

législatives – les deuxièmes en un mois – remportées par Nouvelle Démocratie. Avec 40,55 % des suffrages, le parti conservateur occupera 158 des 300 sièges de la Vouli. À cela, note le journal de gauche, s'ajoute la présence au Parlement de trois partis d'extrême droite qui ont totalisé "plus de 700 000 voix, soit 14 % des suffrages exprimés". Quelques jours après le naufrage d'une embarcation transportant des centaines de réfugiés, **Efsyn** ne cache pas son inquiétude. "Nous ne pouvons pas fermer les yeux devant la domination ultraconservatrice et sans précédent qui se dessine au Parlement avec plus de 190 députés – de Nouvelle Démocratie et d'extrême droite – prêts à voter pour toute disposition réactionnaire contre les immigrés et les réfugiés, en faveur de la répression policière dans les universités ou de la privatisation de la santé publique."

La viande en labo, c'est parti!

ÉTATS-UNIS — C'est une "étape historique qui changera irrévocablement le paysage de l'alimentation", s'enthousiasme le magazine **Time**. Les États-Unis sont devenus, le 21 juin, le deuxième pays, après Singapour, à ouvrir la voie à la viande artificielle dans les assiettes, en approuvant les systèmes de sécurité sanitaire des infrastructures des entreprises californiennes Upside Foods et Good Meat. De nombreuses start-up ambitionnent de produire et de commercialiser de la viande dite "de laboratoire". **Time** rappelle toutefois que les produits d'Upside Foods et de Good Meat ne devraient pas être disponibles "tout de suite en supermarché", les deux sociétés devant "un déploiement lent, en commençant par les restaurants haut de gamme" américains.

LE DESSIN
DE LA SEMAINE



Fin tragique pour le "Titan"



← Dessin de Mahmoud Rifai, Jordanie.

ÉTATS-UNIS — "C'est la fin tragique d'un voyage à gros budget vers l'épave la plus célèbre du monde", résume la *Süddeutsche Zeitung*. Les cinq passagers du *Titan* sont morts près de l'épave du *Titanic* dans l'implosion du petit sous-marin, a annoncé le 22 juin la société américaine OceanGate Expeditions, après quatre jours de recherches qui ont captivé aux États-Unis et à l'étranger. Beaucoup de gens espéraient "un miracle à la Apollo 13", cette "opération extraordinaire" de la Nasa qui avait permis de ramener sur Terre trois astronautes après un accident dans l'espace, note *The Times*.

Nouvel hymne

NIGER — "À compter de ce jour, les Nigériens ne devront plus fredonner La Nigérienne", annonce le site *Les Échos du Niger* le 22 juin, après un vote à l'unanimité à l'Assemblée nationale. L'hymne adopté en 1961, après l'indépendance, sera remplacé par un nouveau chant intitulé *Pour l'honneur de la patrie. La Nigérienne* — "dont on devait la paternité à l'ancien pays colonisateur" — faisait l'objet de critiques, "principalement au niveau des troisième et quatrième vers, 'Soyons fiers et reconnaissants / De notre liberté nouvelle'". Beaucoup voyaient dans le mot "reconnaissants" une inféodation à la France.

Montréal asphyxié

CANADA — "L'image est surréelle", décrit *La Presse*. "Un dimanche d'été, l'un des plus grands parcs de Montréal est déserté. En arrière-plan, la tour du stade olympique s'incline dans la grisaille. Son toit scintille de reflets orangés. Les Montérégiennes, ces montagnes qu'on voit habituellement à l'horizon, ont disparu." Montréal s'est hissé le 25 juin à la peu enviable première position du palmarès des villes les plus polluées. En cause ? Les quelque 460 feux qui continuent de dévaster les forêts du pays, dont 81 dans la seule province de Québec.

ROYAUME-UNI

Pour la Banque d'Angleterre, une erreur au prix fort

Les journaux londoniens s'en prennent à l'institution monétaire, accusée d'avoir failli dans sa mission de lutte contre l'inflation après une nouvelle hausse des taux.

Des excuses, des excuses, encore des excuses." Au moment où la Banque d'Angleterre (BoE) rehaussait une nouvelle fois son taux directeur (désormais porté à 5%), le 22 juin, dans une tentative désespérée de freiner la hausse des prix, la presse britannique tournait son attention vers le chef de l'institution, Andrew Bailey. "Il a rejeté les causes de l'inflation sur le dos de tout un tas de choses, depuis la guerre en Ukraine jusqu'à la greedflation [inflation alimentée par la cupidité], mais jamais sur ses manquements personnels", poursuit *The Times*.

Pourtant, le constat est sans appel : "La Grande-Bretagne est une anomalie", constate *The Economist*. Dans la zone euro (6,1%) et aux États-Unis (4%), la courbe de l'inflation baisse "gentiment". Outre-Manche, en revanche, le taux demeure à un niveau "obstinément élevé" (8,7%). Plus inquiétant encore, l'inflation de base, qui exclut les prix de l'énergie, de la nourriture et de l'alcool, est repartie à la hausse. "Les vieilles excuses selon lesquelles l'inflation est importée et due à la guerre, à la désorganisation des chaînes d'approvisionnement ou à l'augmentation des prix alimentaires mondiaux ne prennent plus", balaie le magazine économique.

Mais à qui la faute alors ? Pas au prince Harry, "quoi que puissent en dire les mauvaises langues face au prix déraisonnable de ses Mémoires", publiés en début d'année, ironise l'hebdomadaire londonien. Une forte demande, stimulée par l'État et couplée à une offre en berne, en raison notamment de pénuries de travailleurs, débouche sur "une hausse des prix made in Britain". Sans compter, donc, la responsabilité de la Banque d'Angleterre.

"Le principal grief contre la Banque est simple. Elle a une mission prioritaire : garder l'inflation sous contrôle et la maintenir à 2%. Elle ne l'a pas fait", tranche le *New Statesman*. L'hebdomadaire de gauche, tout comme *The Times* et *The Economist*, fustige, concrètement, le retard à l'allumage de l'institution. "L'erreur a été de ne pas avoir agi plus tôt en remontant les taux d'intérêt", ce qui aurait permis de ralentir l'activité économique et, par extension, la hausse des prix, juge l'économiste Daniel Susskind.

Trop longtemps, Andrew Bailey a considéré les nuages noirs à l'horizon comme une zone de turbulence temporaire. "Alors même qu'il voyait l'inflation accélérer, le comité de politique monétaire a refusé d'imposer l'augmentation des taux d'intérêt qui aurait pu la ralentir", renchérit *The Times*.

Résultat, la BoE tente désormais de rattraper son retard, avec des conséquences désastreuses pour les détenteurs de crédits immobiliers, dont les taux dépendent en bonne

partie de l'évolution des taux directeurs.

"Comme Bailey l'a lui-même reconnu, l'inflation est une catastrophe sociale, insiste le *New Statesman*. C'est un impôt sur les plus pauvres d'entre nous : la nourriture et le carburant, qui concentrent les augmentations de prix, représentent une partie de plus en plus grande de leurs dépenses." Le gouverneur de 64 ans, nommé en 2020 après trente-cinq ans de présence dans les couloirs de la Banque, n'a plus d'excuse, plus d'alibi. "Sa crédibilité est menacée", tranche *The Times*. Le *New Statesman* se montre encore plus dur avec celui qui, récemment, avait fait les gros titres pour une petite phrase enjoignant aux Britanniques de "bien réfléchir" avant de réclamer une augmentation de salaire. "Bailey doit passer la main."

— *Courrier international*



REVUE
DE PRESSE

À la une



"PÉRIL EN LA DEMEURE"

Avec la hausse décidée par la Banque d'Angleterre, le taux moyen d'un emprunt fixe à deux ans a atteint le record de 6%. "Cette situation est au mieux un signal d'alarme, au pire un fait annonciateur d'une crise", analyse *The Spectator* dans son numéro du 24 juin.

Bolsonaro bientôt hors jeu ?



BRÉSIL — Ce 28 juin, **Veja** affiche un portrait incomplet d'un Jair Bolsonaro semblant sur le départ. L'ancien président serait-il sur le point d'être mis "hors jeu ?" s'interroge le média conservateur. Le procès de Jair Bolsonaro, poursuivi pour s'en être pris à la justice électorale, s'est ouvert le 22 juin. Il pourrait être déclaré "inéligible" à des mandats publics pendant huit ans. Le procès qui vient de commencer, écrit *Veja*, "pourrait donc marquer la fin de la carrière de l'un des personnages les plus controversés" de l'histoire du Brésil.

Wembanyama, premier choix

BASKET-BALL — Le Français Victor Wembanyama a été choisi le 22 juin, comme prévu, par l'équipe texane des San Antonio Spurs en première position de la draft NBA, une première historique pour un joueur français. Du haut de ses 2,26 mètres, l'international de 19 ans est considéré comme le plus gros potentiel du basket mondial. "Wembanyama devrait donner un nouveau souffle à une franchise qui a remporté cinq titres NBA de 1999 à 2014 et qui a l'habitude de transformer des joueurs étrangers en stars et en champions [comme Tony Parker]", note **USA Today**.

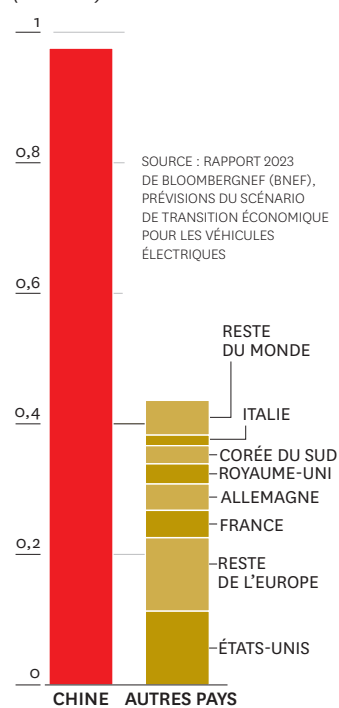
Coup de jeune

CORÉE DU SUD — Le 28 juin, tous les Coréens ont rajeuni d'un ou deux ans. Le pays a en effet abandonné "sa méthode traditionnelle de calcul de l'âge" et adopté "le système internationalement

reconnu", rapporte **The Korea Times**. Selon le système traditionnel, un enfant est déjà âgé de 1 an à sa naissance et vieillit d'une année supplémentaire chaque 1^{er} janvier. Ainsi, écrit le journal, "un bébé né le 31 décembre [2022] avait déjà atteint l'âge de 2 ans juste après minuit [le 1^{er} janvier 2023]".

Course en tête

Installations de bornes de recharge publiques pour les véhicules électriques prévues en 2023 (en millions)



CHINE — L'an dernier, 649 000 nouvelles bornes de recharge pour les véhicules électriques ont été mises en service en Chine. "Plus de 70 % du total mondial", écrit **Bloomberg** le 20 juin. En 2023, 975 000 bornes supplémentaires pourraient venir grossir ce parc. "Cela représenterait plus du double des équipements que Bloomberg prévoit dans tous les autres pays du monde réunis." Et constituerait un "atout dans la course mondiale aux véhicules électriques".

HONDURAS

Une vague de violence "imparable"

Près de 80 personnes sont mortes en moins d'une semaine dans des règlements de comptes entre gangs sur fond de trafic de drogue. Des mesures de sécurité renforcées ont été annoncées.

Le triste bilan des violences du week-end des 24 et 25 juin s'élève à 26 morts. Treize personnes ont été criblées de balles par des tueurs à gages, le 24, dans une salle de billard de Choloma, la troisième ville du Honduras, dans le nord du pays. Dix victimes sont recensées à San Pedro Sula, la capitale économique, toujours dans le Nord. Enfin, trois autres sont à déplorer à Tegucigalpa – parmi elles figure un enfant de 5 ans.

"Il s'agit de l'une des semaines les plus violentes de ces dernières années au Honduras", écrit **La Prensa**, le grand quotidien indépendant de San Pedro Sula. Le journal inclut bien sûr le massacre, le 21 juin, de 46 détenues dans une prison pour femmes près de Tegucigalpa lors d'un règlement de comptes entre les deux gangs principaux, liés au trafic de drogue, qui ensanglantent l'Amérique centrale, la Mara Salvatrucha et la Mara Barrio 18.

Après les tueries du week-end, la présidente de gauche, Xiomara Castro, a annoncé un couvre-feu de 21 heures à 4 heures du matin dans les deux grandes villes du nord du pays, considérées comme un "couloir de la drogue".

Les mesures prises le 25 juin comprennent des renforts de 1 000 policiers dans le "couloir de la drogue", des perquisitions sans mandat judiciaire, la multiplication des patrouilles et des contrôles. Elles succèdent à celles annoncées par la présidente après le massacre de la prison de Tegucigalpa : la suspension de l'administration pénitentiaire et la prise de contrôle de la sécurité des prisons par la police militaire.

Le gouvernement envisage même de construire une prison pour les détenus les plus dangereux dans l'archipel

des îles Swan (islas del Cisne), inhabitées, à 250 kilomètres au large de la côte caraïbe. Une éventualité qui fait déjà l'objet de nombreuses critiques. Des experts en politique pénitentiaire notent que la construction d'une prison si loin des côtes serait d'un coût inaccessible au budget de l'État, sans compter que l'archipel ne dispose pas d'eau douce.

Pour le quotidien de Tegucigalpa **El Heraldo**, la vague de violence actuelle place le pays dans une situation d'"alerte maximale [et] devient imparable" : "Les criminels agissent en toute impunité [...] pendant que nos citoyens ont peur d'envoyer leurs enfants à l'école et même de se rendre au travail, de crainte qu'il leur arrive quelque chose." Le journal poursuit : "Les faits parlent d'eux-mêmes : la politique de sécurité du gouvernement de la présidente Castro est un échec."

En novembre dernier, moins d'un an après son investiture, Xiomara Castro avait déjà annoncé un plan qui autorise des états d'exception dans quelque

120 communes sur les 300 que compte le pays : déploiements de militaires et de policiers et suspensions temporaires des droits constitutionnels. "Une politique qui ressemble à celle de son voisin salvadorien, Nayib

Bukele", commente le site **El País América**. En 2023, note **El Heraldo**, le gouvernement a augmenté de près de 20 % le budget du ministère de l'Intérieur : "Et pourtant, la lutte contre l'insécurité est enlisée."

Selon le dernier rapport du site d'investigation **InSightCrime**, le Honduras comptait en 2022 le taux d'homicide le plus élevé du sous-continent latino-américain, 35,8 pour 1 000 habitants, juste derrière le Venezuela, à 40,4 pour 1 000.

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec **Courrier international**

RTL VIVRESEMBLE

6 L'ÉPOQUE

Politique. Une dissolution qui pourrait “déclencher une tempête”

La décision du gouvernement de dissoudre Les Soulèvements de la Terre a suscité l'indignation à gauche. Et pourrait avoir des effets contre-productifs, selon la presse étrangère.



↳ Dessin de Falco, Cuba.

Qui sème la dissolution récolte la tempête? s'interroge **Le Soir** à la suite de la décision, actée le 21 juin en Conseil des ministres, qui a frappé Les Soulèvements de la Terre. Le collectif écologiste, adepte de la désobéissance civile, “mais [qui] condamn[e] les violences contre les personnes”, précise le quotidien belge, ne pourra plus poursuivre ses actions militantes, sous peine de voir ses membres arrêtés. Cette dissolution sera malgré tout “d'autant

plus compliquée à mettre en œuvre, observe **Le Soir**, que le mouvement écologiste, sans véritable leader ni statut, n'est pas une association de fait”.



REVUE
DE PRESSE

Des médias étrangers, à l'instar du **Soir**, s'interrogent sur l'opportunité d'une telle condamnation. “Si le gouvernement français pensait calmer les écologistes radicaux en proposant l'interdiction des Soulèvements de la Terre, il a déjà pu avoir un aperçu de la réaction des militants”, écrit le

quotidien bruxellois en référence aux quelque 170 rassemblements de soutien organisés partout en France le jour même.

La décision est arrivée sans surprise pour le mouvement écologiste, qui revendique 100 000 membres. Impliqué dans les manifestations contre les mégabassines de Sainte-Soline, le groupe avait déjà subi les critiques du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, qui avait qualifié ces actions d’“écoterrorisme”.

Comme le rappelle **Le Soir**, cette dissolution est une première pour un mouvement écologiste en France. Et, pour le quotidien espagnol de centre gauche **El Periódico**, elle marque la dernière étape d'une évolution visible au-delà du territoire français : “Cette décision intervient dans un contexte de durcissement des gouvernements européens à l'égard des mouvements écologistes, qui alertent sur l'urgence climatique avec des actions de blocage et de désobéissance civile.”

Mais l'importance des enjeux écologiques dans le débat public pourrait peser

lourd face à la justification du gouvernement, qui a invoqué par la voix d'Olivier Véran, son porte-parole, le “recours à la violence” des Soulèvements de la Terre. Le débat de fond sur les méthodes employées par ce collectif se trouve désormais éclipsé par la décision du gouvernement. Certes, “le saccage, il y a dix jours près de Nantes, de serres expérimentales nécessitant peu d'arrosage n'a pas fait l'unanimité”, rappelle **Le Soir**. Mais “même si les méthodes de ce groupe sont parfois jugées discutables, sa dissolution a été fermement condamnée par l'ensemble de la gauche”, remarque **El Periódico**.

L'ancien candidat EELV à la présidentielle Yannick Jadot et l'actuelle secrétaire nationale du parti, Marine Tondelier, étaient présents le 21 juin aux côtés des représentants du mouvement devant le Conseil d'État. Olivier Faure a quant à lui dénoncé “un pas de plus dans l'illibéralisme”, quand Jean-Luc Mélenchon appelait à ce que les membres du collectif soient “écoutés” et non “réprimés comme des terroristes qu'ils ne sont pas”. “La décision du gouvernement pourrait carrément déboucher sur l'effet inverse à celui recherché : elle pourrait doper les militants, poursuit **Le Soir**. Et, cerise sur le gâteau, déclencher une tempête politique dont les premiers vents violents ont déjà commencé à souffler.” Le collectif des Soulèvements de la Terre a déjà annoncé qu'il déposerait un recours devant le Conseil d'État.

— **Courrier international**

MÉDIAS

Une “bollorisation” affolante

Jusqu'alors à la tête du magazine d'extrême droite **Valeurs actuelles**, Geoffroy Lejeune s'apprête à prendre les commandes du **Journal du dimanche**. Après **CNews**, **Europe 1** et **Paris Match**, Vincent Bolloré fait basculer un nouveau domino.

— **Le Soir** (Bruxelles)

Ça ressemble à une nouvelle du **Gorafi**. Sauf que c'est **Le Monde** [**Courrier international** fait partie du Groupe Le Monde] qui rapporte le scoop. Et que l'info, puisque c'en est une et pas une fake news, a aussitôt été confirmée en interne. Geoffroy Lejeune sera le nouveau directeur de la rédaction du **Journal du dimanche**. Geoffroy Lejeune! Au JDD! On s'étrangle.

Ce nom n'est peut-être pas familier des lecteurs belges. Mais dans le paysage médiatique français, cet hyperactif au débit de mitraillette incarne ce qu'il y a de plus ultradroitier. La dentelle, connaît pas. Aux commandes depuis sept ans de

Valeurs actuelles (VA), il vient d'en être viré par le propriétaire du titre, le Franco-Libanais Iskandar Safa, qui le jugeait trop radical et souhaite revenir à une ligne plus “conservatrice”. “Tu es l'honneur du journalisme français”, avait tweeté Philippe de Villiers, le très identitaire fondateur du Puy du Fou, en apprenant son départ il y a quelques jours. C'est dire.

À VA, Geoffroy Lejeune aimait, dit-il, “bousculer le politiquement correct”. Et, de fait, ça secouait. Le magazine campait Najat Vallaud-Belkacem en “*ayatollah*”, la députée insoumise Danièle Obono était caricaturée en esclave, collier de fer au cou, dans un feuilleton nauséabond. On en passe dans le registre écœurant

et raciste. Il roulait (sans l'assumer, mais c'était gros comme un bœuf) pour Éric Zemmour. Lejeune, par ailleurs ami de Marion Maréchal, était l'un des premiers supporters du patron de Reconquête, plusieurs fois condamné pour incitation à la haine raciale. Dès 2015, à 26 ans, il avait écrit un roman où il voyait son idole en candidat. Sept ans plus tard, il écrivait un essai, en guise de suite : *Zemmour président. De la fiction à la réalité*. Décomplexé, mais pas visionnaire, Lejeune. On sait comment son champion a fini par se vautrer. 7 % à la présidentielle de 2022 et pas un seul élu, même pas lui, à l'Assemblée nationale.

La nomination de Geoffroy Lejeune, si elle était bel et bien confirmée dans les prochains jours, marquerait l'accélération affolante de la “bollorisation” du paysage médiatique français. Le patron de Vivendi a déjà fait de **CNews** une **Fox News** à la française. Il a jeté son dévolu sur **Europe 1** et **Paris Match**. Avec **Le Journal du dimanche**, il poursuivrait la mue avec un navire amiral de la presse hebdo, qui passait jusqu'alors pour “macroniste”, car c'était l'un des vecteurs préférés du camp présidentiel pour faire passer ses éléments de langage dans le creux du week-end.

Quel choc! Autant de titres qui tombent comme des dominos. Requiem pour le journalisme.

Au **Journal du dimanche**, la nouvelle a fait l'effet d'une bombe. Pas ça, pas lui! Une grève a été votée à 99 % et le titre ne paraîtra pas ce week-end. De nombreux journalistes pourraient faire valoir la clause de cession, qui leur permet de partir avec des indemnités en cas de changement d'actionnaire.

— **Joëlle Meskens**,
publié le 22 juin

SOURCE

LE SOIR
Bruxelles, Belgique
Quotidien
lesoir.be

Lancé en 1887, **Le Soir** est, avec **La Libre Belgique**, l'un des deux quotidiens de référence en Belgique francophone. Le quotidien généraliste se positionne comme politiquement neutre.





CONTROVERSE

IA : l'Europe fait-elle bien de légiférer ?

Le Parlement européen a adopté le 14 juin l'AI Act, un texte visant à réguler les intelligences artificielles et à protéger les citoyens des aléas négatifs de ces technologies. Une première mondiale, accueillie diversement par la presse européenne.

OUI

C'est un pas dans la bonne direction

—*Süddeutsche Zeitung, Munich*

Dans les principaux domaines du numérique, l'Europe est devenue le terrain de jeu des grands groupes américains. Les Européens, qui ont mis bien trop de temps à saisir ce qui était en train de se passer, se sont fait devancer. Le règlement général sur la protection des données et autres mesures sont arrivés trop tard. Sans oublier que les groupes du numérique, conscients de leur pouvoir, ne se laissent guère impressionner.

La prochaine vague, en route depuis longtemps, est plus puissante encore : l'intelligence artificielle (IA). Ceux qui ne vivent pas dans une caverne auront compris qu'une révolution était en train de se produire, et ils l'auront compris au plus tard avec les informations à couper le souffle sur ChatGPT ou les générateurs d'images comme Stable Diffusion. La législation sur l'intelligence artificielle, ou AI Act, adoptée le 14 juin par le Parlement européen, doit empêcher que l'Europe ne se fasse une nouvelle fois distancer, tout en protégeant les citoyens européens des conséquences négatives de ces technologies. Mais l'IA peut-elle vraiment être réglementée ? N'est-il pas déjà trop tard ?

L'intelligence artificielle n'est pas née l'an dernier en un claquement de doigts : elle est le fruit d'une longue gestation. Les choses sont passées à la vitesse supérieure au début des années 2000, quand des ordinateurs suffisamment rapides pour traiter des montagnes de données ont pu être produits à des prix accessibles. Depuis, ces technologies se sont fait une place dans notre vie quotidienne : les entreprises s'en servent pour sélectionner des candidats, les assistants Alexa, Siri et compagnie attendent que nous leur dictons nos souhaits, et j'en passe. Là encore, le marché est dominé par les grands groupes Internet américains.

Rappelons que l'IA n'en est qu'à ses balbutiements. Elle porte en elle la promesse de possibilités infinies, mais aussi de dangers pour l'heure extrêmement difficiles à évaluer. Il n'est donc pas trop tôt,

mais pas entièrement trop tard non plus, pour les encadrer par la loi – à noter que la législation européenne est la première au monde à tenter quelque chose de ce genre.

Comme toutes les techniques inventées par l'homme, l'intelligence artificielle n'est pas neutre et peut être utilisée pour le meilleur comme pour le pire. Aussi faut-il élaborer un cadre juridique qui empêche les abus, sans toutefois freiner la recherche et, avant tout, la commercialisation. Des règles trop restrictives ne feraient que handicaper les entreprises européennes face à leurs concurrents américains ou chinois. Il faut donc établir des règles d'accès aux données claires, sans être trop rigoureuses.

Toutes les données n'ont pas besoin d'être protégées de la même façon. Les données relatives à la santé, par exemple, doivent être traitées différemment des données moins personnelles. En cas de doute, une forte anonymisation peut permettre de collecter des informations sans enfreindre le respect de la vie privée. Le vote de la majorité des eurodéputés contre les systèmes automatiques de reconnaissance faciale, entre autres, positionne clairement l'Europe par rapport à des États répressifs comme la Chine, qui s'en sert depuis longtemps pour surveiller ses citoyens.

En revanche, si l'on oblige les entreprises qui développent des systèmes reposant sur l'IA à mettre en place une solide gestion des risques, on nuira aux petites entreprises, tandis que les grands groupes des technologies pourront sans difficultés se payer les services d'armées de juristes et de spécialistes des données. Une telle mesure risquerait de s'avérer contre-productive et de renforcer l'hégémonie des grands groupes.

Il faut élaborer un cadre juridique qui empêche les abus, sans toutefois freiner la recherche et, avant tout, la commercialisation.

Un danger particulier à signaler est celui des systèmes capables de produire et de diffuser de fausses informations de façon (partiellement) automatisée. Ces systèmes pourraient exacerber les divisions qui existent déjà au sein de nos sociétés. De plus, associés aux réseaux sociaux, avec leur tendance à créer des bulles d'informations, ils formeraient un cocktail explosif.

Les rouages de l'UE restent ce qu'ils sont : lents. Il a d'abord fallu que la Commission,

les États membres et le Parlement travaillent à trois le texte de loi. À présent que la loi est adoptée s'ouvre une période de transition, qui durera probablement jusqu'en 2026, et au terme de laquelle les nouvelles règles entreront enfin en vigueur. D'aucuns misent sur la bonne volonté du secteur pour déployer des efforts d'ici-là, mais ce n'est hélas qu'un vœu pieux. Il y a trop de pouvoir et de milliards en jeu.

—*Helmut Martin-Jung, publié le 14 juin*

NON

C'est un frein à l'économie

—*Rzeczpospolita, Varsovie*

L'intelligence artificielle (IA) n'est pas sans rappeler des films à succès, comme *Minority Report* ; *Terminator* ; *2001 : l'Odyssée de l'espace* ; *WarGames* ou encore *Matrix*. Soit une surveillance insupportable, une extermination par les machines ou encore l'asservissement de l'homme par la machine.

Lorsque le révolutionnaire ChatGPT a fait son apparition à l'automne dernier, une véritable psychose s'est mise à régner. Après tout, l'intelligence artificielle est résolument en avance sur nous à bien des égards, elle nous dépasse par son niveau de connaissances et, bientôt, elle pourrait peut-être même acquérir une conscience d'elle-même.

D'où la tentative d'apprivoiser un domaine qui semble nouveau et désormais en plein essor, et un travail législatif urgent sur l'IA dans l'Union européenne et aux États-Unis. Ces travaux sont d'autant plus urgents que des pays comme la France et l'Italie ont commencé à introduire leur propre législation (l'Italie a même interdit ChatGPT pendant un certain temps en raison de la protection de la vie privée). Puis, mercredi [14 juin], le Parlement européen a adopté une loi sur l'IA (AI Act), la première de ce type au monde.

Elle réglemente les problèmes les plus urgents liés à la menace de la désinformation de masse et de la technologie du deepfake – la création de fausses images, pratiquement impossibles à distinguer des vraies. Nous en avons eu un avant-goût

avec les photos et vidéos montrant l'arrestation et le menottage de Donald Trump, qui auraient pu déclencher des émeutes aux États-Unis. Les contenus générés par l'IA devront être indiqués comme tel. Et cela a du sens.

Mais le problème est que l'AI Act n'est qu'un début. Le développement de l'intelligence artificielle ira certainement bien plus vite que l'action des législateurs, ce qui interroge sur l'efficacité des réglementations. Ces dernières devront être constamment mises à jour ou entièrement modifiées, donnant naissance à des tonnes de nouvelles lois. Je crains que l'Europe peine à maîtriser son envie de tout réglementer.

Or les conséquences d'une réglementation excessive peuvent être fatales pour l'économie, alors que l'intelligence artificielle est censée la porter à un tout autre niveau, en améliorant la gestion, en réduisant les coûts et en faisant progresser l'innovation à pas de géant. Des barrières et réglementations excessives en Europe ou aux États-Unis laisseront ces pays à la traîne dans la course technologique et économique. La Chine en ressortira grande gagnante, elle qui n'y voit aucun problème et s'apprête à prendre la tête de cette course.

Deux groupes puissants s'affronteront également dans la lutte de l'IA. D'une part, ses opposants, qui remplaceront les antivaccins d'aujourd'hui (ou peut-être uniront-ils leurs forces ?) et feront de l'IA l'incarnation du diable. De l'autre côté, les multinationales de la technologie et la majorité des citoyens, qui verront les avantages d'avoir un assistant intelligent capable de faire presque tout à la place de l'homme, y compris de travailler.

L'exemple de l'amendement dit "de surveillance", qui envisageait la possibilité d'introduire l'identification biométrique en temps réel, telle que par exemple la technologie de reconnaissance faciale par le biais de l'IA, montre à quel point les opinions peuvent diverger au point de finir en différends. Pour l'instant, la proposition a été abandonnée sous la pression des politiques, qui ont souligné la menace qu'elle constitue pour les libertés des citoyens, en particulier dans leur vie privée. En même temps, de tels outils seraient efficaces pour poursuivre des criminels ou retrouver des enfants portés disparus. Liberté ou sécurité ? Ce n'est là qu'un des nombreux dilemmes qui nous attendent en matière d'IA.

—*Pawel Rozynski, publié le 15 juin*



Impossible de penser
à votre avenir
sans penser au sien !

umr

*prépare votre retraite avec
des produits d'épargne
responsables et vertueux*

Contactez-nous au 02 28 44 46 09
ou par mail : commercial@umr.fr



87% de nos investissements
font l'objet d'une évaluation
de leur impact environnemental,
social et de gouvernance
(Critères ESG)

à la une

Vladimir Poutine.
Dessin de Joep Bertrams
paru dans De Groene
Amsterdammer,
Pays-Bas.

RUSSIE

LE PIRE EST À VENIR

Entre le 23 et le 24 juin, le patron de Wagner a lancé une rébellion armée contre le commandement militaire russe, puis a renoncé. Que révèle cette “révolte d’opérette”, comme la qualifie *Der Spiegel*? La fragilité de Vladimir Poutine et la lassitude des Russes. C’est aussi un point de bascule dans la guerre en Ukraine, car elle annonce de violentes représailles.

—**Der Spiegel** (Hambourg)

Evgueni Prigojine a mis fin à son coup de force aussi vite qu’il l’avait amorcé. Lorsque sa colonne de chars en marche vers Moscou était à 200 kilomètres de la capitale russe, il lui a ordonné de faire demi-tour et de “retourner à ses cantonnements”, a-t-il annoncé. Le rideau tombe donc sur ce spectacle tragicomique — Prigojine s’est dégonflé. Ne subsistent que les traces laissées sur l’asphalte par les chenilles des blindés.

Mais en réalité, rien n’est terminé : tout ne fait que commencer. Ce week-end, le système politique façonné par Poutine est entré dans une nouvelle ère. Prigojine n’avait pas besoin de franchir les portes de Moscou pour ouvrir une brèche dans l’autocratie poutinienne. Il a mis à nu les failles du Kremlin et les peurs de l’homme à sa tête.

En témoigne d’abord le drôle d’accord qui a vu le dictateur biélorusse, Alexandre Loukachenko, jouer les intermédiaires entre Prigojine et le Kremlin. Il prévoit l’impunité pour tous les protagonistes de ce coup de force militaire, y compris pour le chef des mutins, Evgueni Prigojine, qui va partir en Biélorussie [une information confirmée le 27 juin par le président biélorusse].

Pardon? L’homme, dans sa marche sur Moscou, n’a-t-il pas abattu au moins six hélicoptères et un avion, tuant une douzaine de soldats russes? La Russie ne jetterait-elle donc en prison que celles et ceux qui brandissent pacifiquement des pancartes contre la guerre?

Et puis d’ailleurs, pourquoi un accord, alors que Poutine accusait encore samedi matin [le 24 juin, et sans le nommer] Prigojine de trahir la Russie et d’user de méthodes de terroristes? Poutine, du temps où il étrennait ses mandats de Premier ministre puis de président, n’avait-il pas pour

marque de fabrique de ne jamais négocier avec les “terroristes”, contrairement à ses prédécesseurs?

Et enfin, pourquoi demander à un chef d’État étranger de jouer les intermédiaires dans un litige russo-russe?

Témoignage également de la faiblesse de l’État poutinien, la facilité avec laquelle les troupes de Prigojine ont progressé pendant vingt-quatre heures. Le correspondant de guerre russe Evgueni Poddoubni a comparé leur tactique à la marche de Wagner sur Tripoli, en Libye [en 2019] : pied au plancher, soutenu par une défense antiaérienne mobile. À elle seule, la comparaison pointe la vulnérabilité du régime de Poutine : au terme de vingt années de “stabilité” poutinienne, cette guerre du désert s’est invitée en Russie.

Angle d’attaque idéal. Témoignage enfin de cette fragilité, l’accueil réservé aux troupes de Prigojine par les habitants de Rostov-sur-le-Don, amicaux malgré leur surprise. En reparant, les hommes de Wagner ont été acclamés par les passants. On aurait pu s’attendre à un autre accueil pour un homme qui a ouvert le feu sur sa propre armée.

Futile, voire absurde, la révolte de Prigojine a quelque chose de l’opérette. Dès le départ, il était clair que ses forces ne suffiraient pas à renverser des institutions loyales au Kremlin. Prigojine s’était fait bien trop d’ennemis depuis des années pour mener à bien son entreprise. Il lui aurait fallu un parti et un programme politique — même s’il a essayé de combler cette lacune en brandissant le mot “justice” à tout bout de champ. Il misait sur l’armement de ses troupes et parlait de “marche pour la justice” pour justifier son raid sur Moscou.

Et pourtant, Prigojine a trouvé les yeux fermés l’angle d’attaque idéal pour s’en prendre au système Poutine : celui des nationalistes qui

Chronologie

23 juin au soir — Sur une chaîne Telegram affiliée à Wagner, une vidéo dénonce de prétendues attaques perpétrées par l’artillerie des forces russes contre les bases du groupe. Evgueni Prigojine annonce dans la foulée lancer ses troupes sur Moscou pour “libérer le peuple russe de ceux qui bombardent la population civile”.

Avant minuit —

Le Kremlin réagit et des poursuites sont lancées contre Evgueni Prigojine.

24 juin, 8 heures —

Les hommes de Prigojine prennent le contrôle de Rostov-sur-le-Don, puis, au fil des heures, progressent vers Voronej et Lipetsk.

10 heures — Vladimir

Poutine s’adresse à la nation et dénonce un “coup de poignard dans le dos”.

Il s’entretient

avec les présidents biélorusse, kazakh, ouzbek.

Vers 20 heures —

Le chef de l’État biélorusse, Alexandre Loukachenko, annonce avoir trouvé un accord avec Evgueni Prigojine, qui stoppe la marche de ses colonnes à 200 kilomètres de Moscou, selon lui.

critiquent la gestion d’un conflit qu’ils ont eux-mêmes provoqué.

L’homme, qui n’a pas hésité à envoyer à la mort des dizaines de milliers de prisonniers [libérés pour rejoindre Wagner en Ukraine], passe presque aujourd’hui pour un pacifiste et démonte point par point la propagande du Kremlin justifiant cette “opération militaire spéciale”. [Il a par la suite affirmé qu’il ne souhaitait pas renverser Vladimir Poutine, mais simplement empêcher la destruction de sa milice.]

Une des pires humiliations. Le fait que Poutine n’ait pas su déceler le danger ni l’étouffer, et qu’il ait dû faire de nombreuses concessions à Prigojine, au lieu de demander des comptes au traître — comme il l’annonçait dans son discours de samedi [24 juin] —, constituera l’une des pires humiliations de sa carrière.

Et elle sera encore amplifiée par le fait qu’on ne sait pas très bien, à ce jour, comment Poutine compte réagir à la première exigence de Prigojine, à savoir un remaniement à la tête de l’armée. Le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, et le chef d’état-major, Valeri Guerassimov, étaient aux abonnés absents pendant toute la révolte. [Lundi 26 juin, une vidéo de la visite en Ukraine de Choïgou a finalement été diffusée par le Kremlin, ce qui donne à penser qu’il ne sera pas limogé.]

Cette humiliation de Poutine n’ira pas sans conséquences. Premièrement, il est totalement à exclure que Poutine laisse Prigojine s’en tirer comme ça. Les accords avec des traîtres ne sont pas à ses yeux des accords. [Le 26 juin, plusieurs médias russes ont d’ailleurs affirmé que le chef de Wagner faisait encore l’objet d’une enquête de la justice.]

Deuxièmement, la révolte de Prigojine donnera lieu, sans aucun doute, à une recrudescence de la répression en Russie, dans le but de débarrasser des traîtres réels ou supposés dans les rangs des organes de sécurité, de l’élite, de la société.

Troisièmement, Poutine cherchera selon toute vraisemblance des moyens de faire oublier cette humiliation sur le sol national, au moyen de nouvelles violences extraterritoriales. Jamais il ne pardonnera au monde d’avoir vu sa faiblesse.

—**Christian Esch,**
publié le 25 juin

SOURCE



DER SPIEGEL

Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire, 655 371 ex.
spiegel.de

“Le Miroir” est un très grand magazine d’enquêtes.

Agressivement indépendant, il a révélé plusieurs scandales politiques. Le *Spiegel* a choisi la ligne du journalisme d’investigation. Il est le magazine d’actualités allemand à la plus large diffusion.

“GRÂCE À DIEU, POUTINE ÉTAIT LÀ”

VU DE RUSSIE Médias officiels et d'opposition ont une lecture radicalement différente de la façon dont les autorités ont géré le coup de force d'Evgueni Prigojine.

Dans son discours à la nation, le 24 juin au matin, au moment même où Evgueni Prigojine et ses hommes disaient “marcher sur Moscou”, Vladimir Poutine s'engageait à “tout faire pour défendre le pays, protéger l'ordre constitutionnel, la vie, la sécurité et la liberté de ses citoyens”. Il concluait son discours martial, dont les images et le texte sont publiés sur le site du Kremlin, en disant sa conviction que la Russie sortirait “encore plus forte” de cette épreuve: “Nous préserverons et défendrons ce qui nous est cher et sacré.” Quelques heures plus tard, Evgueni Prigojine rebroussait chemin pour ne pas, selon lui, “verser du sang russe”.

Mais une question reste en suspens: le pouvoir russe, et en particulier le chef de l'État, a-t-il été suffisamment ferme face à cette tentative de mutinerie? Et est-ce que, comme le souligne l'ensemble de la presse occidentale, le Kremlin en est sorti affaibli? Ou, au contraire, “encore plus fort”, comme le promettait Poutine?

À Moscou, sans surprise, presse officielle et d'opposition ne voient pas du tout les choses de la même façon. Dans un éditorial dithyrambique, le quotidien populaire **Komsomolskaïa Pravda** loue le sang-froid de Vladimir Poutine, ses talents de négociateur et sa volonté de “jours chercher une issue paci-

fique [...] en faisant appel à la raison de son adversaire”. Grâce à lui, le pire a été évité, même si le leader biélorusse, Alexandre Loukachenko, a certainement joué un rôle, admet le journal: “Grâce à Dieu, Poutine était là”, écrit même **Komsomolskaïa Pravda**. Qui conclut: “La conviction que notre pays dispose exactement du type de dirigeant dont il a besoin n'a fait que se renforcer. Nous allons de l'avant. En dépit de nos ennemis.”



Pour **Vzgliad**, un autre journal farouchement patriotique, c'est la société russe dans son ensemble qui a “arrêté Prigojine”, en faisant bloc derrière son président. “C'est le facteur le plus important qui a permis la résolution de la crise”, peut-on y lire.

Élites en embuscade. Se fondant sur ses propres sources au sein de l'administration présidentielle (AP), le journal d'opposition **Meduza**, exilé à Riga, en Lettonie, décrit une journée assez confuse au Kremlin, avec un Poutine qui a littéralement disparu des radars après son allocution télévisée (lire p. 16). Selon **Meduza**, c'est un groupe de fonctionnaires avec, à leur tête, le chef de l'AP, Anton Vaïno, qui a mené tant bien que mal les négociations. Ils auraient mis dans la boucle le leader biélorusse pour plus de crédibilité et “parce que Poutine ne voulait pas prendre Prigojine au téléphone”.

Selon une des sources de **Meduza**, il sera désormais plus difficile pour Poutine de “rassembler la verticale du pouvoir”. “Les tentatives des élites russes de remodeler le système ne feront que s'intensifier”, prédit l'interlocuteur du journal.

“La mutinerie a montré que le système de gouvernance des forces de sécurité de l'État russe est en partie dysfonctionnel”, reconnaît même un fervent supporteur de Poutine, son ancien conseiller Sergueï Markov. Après tout, écrit-il sur sa chaîne **Telegram Logika Markova**, c'est Wagner – “la partie la plus apte au combat de l'armée russe”, selon lui – qui s'est révolté, sans que les forces de sécurité n'aient vu venir le danger – pas plus qu'elles n'ont pu l'endiguer. “Et c'est pour ça qu'on a dû négocier”, conclut-il.

— **Courrier international**



À la une



“POUTINE A PERDU”

Un photomontage représentant la carte de la Russie sous la forme d'un bifteck fraîchement martelé avec au-dessus le titre “Prigojine s'est retiré, mais Poutine a perdu”: la une de l'édition du 26 juin de **Denik N** est sans appel.

Cette couverture fait référence au sinistre passé du chef du Groupe Wagner, ex-restaurateur surnommé “le boucher de Poutine”.

Le quotidien indépendant tchèque s'efforce de mieux comprendre pourquoi “les rebelles menés par Prigojine ont fait demi-tour alors qu'ils étaient arrivés à proximité de Moscou et qu'ils ne semblaient manquer ni de forces ni de munitions”.

✓ Dessin de **Lauzan, Chili**.

Le “putsch inachevé” de Prigojine

VU D'UKRAINE Evgueni Prigojine a semé le chaos: Vladimir Poutine n'est plus le “mâle alpha de la politique russe”.

À l' lendemain des événements qui ont ébranlé la Russie, les commentateurs ukrainiens sont divisés. Certains, comme l'analyste Valeriy Klotchok, qui s'exprime sur le site de la chaîne d'information **24**, estiment par exemple que “Prigojine ne voulait pas provoquer un changement politique en Russie, il avait un autre but, qu'il a atteint. Il n'y a eu aucune tentative de putsch en réalité. C'est Poutine qui l'a présenté en ces termes. Mais il a très bien compris ce qu'exigeait Prigojine. Son objectif principal, c'était de se protéger, tout en s'assurant une ‘place au soleil’.” Son autre objectif était d'obtenir “un changement de direction au ministère russe de la Défense”. Dans un autre article, **24** considère qu'il “ne faut pas voir en Prigojine un grand stratège. Il sème simplement le chaos tout en essayant de compter en Russie”.

“Ce n'était pas un putsch classique, la personne au sommet devait rester, mais sous contrôle.”

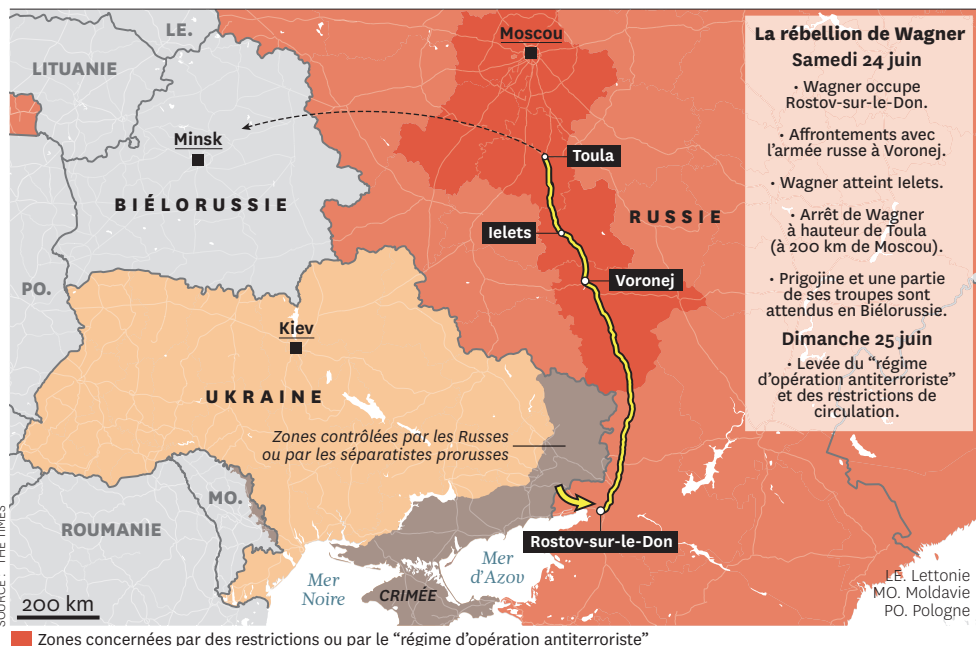
LE QUOTIDIEN **VYSOKÝ ZAMOK**

Vadym Denyssenko, pour le quotidien de Lviv **Vysokyi Zamok**, parle d'un “putsch inachevé”. “Je reste d'avis que c'était une tentative de putsch”, écrit-il. Le projet de Prigojine était le suivant: les Wagner entraient à Rostov non seulement pour prendre le contrôle de l'état-major du district militaire sud, mais avant tout pour arrêter le ministre russe de la Défense, [Sergueï] Choïgou, qui se trouvait sur place.”

Voulait-il éliminer Vladimir Poutine? se demande Denyssenko. “Sans doute que non. Il lui fallait des garanties de sécurité [...] et des garanties financières. Et, surtout, il avait besoin d'un chef d'état-major et d'un ministre de la Défense avec qui s'entendre. Par conséquent, ce n'était pas un putsch classique, visant à changer la personne au sommet du pouvoir, c'était une tentative de putsch où la personne au sommet devait rester, mais sous contrôle.”

Ce qui ne prouve qu'une chose, conclut Denyssenko. À Moscou, “tous le comprennent: le patron est affaibli – raison de plus pour se partager le gâteau. Poutine a cessé d'être le mâle alpha de la politique russe”.

— **Courrier international**



À MOSCOU, LA RÉBELLION DE WAGNER DÉLIE LES LANGUES

Dès le dimanche 25 juin, les barrages dressés la veille pour contrer la mutinerie avaient disparu. Mais l'événement a laissé des traces dans l'esprit des Moscovites, raconte cette journaliste russe.

—The Sunday Times (Londres)

Le lendemain du jour où les mercenaires de Wagner ont mis fin à leur marche sur Moscou, Evguenia, une jeune musicienne, est retournée jouer dans les rues de la capitale. "C'est un peu dommage, lance-t-elle. J'aurais vraiment aimé que ces loups s'entredévorent."

Evguenia se produit généralement le week-end, mais ce samedi-là, le 24 juin, tandis que le convoi armé de Wagner menaçait d'entrer dans la ville, elle est restée chez elle. "J'aurais eu du mal à courir avec mon instrument", précise-t-elle.

À première vue, on pourrait croire à un dimanche comme les autres dans l'Arbat, quartier piétonnier très animé du centre. Les gens sont assis aux terrasses des cafés, les enfants jouent, des jeunes sont venus nombreux profiter du week-end. La guerre, dont, la veille à peine, on parlait à chaque coin de rue à Moscou pour la première fois depuis septembre, lorsque Vladimir Poutine avait annoncé une nouvelle vague de mobilisation, semble s'être dissipée à l'arrière-plan.

La veille, pour la première fois de leur histoire, Moscou et sa région ont annoncé un "régime d'opération antiterroriste", qui s'est traduit notamment par la mise en place de barrages

rouliers sur plusieurs routes d'accès à la ville. Des renforts de police ont été déployés devant la Douma, l'hôtel de ville, le ministère de la Défense et le siège du FSB [services de renseignements chargés de la sécurité intérieure]. Sergueï Sobianine, le maire, a invité la population à limiter ses déplacements dans la ville, mais personne ne l'a vraiment écouté.

Toutefois, bien des Moscovites ont été ébranlés par la tentative de la milice Wagner d'envahir la ville. On reproche souvent aux habitants d'être indifférents au sort des villes frontalières, de ne pas suffisamment soutenir la guerre, de mener une vie oisive en fréquentant les coffee shops, les bars et les clubs de remise en forme. Pourtant, la rébellion du Groupe Wagner en a amené plus d'un à considérer l'événement d'un autre œil. Ces gens si éloignés des réalités de la guerre viennent de vivre ce qu'ont vécu les Ukrainiens au printemps de l'année dernière, quand l'armée de Poutine, forte de milliers d'hommes, a commencé à marcher sur Kiev.

"Les orques ont attaqué Kiev et les orques ont aussi avancé vers Moscou", songe Sergueï, un chauffeur de taxi, utilisant le terme péjoratif ukrainien pour désigner les soldats russes. Mais le diable est dans les détails."



REPORTAGE

Vu du Royaume-uni

GARE À L'ANIMAL POLITIQUE BLESSÉ

"D'une certaine manière, Vladimir Poutine a gagné, estime le Britannique Owen Matthews. Il est parvenu à désamorcer une mutinerie en peu de temps et l'événement a donné un aperçu aux Russes des effets potentiels d'une guerre civile sur leur territoire."

S'offre désormais l'opportunité, pour l'ex-agent du KGB, de "réprimer encore davantage la dissidence, tant au sein de l'armée que de la société", analyse ce spécialiste de la Russie dans les colonnes de l'hebdomadaire **The Spectator**.

Paradoxalement, cette rébellion avortée offre un répit au maître du Kremlin, "devenu plus dangereux que jamais" : "Les membres de l'élite qui souhaitent voir Poutine partir vont désormais y réfléchir à deux fois. Ils préféreront sans doute la stabilité d'un mal connu à l'incertitude d'une révolte violente et irrégulière comme celle lancée" par Evgueni Prigojine.

Ceux qui croyaient sincèrement en la force et en l'unité des autorités russes ont perdu leurs illusions. "Pour moi, le pire, c'est que personne ne les ait arrêtés. C'est ça qui est effrayant ! me confie une cliente âgée dans une épicerie. C'est bien qu'ils soient arrivés à s'entendre, mais si ce n'avait pas été Wagner ? Si ç'avait été l'État islamique ? Comment c'est possible, une chose pareille ?!"

La vieille femme se rend compte qu'elle parle trop fort. En Russie, il est dangereux de critiquer les autorités dans un endroit public – les peines encourues vont jusqu'à quinze ans de prison. Mais quand je lui demande de baisser la voix, elle hausse les yeux au ciel. "Ils ont autre chose à faire désormais. Toute leur attention va maintenant porter sur les rebelles, ce sont eux qui vont aller en prison."

Les Moscovites éloignés des réalités de la guerre viennent de vivre ce qu'ont vécu les Ukrainiens, quand l'armée russe avait marché sur Kiev.

Le coup de force de Wagner a apparemment délié les langues. En général, les Moscovites refusent de parler de politique en public, mais les gens que j'ai rencontrés se permettent une certaine liberté. Peut-être qu'ils redoutent moins les lois qui punissent la diffusion d'"informations mensongères" et les propos destinés à "discrediter l'armée" que le danger bien réel de combats dans Moscou.

Il n'y a plus de traces des fortifications militaires qui avaient été mises en place dans la ville. Les autorités ont cherché à faire disparaître au plus vite tout ce qui pouvait rappeler les événements de samedi. C'est un non-événement, au même titre que l'invasion de l'Ukraine. Il n'y a pas de soldats dans les rues. Et les énormes affiches de recrutement pour Wagner ont disparu.

La guerre en Ukraine est passée au second plan, et les gens veulent surtout savoir ce qui s'est produit exactement. La question est sur toutes les lèvres mais ce sont surtout ceux qui s'intéressent à la politique ou à la guerre qui osent la poser. Ou ceux qui habitent dans les quartiers du sud de la ville, qui auraient été les premiers à se retrouver face aux combattants de Wagner.

"C'est comme dans la chanson : cet imbécile [d'Evgueni Prigojine] a eu peur", lance Zinanida, une femme de la banlieue de Moscou. Elle et son mari sont opposés à la guerre en Ukraine et ils espéraient que le coup de force de Wagner affaiblisse l'état-major russe et le contraigne à retirer ses troupes d'Ukraine.

"La seule chose qui me fait peur, c'est une balle perdue, explique un vendeur dans une station-service. Pourquoi avoir peur des types de Wagner ? Ce sont les autorités plutôt qui devraient trembler !"

—Ekaterina Maximova, publié le 25 juin

“Personne ne savait où était Poutine après son discours”

S'appuyant sur des sources proches du pouvoir, ce média russe en exil raconte les tentatives frénétiques de négociations entre le Kremlin et le chef du Groupe Wagner. Et pourquoi il a fallu l'entremise du dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko pour mettre fin à la rébellion.

—Meduza, extraits (Riga)

Selon une source de Meduza proche du Kremlin, les autorités russes ont commencé à négocier avec [Evgueni] Prigojine le 23 juin dans la soirée, alors qu'il venait d'annoncer le départ de sa “marche de la justice”. Les autorités militaires, des fonctionnaires du Kremlin et des membres du gouvernement ont tenté de dialoguer avec le chef de la milice Wagner – même s'il était difficile de savoir ce qu'il y avait à négocier, vu la gravité de ses actes.

Les exigences de Prigojine étaient vagues et étranges. Il réclamait le départ de Sergueï Choïgou, le ministre de la Défense, souhaitait garder la main sur la gestion de Wagner et demandait des financements supplémentaires. Mais après une rébellion armée, il n'avait plus sa place dans le système. Quoi qu'il arrive, il en sortirait perdant, même si on lui promettait de l'épargner et de préserver [le Groupe Wagner] sous une forme ou sous une autre. Or il ne voulait rien perdre.

Prigojine exigeait le départ du ministre de la Défense, le pouvoir sur la gestion de Wagner et des financements supplémentaires.

Dans un premier temps, rappelons-le, le Kremlin espérait régler cet incident “de manière relativement pacifique”, mais il n'a pas réussi à s'entendre avec Prigojine. Les gouverneurs et responsables politiques russes ont ensuite reçu l'ordre de condamner publiquement les actes du chef de guerre et de le déclarer “traître”. À environ 10 heures du matin, heure de Moscou, Poutine a prononcé un discours télévisé devant la nation, qualifiant Prigojine de “traître” et dénonçant ce qu'il a appelé un “coup de poignard dans le dos”. Ce qui semblait exclure toute possibilité de règlement pacifique.

Prigojine a réagi en disant que “le président [se trompait] lourdement”. Et d'ajouter : “Personne ne va se rendre sur ordre du président, du FSB [services

de renseignements] ou de qui que ce soit.” À ce moment-là, les combattants de Wagner contrôlaient déjà Rostov-sur-le-Don et avaient parcouru une bonne partie du trajet vers Moscou.

Toujours selon des sources de Meduza proches du Kremlin, le 24 juin à la mi-journée, Prigojine a tenté de contacter directement le Kremlin. Il aurait même “essayé de joindre Poutine, mais le président ne voulait pas parler avec lui”. Le patron de Wagner a peut-être compris qu'il “était allé trop loin” et que “sa colonne n'avait plus guère de chances d'avancer”. Ses mercenaires étaient alors en vue de la rivière Oka [affluent de la Volga], où l'armée russe et la Garde nationale avaient placé leur première ligne de défense. Prigojine avait beau affirmer que “la moitié de l'armée” était prête à le rejoindre, Wagner n'a reçu aucun appui supplémentaire de la part de soldats [de l'armée régulière] dans les premières heures du soulèvement.

Le Kremlin a sans doute compris que Prigojine allait faire machine arrière et a voulu éviter un “affrontement sanglant” avec Wagner. Les dernières négociations se seraient déroulées en présence, notamment, du chef de cabinet du président, Anton Vaïno, du secrétaire du Conseil de sécurité de Russie, Nikolaï Patrouchev, et de l'ambassadeur de la Russie auprès de la Biélorussie, Boris Gryzlov – tandis qu'[Alexandre] Loukachenko [le dictateur biélorusse] jouait le rôle principal [celui de médiateur].

Si l'on en croit une source proche du Kremlin, Prigojine a insisté pour que les négociations fassent intervenir de hauts responsables. Étant donné la réticence de Poutine à dialoguer avec Prigojine, les négociateurs n'avaient plus beaucoup d'options.

“Prigojine avait besoin d'un tiers pour faire une sortie digne. C'est là que Loukachenko est entré en scène. Il adore qu'on parle de lui et c'est pour cette raison qu'il a accepté”, selon l'une de nos sources. Le grand gagnant de cet épisode est donc Loukachenko, devenu celui qui a “évit[é] à la Russie un bain de sang, ou pire une guerre civile”.

Selon nos sources, Prigojine aurait tout perdu avec ce coup de force. “Il a été expulsé de Russie. Le président ne lui pardonnera jamais.” Si les détails exacts de l'avenir de Prigojine restent



Contexte

LES ÉTATS-UNIS SAVAIENT

L'espionnage américain était au courant qu'Evgueni Prigojine projetait une action armée en Russie, a révélé le 24 juin **The Washington Post**. “Dès la mi-juin, les agences de renseignement ont recueilli des informations indiquant qu'[il] préparait une attaque contre l'establishment russe de la défense, qu'il accuse depuis longtemps de compromettre le succès de la guerre en Ukraine.”

C'est pour ne pas être accusés d'orchestrer un coup d'État contre Vladimir Poutine que la Maison-Blanche et le Pentagone ont décidé de garder le secret absolu.

à déterminer, il “n'aura plus la même aura ni les mêmes ressources qu'auparavant”. Il y aura aussi sans doute des changements au sein du ministère de la Défense “en raison de problèmes internes et non à cause des exigences de Prigojine”.

Au début de cette rébellion, le général russe Sergueï Sourovikine a posté une vidéo appelant les combattants de Wagner à se rendre et à “résoudre le problème pacifiquement”. Le général Vladimir Alexeïev a également qualifié les actions de Prigojine de “coup de poignard dans le dos” et de “tentative de putsch”.

Dans les heures qui ont suivi, Prigojine a rencontré Alexeïev et le vice-ministre de la Défense, Iounous-bek Evkourov, au quartier général du district militaire sud de Rostov-sur-le-Don. Prigojine leur a dit qu'il allait marcher sur Moscou et s'en prendre au chef d'état-major de l'armée russe [Valeri Guerassimov] et [au ministre de la Défense Sergueï] Choïgou. Ni Choïgou ni Guerassimov n'ont fait de commentaire sur la rébellion de Prigojine. On ignore d'ailleurs où ils se trouvaient pendant les événements.

Selon une autre source proche du pouvoir russe, il est peu probable qu'il y ait des changements à la tête du ministère de la Défense : “Poutine ne cède pratiquement jamais aux pressions.”

Selon nos sources, ce coup de force affaiblit l'autorité de Poutine : “Il a été incapable de se confronter à Prigojine et personne ne savait où il était après son discours. C'est lui le chef des armées et il doit prendre les décisions qui s'imposent le



← Dessin de Chappatte paru dans NZZ am Sonntag, Zurich.

Repères

LA MALÉDICTION DES MILITAIRES RUSSES

Le constat de **La Repubblica** est sans appel : *“Aucun militaire n’est jamais arrivé au sommet de la pyramide du pouvoir en Russie. Même le maréchal Joukov, le vainqueur de l’Allemagne nazie, n’a pas essayé de le faire, alors comment Prigojine aurait-il pu l’envisager ?”* Le patron du Groupe Wagner n’est pas un militaire au sens strict, or *“il connaissait bien cette leçon de l’histoire”*, tranche le quotidien italien. À Moscou, on ne tolère pas que les chefs de guerre prennent trop la lumière. Dans ses plans, *“il n’y avait donc pas l’assaut du Kremlin, mais la volonté de se sauver lui-même et de donner un coup d’épaulé à Poutine, pour ouvrir la voie à quelqu’un d’autre”*.

moment venu. Il n’aurait pas dû permettre à Loukachenko de prendre autant de place ni laisser les représentants de l’appareil sécuritaire [les siloviki] mener les négociations.”

Pendant que Prigojine avançait sur Moscou, Poutine travaillait au Kremlin, selon son porte-parole, Peskov. L’avion de Poutine, depuis lequel il peut contrôler l’armée à distance, aurait également quitté Moscou dans l’après-midi du 24 juin, et disparu des radars près de la ville de Tver, rapporte *iStories*, d’après les données de vol de Flightradar [le 27 juin, Loukachenko annonçait la présence de Prigojine en Biélorussie].

Selon l’une de nos sources, Poutine va désormais essayer de consolider son pouvoir, et les tentatives des élites russes de *“restructurer la hiérarchie”* devraient se multiplier.

— **Andrey Pertsev**, publié le 25 juin

SOURCE



MEDUZA

Riga, Lettonie
meduza.io

Établi en Lettonie, ce site d’information russophone a été fondé en octobre 2014 par l’ex-rédactrice en chef du site russe *Lenta.ru*, Galina Timtchenko.

UN CHEF DE GUERRE MENACÉ DE PERDRE SON BUSINESS

Le pouvoir a trop longtemps joué avec le feu en maintenant un vide juridique autour des milices militaires privées comme Wagner, relate ce journal populaire russe, qui soutient le Kremlin.

— **Moskovski Komsomolets** (Moscou)

Le plus terrible, c’est que nous avons tous été témoins de la préparation de ce coup de force. Sur les réseaux sociaux s’étaient multipliées les déclarations douteuses de M. Prigojine, qui avaient dans un premier temps suscité l’approbation de certains, puis fait naître des interrogations et de la méfiance, et enfin provoqué le rejet.

Mais nous gardions le silence dans l’espoir de voir triompher la raison. Car nul ne songeait à diminuer le mérite de la milice Wagner dans la prise d’Artiomovsk [Bakhmout pour les Ukrainiens, dans la région de Donetsk], et plus généralement dans l’opération militaire spéciale. Nous nous disions : en haut lieu, ils s’arrangeront, ils comprennent que l’heure n’est pas aux querelles. Quand l’ennemi est à nos portes, nous devons être unis et consacrer nos efforts à l’intérêt général, c’est-à-dire la défense du pays, comme le président nous l’a rappelé dans son discours d’aujourd’hui.

Mais maintenant, on ne peut plus se taire. Le silence a conduit à une rébellion armée. Comme l’a dit l’éminent expert militaire russe Viktor Mourakhovski, *“les événements nous obligent une fois de plus à rejeter la faute sur le législateur. Durant la première guerre de Tchétchénie [1994-1996] déjà, des unités de volontaires [mercenaires] combattaient et aucun statut juridique n’a jamais depuis été élaboré pour ce genre de structure. Tout le monde en pâtit et désormais la situation échappe à tout contrôle.”*

Liberté, illégalité. Mourakhovski, comme à son habitude, voit juste. Souvenons-nous : depuis combien d’années la question du statut juridique des sociétés militaires privées se pose-t-elle ? On nous disait : en Russie, nous n’avons pas de mercenaires ! Du moins officiellement. Et pourtant, nous en avons – officieusement. Des milliers d’hommes armés, appuyés par des chars et des avions, qui, de fait, appartiennent à des unités militaires illégales.

Depuis longtemps, la presse, y compris *Moskovski Komsomolets*, exhortait les élus à combler ce vide juridique ! Mais on en était toujours au même point. Et voilà où cela nous a menés.

Rappelez-vous, tout était calme tant que les *“musiciens”* [surnom donné aux hommes de

Wagner] travaillaient exclusivement à l’étranger. Principalement en Afrique, mais aussi en Syrie. En 2016, ce sont eux qui ont pris Palmyre. Eux qui l’ont reprise [en 2017, des mains des djihadistes]. Pourtant, ce ne sont pas eux qui ont été auréolés de gloire. Comment aurait-il pu en être autrement ? Qu’est-ce que nous aurions dû dire ? Que Palmyre avait été prise par des unités militaires illégales ? Non bien sûr, donc il fut question de soldats russes. Sans entrer dans les détails.

Autant dire que le conflit entre les structures fédérales et la société militaire Wagner remonte à de nombreuses années. Il a viré peu à peu à l’affrontement entre personnalités. Il a longtemps couvé, puis a fini par s’enflammer. Mais aujourd’hui on n’a plus tant affaire à un problème de personnalités qu’à une histoire de gros sous.

Tout était calme quand la milice Wagner ne travaillait qu’à l’étranger. Il était alors question de soldats russes, sans plus de détails.

Jugez-en : la milice Wagner est le business personnel de Prigojine. Il va sans dire qu’il y a beaucoup investi, puisant aussi dans certaines de ses autres sources de revenus – comme n’importe quel chef d’entreprise normal. Mais manifestement, son business guerrier lui a pas mal rapporté, notamment en Afrique, où l’argent coulait à flots. Et là-bas il est peu probable qu’il ait dû rendre des comptes à qui que ce soit.

Et voilà que tout s’est mis à changer. Quand Wagner a été appelé en renfort chez nous [c’est-à-dire dans le Donbass occupé], des problèmes sont aussitôt apparus : à qui la milice Wagner était-elle subordonnée ? Aux frais de qui fallait-il l’équiper ? Qui devait payer les dépenses, financer les enterrements ? D’où le problème de l’approvisionnement en munitions, qui a fait tant de bruit. Quand le ministère de la Défense les fait parvenir, comment le justifier auprès des gens de l’arrière ? À qui les a-t-on fournies : à une structure illégale, aux combattants ?

C’est le même problème qui se posait concernant la solde, les décorations, les grades et → 18



Vu d'ailleurs

États-Unis. Poutine pris à son propre piège

● Après des années à cultiver l'apathie de la population russe, Vladimir Poutine a découvert que ses concitoyens étaient indifférents à son sort, souligne la journaliste Anne Applebaum dans *The Atlantic*. Pour elle, l'aspect le plus étrange du coup de force avorté de Wagner a été la réaction apathique des habitants de Rostov-sur-le-Don "face aux mercenaires qui ont débarqué et se sont déclarés leurs nouveaux maîtres". Dans les pays démocratiques, note-t-elle, "les politiques passent du temps à motiver les électeurs pour les inciter à se rendre aux urnes. Les autocrates comme Poutine cherchent plutôt à les convaincre du contraire: ne pas participer, ne pas s'engager et ne pas s'intéresser à la politique". Mais si personne ne s'intéresse plus à rien, "tout le monde se contrefiche aussi du chef de l'État, de son idéologie ou de sa guerre", assène-t-elle. "Si Poutine se retrouve face à une menace plus sérieuse, qui va prendre sa défense? Une chose est sûre, la fragilité du régime du Kremlin a été révélée au grand jour."

Italie. L'UE encore une fois pas à la hauteur

● Samedi 24 juin, alors que le monde entier se demandait quel allait être le sort de la Russie, *Il Foglio* tirait déjà une première conclusion. "On ne sait pas encore clairement quelles seront les répercussions de l'action de Prigojine, mais on peut déjà dire une chose, avançait le quotidien italien: l'ambition de l'UE sur la scène internationale est minée par son incapacité de prévision et son inconsistance géopolitique. Même lorsque sa sécurité est en jeu." Si le journal de Milan se montre si dur, c'est que les premières déclarations des leaders bruxellois face aux événements russes n'ont pas été à la hauteur. Le porte-parole

de la présidente de la Commission a parlé de "problèmes internes russes", ce qui correspond à peu près aux premières paroles du président du Conseil européen, Charles Michel. "Mais une révolte qui met en danger le régime de Moscou et la perspective d'une guerre civile ne peuvent pas être une 'affaire interne', s'indigne *Il Foglio*. Ces événements auraient été un tremblement de terre pour l'UE, avec des effets en cascade sur l'Europe et sa sécurité."

Afrique du Sud. Soutenir Poutine, une erreur historique

● Officiellement, l'Afrique du Sud est "non alignée" dans le conflit en cours en Ukraine. Mais pour de nombreux observateurs, le pays soutient en réalité le régime russe, en témoignent les nombreuses marques de proximité affichées par Pretoria à l'égard de Moscou. Alors que la mutinerie de Wagner a révélé la faiblesse de Vladimir Poutine, Branko Brkic, le rédacteur en chef du média d'investigation sud-africain *Daily Maverick*, s'interroge: "Pourquoi lier le destin de nos 65 millions d'habitants à l'avenir, qui s'assombrit rapidement, de l'homme le plus détesté du monde?" Pour le journaliste, le gouvernement sud-africain commet une "erreur historique": "Les multiples mandats présidentiels de Vladimir Poutine se sont révélés être un échec gigantesque à tout point de vue." Selon lui, la faillite du pays s'observe notamment à la lumière des difficultés que rencontre son armée sur le front ukrainien, qui ont brisé le "mythe d'une Russie moderne, puissante, bien approvisionnée et bien organisée". Le maître du Kremlin "est désormais une marchandise endommagée aux yeux de beaucoup". "Son armure est en train de rouiller."

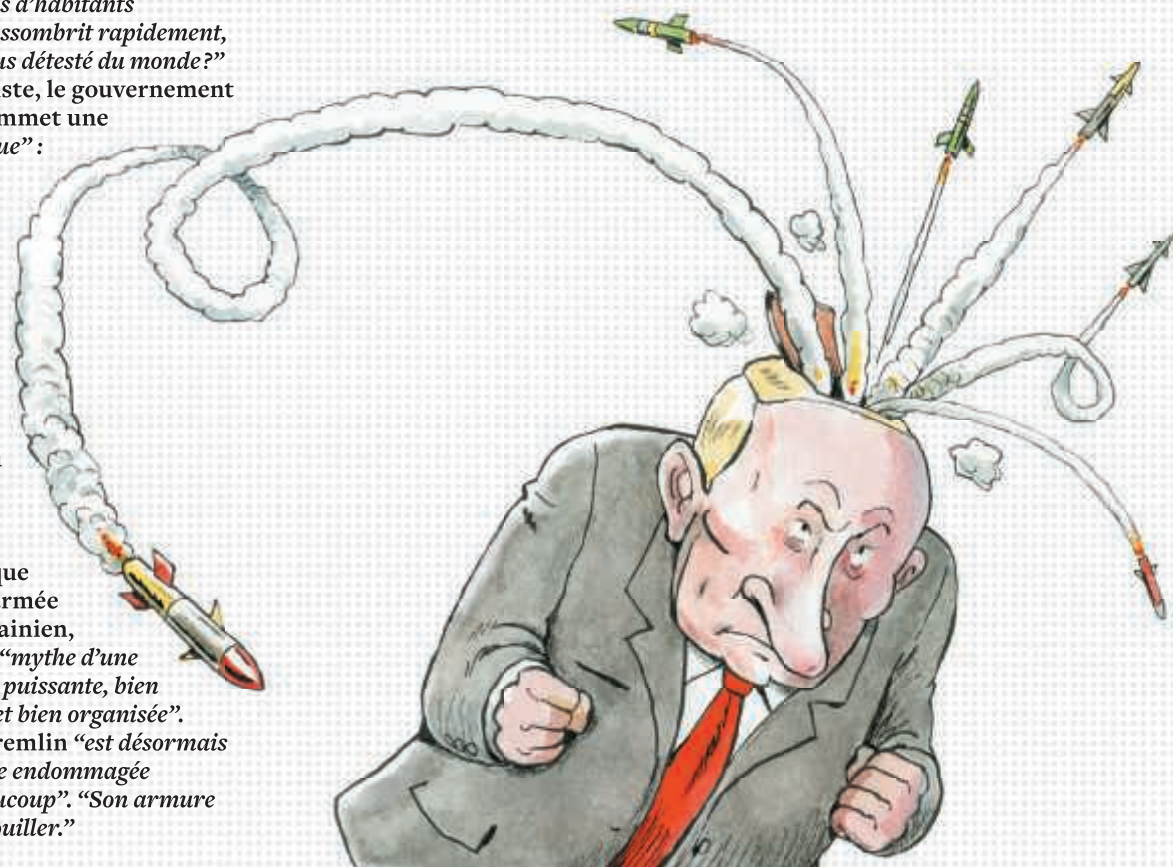
Turquie. Un parfum du putsch raté de 2016

● Dans la presse progouvernementale turque, les parallèles sont nombreux avec le coup d'État manqué contre Erdogan, perpétré en 2016 et imputé à l'ancien allié du président turc devenu sa bête noire, l'imam Fethullah Gülen, exilé aux États-Unis. "Comme lors du perfide coup d'État du 15 juillet, les Russes ont utilisé des camions civils pour bloquer les routes et freiner l'avancée des putschistes", souligne ainsi le quotidien *Türkiye*. "Ce que font actuellement les mercenaires de Wagner est comparable à ce qu'on fait les gülenistes, mercenaires de la CIA", a déclaré sur Twitter Ibrahim Karagül, influent journaliste et ancien rédacteur en chef de *Yeni Safak*. À l'époque, Vladimir Poutine avait déclaré son soutien à Erdogan, allant jusqu'à lui offrir l'intervention de forces spéciales russes, les fameux spetsnaz. D'où le soutien total apporté par Erdogan au président russe, souligne le quotidien *Cumhuriyet*.

Guinée. Un avertissement pour l'Afrique

● La déconfiture du Groupe Wagner doit servir de leçon aux dirigeants africains, avance, sur un ton sévère, le journaliste Boubacar Sanso Barry dans *Le Djely*, lundi 26 juin. "Ces pays qui, ces dernières années, ont sacrifié toutes leurs autres relations diplomatiques au profit d'un mariage exclusif avec la Russie doivent réaliser l'imprudence dont ils se sont rendus coupables. Parce qu'ils doivent avoir compris à quel point leur nouvel ami et protecteur supposé est lui-même vulnérable." Les propos de l'éditorialiste visent principalement les territoires où le groupe paramilitaire est présent, comme la Centrafrique ou encore le Mali. Bamako a en effet mis un terme aux accords de défense avec la France et ses partenaires européens, en mettant fin au cadre juridique de l'opération Barkhane en 2022. "En misant sur Wagner, ajoute-t-il, on s'associe à un partenaire peu fiable".

↓ Dessin de De Angelis, Italie.



d'un
continent
à l'autre.

france



✓ Cédric Herrou a lancé, à Breil-sur-Roya, la première communauté Emmaüs entièrement paysanne.



Société. Le refuge des migrants de Breil-sur-Roya

Connu pour avoir aidé des migrants à traverser la frontière franco-italienne, l'agriculteur Cédric Herrou les accueille désormais dans sa ferme, devenue une communauté Emmaüs.

italiennes ne l'expulsent vers le Nigeria, elle est partie pour la France. Sans papiers comme la plupart des autres membres du groupe, elle vit aujourd'hui ici, à Breil-sur-Roya, un petit village français à la frontière italienne.

Contrôles renforcés. La région de Breil-sur-Roya est sous les feux de l'actualité. Le bourg se trouve en effet à une demi-heure de route de Vintimille, cette commune italienne frontalière où quantité de migrants tentent d'entrer illégalement sur le territoire français, afin, parfois, de gagner d'autres pays d'Europe. Un cauchemar pour Paris, qui remue ciel et terre pour les empêcher de passer. Tandis qu'en Italie les arrivées de migrants repartent à la hausse, ces dernières semaines, le gouvernement français a encore renforcé ses contrôles, déjà stricts, à la frontière : 150 agents supplémentaires et des drones sont déployés pour patrouiller dans toute la région.

Entre-temps, le torchon brûle entre Rome et Paris : au début de mai, le ministre de l'Intérieur français, Gérald Darmanin, a déclenché une crise diplomatique en disant de la Première ministre

italienne, Giorgia Meloni, qu'elle était "incapable de régler les problèmes migratoires". En réaction, les Italiens ont annulé la visite de leur ministre des Affaires étrangères à Paris, visite qui avait précisément pour objectif de réchauffer ces relations tendues. Finalement, le 25 mai, la ministre des Affaires étrangères française, Catherine Colonna, a rendu visite à son homologue à Rome.

C'est là, dans cette commune frontalière où convergent les tensions politiques sur l'immigration, que vit une communauté pour étrangers en situation irrégulière.

"Je voulais faire quelque chose qui aille plus loin que l'aide d'urgence."

Cédric Herrou

Une idée de Cédric Herrou. Bleu de travail et cheveux noués en chignon, cet oléiculteur de 43 ans entre sans un mot dans la salle à manger à l'heure du déjeuner. S'il est connu en France, c'est principalement en raison des procès intentés contre lui depuis des années pour trafic d'êtres humains. Lui-même dit avoir aidé

— De Volkskrant
(Amsterdam)

Entre les versants à pic des Alpes, sur les rives de la Roya, fleuve qui relie l'Italie et la France, vit une petite communauté hippie. Du moins, en apparence : neuf adultes et trois jeunes enfants partagent

une grande bâtisse construite autour d'un moulin datant des années 1890. Alors que les autres membres de la maisonnée retirent leurs bottes boueuses à la porte, après une matinée de travail à l'oliveraie, Victoria, 43 ans, sort un gâteau tout chaud du four. Ils déjeunent tous ensemble à la table à manger en bois de plusieurs

mètres de long. Au menu : légumes du potager et œufs de la ferme de la communauté.

Une communauté hippie, donc ? Pas tout à fait. Il y a une semaine, Victoria s'est installée ici avec Daniel, son fils de 4 ans. Des années durant, cette Nigérienne a vécu en Italie sans titre de séjour. Craignant que les autorités

↓ Dans la ferme de Cédric Herrou, à Breil-sur-Roya, en septembre 2019.

Photos Denis Meyer/Hans Lucas



des centaines de migrants venus d'Italie à passer entre les mailles des filets de la police française et offert à des dizaines d'entre eux nourriture et abri. Le quotidien *De Volkskrant* l'a interrogé au début de 2017, juste avant l'ouverture de son premier procès, alors que son jardin s'était transformé en "mini-Calais", des migrants campant dans des tentes et des caravanes au milieu des poules.

Depuis, beaucoup de choses ont changé. D'abord, Cédric Herrou a été condamné : selon la loi française, l'aide qu'il apportait aux clandestins était interdite. Puis, en 2021, après quatre années de procédure, il a été définitivement relaxé. Il a agi selon le principe de "fraternité", a jugé la Cour de cassation, conformément aux valeurs de la Constitution française.

Depuis, il a tourné la page du "trafic d'êtres humains". "Je voulais retrouver ma vie. Une vie ordinaire. L'agriculture", confie l'agriculteur maralpin au milieu de l'olivieraie, où certains membres du groupe se remettent au travail après le déjeuner. "Et je voulais faire quelque chose qui aille plus

loin que l'aide d'urgence." Certains migrants à qui il avait proposé un hébergement d'urgence dans sa ferme sont revenus vers lui après que leur demande d'asile a été rejetée, en quête d'un hébergement permanent. Seulement, sans travail, sans activité, ils ont sombré dans la dépression. Cette communauté de travail de Breil-sur-Roya est le dernier biais qu'il a trouvé pour donner un avenir à ces migrants sans papiers et déboutés.

Dans l'olivieraie, Fanta et son mari Idrissa sont en train de rincer des olives dans un grand tonneau pour fabriquer de la tapenade qu'ils vendront ensuite sur le marché de Breil et dans les boutiques des environs. Ce couple originaire de Guinée habite avec ses deux enfants en bas âge dans la seule chambre familiale de la maison communautaire. Comme la plupart de leurs "compagnons" – c'est ainsi qu'ils s'appellent entre eux –, ils ne souhaitent pas donner leur nom de famille.



REPORTAGE



Nous, migrants, nous avons l'habitude de nous rendre invisibles, explique Tarik, un Marocain de 39 ans. En tenant le stand du marché – c'est son tour demain matin –, il désapprend peu à peu à se comporter de la sorte. Il y a cinq ans, il a quitté l'est du Maroc pour venir en Europe et, après avoir erré en Belgique et dans le nord de la France, il a posé ses valises à Breil il y a six mois. Il avait découvert l'existence de cette communauté sur Internet et, aujourd'hui, il espère s'y construire un avenir. "Ici, la vie est paisible, et je suis heureux de partager mon existence avec les autres membres du groupe. L'entraide est à la base de nos relations."

Début d'avenir. Officiellement, les sans-papiers et les déboutés du droit d'asile n'ont pas le droit de séjourner sur le territoire hexagonal, ni de travailler ou d'occuper un logement. Mais les compagnons de Breil-sur-Roya bénéficient d'un statut juridique particulier. Car le groupe dépend d'Emmaüs, un mouvement international qui lutte avec toutes sortes d'initiatives contre la pauvreté et l'exclusion dans quarante pays du monde. En France, des communautés Emmaüs autosuffisantes accueillent des personnes dans la précarité qui ne répondent pas aux critères des dispositifs d'aide habituels. À Breil, ce sont avant tout des migrants sans titre de séjour et sans espoir d'en obtenir. Ils partagent une maison, apprennent le français et vivent des revenus de la ferme où ils travaillent ensemble. La plupart sont envoyés par des services de secours ou des ONG parce qu'ils n'ont nulle part où aller. "Nous n'aidons pas les gens parce qu'ils sont sympas ou qu'ils peuvent être utiles. Nous les aidons parce qu'ils en ont besoin."

En échange de leur travail à la ferme, les compagnons ne reçoivent pas de salaire, mais le gîte et le couvert, ainsi qu'une allocation de 370 euros par mois. Emmaüs prend en charge leurs cotisations sociales pour, entre autres, qu'ils soient couverts en cas d'accident du travail. Et puis, après avoir passé au moins trois ans à vivre et à travailler au sein de la communauté, ils seront peut-être régularisés.

C'est un début d'avenir, même si rien ne garantit qu'ils obtiendront

"Je suis heureux de partager mon existence avec les autres membres du groupe."

Tarik, MAROCAIN DE 39 ANS

le Graal. Ce sont les autorités régionales qui auront le dernier mot. D'ici là, les compagnons peuvent se faire arrêter par la police. "Si nous voulons aller à Paris ou Nice par exemple, nous devons trouver des moyens d'éviter les contrôles de police, commente Tarik. Heureusement, ici, beaucoup de gens connaissent Cédric, et ils savent que nous vivons avec lui." Au cas où ils se feraient arrêter, ils doivent aussitôt l'appeler, précise Cédric Herrou. "Quand nous discutons avec la préfecture, généralement, les choses s'apaisent. Le battage médiatique autour de mes procès est somme toute utile. On a beaucoup parlé de moi dans les médias, on a même fait des documentaires sur moi. Tout cela me donne une certaine respectabilité, qui aide beaucoup."

De retour dans la maison, Victoria s'assoit à table, l'air perdu. Elle parle anglais et italien, mais son français est encore hésitant. Comme elle a du mal à marcher, le travail à la ferme est trop dur pour elle, et puis, après avoir passé dix-huit ans à Trieste, elle doit s'habituer à la vie à Breil. Mais les autres sont patients avec elle, dit Victoria. Son fils est "ravi" de pouvoir enfin aller à l'école. Et globalement, à Breil, la vie est "merveilleuse".

—Eline Huisman, publié le 30 mai



SOURCE

DE VOLKSKRANT
Amsterdam, Pays-Bas
Quotidien, 261 000 ex.
volkskrant.nl

Né en 1919 comme hebdomadaire du mouvement travailliste catholique, "Le Journal du peuple" s'est laïcisé en 1965. Le journal est le troisième quotidien du pays, après *De Telegraaf* et *Algemeen Dagblad*. Le titre appartient aux éditions du Persgroep, qui détient la plupart des journaux flamands et néerlandais.

ENSEIGNEMENT

Le tout-numérique ne fait pas école

Face à l'accélération de la numérisation dans l'apprentissage scolaire, des parents s'inquiètent de la baisse de niveau des écoliers et dénoncent des difficultés de concentration.

—El Periódico de Catalunya
(Barcelone)

Depuis trois ans, pandémie aidant, la numérisation de l'enseignement s'est accélérée sur le Vieux Continent. Une tendance grandissante qui semblait aller dans le sens de la modernité, mais suscite de plus en plus de réticences.

En Catalogne, les mauvais résultats en compréhension de l'écrit des élèves de quatrième année d'école primaire [l'équivalent de notre CM1] sont alarmants, selon la dernière étude internationale Progress in International Reading Literacy Study

(Pirls), qui porte sur les compétences en lecture. En Suède, l'exécutif veut faire machine arrière dans la politique qui consistait à se passer de manuels scolaires. Et en France, on commence à débattre de ces problèmes.

Un groupe de familles s'est mobilisé afin de protester contre la numérisation dans l'enseignement primaire et secondaire. Dans le texte fondateur de leur Collectif de lutte contre l'invasion numérique à l'école (Coline) [une tribune publiée par *Marianne* le 16 février], ces pères et ces mères constatent qu'actuellement "le numérique est partout à l'école. Tableaux interactifs,

communication via les ENT, exercices en ligne sur Moodle, exposés sur Powerpoint, Mooc comme supports aux cours, orientation sur des plateformes et livres remplacés par des manuels numériques: l'école se dématérialise. C'est moderne. Mais est-ce mieux?"

Et d'ajouter: "Plus nos enfants passent de temps sur écran, moins ils arrivent à lire, à écrire, à se concentrer; c'est que la baisse du niveau scolaire général s'accélère et qu'ils n'apprennent pas mieux. Des centaines d'études le confirment." Selon la dernière étude du Pirls, effectuée dans 57 pays, les niveaux de compréhension en lecture pour la France se situent en dessous de la moyenne européenne.

Le gouvernement Macron a du mal à inverser la tendance. Il veut augmenter le nombre d'heures hebdomadaires de français, même si la France est déjà le pays européen où la langue nationale fait l'objet du plus grand nombre d'heures de cours: jusqu'à 288 heures [par an], contre 228 heures en moyenne dans les autres pays d'Europe.

Stress scolaire. Julie Perel est à l'origine du collectif Coline. Elle est convaincue que cette baisse du niveau est due à la numérisation. "Nous aimerions que la France suive l'exemple de la Suède. Nous voulons alerter sur cette question", explique cette orthophoniste qui vit en Bretagne et est mère de trois enfants. "Il y a de plus en plus d'enfants qui ont du mal à se concentrer, déplore-t-elle, en s'appuyant sur son expérience professionnelle. Ils ont de plus en plus de mal à formuler des pensées abstraites. Ils ont besoin d'images pour se concentrer." Elle a décidé de fonder ce collectif à cause du stress que ressentait son fils lycéen en raison de l'utilisation constante du numérique pour les cours: "On pouvait lui envoyer des devoirs à n'importe quelle heure."

Julie Perel a créé Coline à la fin de l'année dernière, en collaboration avec une autre mère qui vit près de Strasbourg. De fait, la région Grand Est est devenue un précurseur de la numérisation de l'enseignement dans l'Hexagone. Ce territoire a décidé de se passer de manuels scolaires et de les remplacer par des contenus sur des tablettes et des ordinateurs portables.

Même évolution en région parisienne. Et une administration régionale de Lorraine [le rectorat de l'académie de Nancy-Metz] a également mis en œuvre un projet expérimental, visant à remplacer les professeurs par le téléenseignement.

"Les enfants ont de plus en plus de mal à formuler des pensées abstraites. Ils ont besoin d'images pour se concentrer."

Julie Perel, ORTHOPHONISTE
ET FONDATRICE DU COLLECTIF COLINE

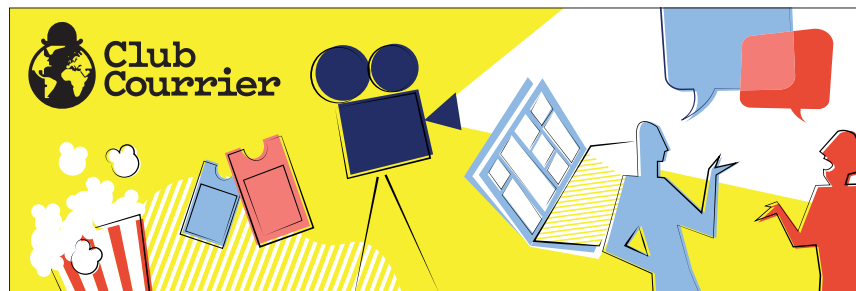
Les politiques d'éducation en France sont une compétence répartie entre les municipalités, les départements, les régions et l'État. Souvent, la décision d'équiper les classes d'ordinateurs et de tablettes relève des autorités locales ou régionales, qui y voient un investissement rapidement concret pour les familles. L'année dernière, la municipalité [EELV] de Poitiers a suscité un tollé quand elle a voulu doter de tablettes les écoles de la ville pour que les enfants ayant entre 3 et 5 ans les utilisent pendant une demi-heure par semaine.

C'est avant tout le gouvernement qui souhaite numériser l'enseignement.

"L'ancien ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer – à ce poste entre 2017 et mai 2022 – en était un grand partisan. Pour lui, l'intelligence artificielle allait libérer les professeurs des tâches les plus répétitives, comme la correction des examens", rappelle Christophe Cailleaux, coauteur du livre *Critiques de l'école numérique* et syndicaliste Snés-FSU.

Cet enseignant du secondaire estime qu'on ne dispose pas de suffisamment d'études sur la numérisation des classes et leurs effets. Et il regrette que le passage au numérique soit présenté comme quelque chose d'inéluctable, sans voir plus loin que "les intérêts des géants américains du numérique, mais aussi de grandes entreprises françaises (comme Orange ou Free), pour qui il s'agit d'un marché potentiel sur lequel se développer".

—Enric Bonet Torra,
publié le 10 juin



TENTEZ DE REMPORTEUR UNE INVITATION pour deux personnes à l'avant-première du film de Daniel Goldhaber Sabotage, le 5 juillet à 20 heures au Forum des images, à Paris. La projection sera suivie d'une séance de questions-réponses.



forum des images

TANDEM



« Un film d'une intelligence et d'une audace folle. »

FRANCE CULTURE



FESTIVAL DE CANNES
COMPÉTITION
SÉLECTION OFFICIELLE 2023

Les Filles d'Olfa

UN FILM DE
KAOUTHER BEN HANIA



COUP DE
CŒUR
CINÉMAS
ART & ESSAI
DE L'AFCAE



Œil d'Or
du meilleur
documentaire
FESTIVAL DE CANNES 2023

ELLE Le Monde Télérama

AU CINÉMA LE 5 JUILLET

Jour2fête

SENS
CRITIQUE

arte





afrrique

Mali. La manne des enlèvements

Dans la zone sahélienne, les enlèvements d'Occidentaux sont devenus un business comme un autre. Quoi que prétende Paris.

—Journal du Mali, extraits (Bamako)

Même s'il n'en détient pas le monopole, le JNIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) [d'idéologie salafiste, affilié à Al-Qaïda] a érigé au fil des années les enlèvements au Sahel en modus operandi.

Depuis que sa rivalité s'est accentuée, à partir de février 2020, avec l'EIGS (État islamique au Grand Sahara) [qui a prêté allégeance à l'État islamique], le groupe d'Iyad Ag Ghaly [chef de guerre touareg et djihadiste malien] a multiplié les raptés. Expatriés européens, nationaux de divers profils, la liste des otages passés, ou qui sont encore dans les mains du JNIM au Mali, est longue.

Que tire ce groupe terroriste de ces enlèvements ?

Officiellement, pour la libération, le 20 mars 2023, de l'ex-dernier otage français dans le monde, [le journaliste] Olivier Dubois, détenu pendant près de deux ans par le JNIM, et de l'humanitaire américain Jeffery Woodke, enlevé au Niger en 2016, les autorités françaises et américaines sont catégoriques : aucune rançon n'a été versée et aucune libération de prisonniers n'a servi de monnaie d'échange.

Démentis. Mais difficile de s'en tenir à ces versions quand on sait que, dans la plupart des enlèvements d'Occidentaux en Afrique, la libération n'intervient qu'après des paiements de rançons ou la remise en liberté de terroristes prisonniers. À en croire certaines sources issues du renseignement malien et relayées par des médias locaux, au moins quelques millions d'euros auraient été versés pour la libération des deux otages.

L'ancien président François Hollande reconnaissait en 2016 [dans le livre *Un président ne devrait pas dire ça*, de Gérard Davet et Fabrice Lhomme] que des rançons avaient été payées pour certains Français retenus en captivité, en l'occurrence les journalistes Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, enlevés en Afghanistan en 2009 et libérés en 2011, et Florence Aubenas, enlevée en 2005 en Irak puis libérée quelques mois après.

Comme pour Olivier Dubois, près de trois ans plus tôt, Paris a toujours démenti avoir payé, en plus d'échange de prisonniers, pour la libération de Sophie

Pétronin, autre otage française longtemps détenue au Mali et libérée en octobre 2020 en même temps que l'ancien chef de file de l'opposition malienne Soumaïla Cissé et deux Italiens, Nicola Chiacchio et Pier Luigi Maccalli.

Dans la foulée, sur RFI, Ahmada Ag Bibi, ancien membre d'un groupe djihadiste qui sert quelquefois d'intermédiaire lors des négociations, affirmait que 2 millions d'euros avaient été versés comme rançon au JNIM pour l'ancien président de l'URD, ou Union pour la république et la démocratie [Soumaïla Cissé], décédé depuis.

La manne financière que le JNIM et les groupes terroristes tirent des enlèvements est très importante. Une source spécialiste de ces mouvements djihadistes l'estime à "40 à 50 milliards de francs CFA [60 à 76 millions d'euros] perçus de 2003 à aujourd'hui".

"La prise d'otages européens au Sahel des djihadistes en francs CFA, cela ne fait aucun doute", avance cette source, qui a requis l'anonymat. De son point de vue, c'est d'ailleurs pour cette raison que les Occidentaux, et plus particulièrement les Européens, sont les cibles privilégiées du JNIM, parce que les pays d'où ces derniers sont originaires entament vite des négociations pour obtenir leur libération.

"Lorsqu'ils prennent des Européens et des Africains, ils libèrent plus rapidement les Africains pour deux raisons. D'abord, parce que ces derniers n'ont pas de valeur marchande, leurs États n'ont pas d'argent pour payer. Ensuite parce qu'ils font attention à ne pas enlever

Le groupe djihadiste JNIM enlève aussi des militaires, des journalistes, des politiques...

des locaux dans les zones qu'ils occupent. Cela pourrait amener des relations difficiles entre eux et les autochtones", explique notre source.

En dehors de l'argent qu'il perçoit à travers les raptés, le JNIM, affilié à Al-Qaïda, tire d'autres avantages. "Les enlèvements rapportent soit de l'argent, soit une occasion de négocier pour aboutir à des concessions ou obtenir

des accords. Souvent, ils enlèvent des chefs de village pour faire un forcing afin d'obtenir un accord local ou un avantage quelconque", affirme un ex-otage malien.

"Dans le centre du Mali, quand le JNIM enlève des personnalités locales, politiques ou influentes dans un village ou dans une ville, il négocie des concessions qui peuvent être endogènes. Si, par exemple, on les empêche de se ravitailler en carburant dans un village qui fait de l'autodéfense, s'ils y enlèvent quelqu'un, ils poussent les pions pour qu'on leur ouvre la route, qu'ils puissent quelquefois venir à la foire se ravitailler en denrées, acheter des engins ou vendre leur bétail", confie celui qui a passé deux mois dans le centre du Mali en 2018, dans les mains d'un groupe affilié au JNIM.

Selon lui, d'autres profils en dehors des Occidentaux intéressent le groupe dirigé par Iyad Ag Ghaly. Administrateurs civils, militaires, politiques ou encore journalistes. "Dès qu'ils jugent pouvoir tirer contrepartie d'une cible, ils n'hésitent pas."

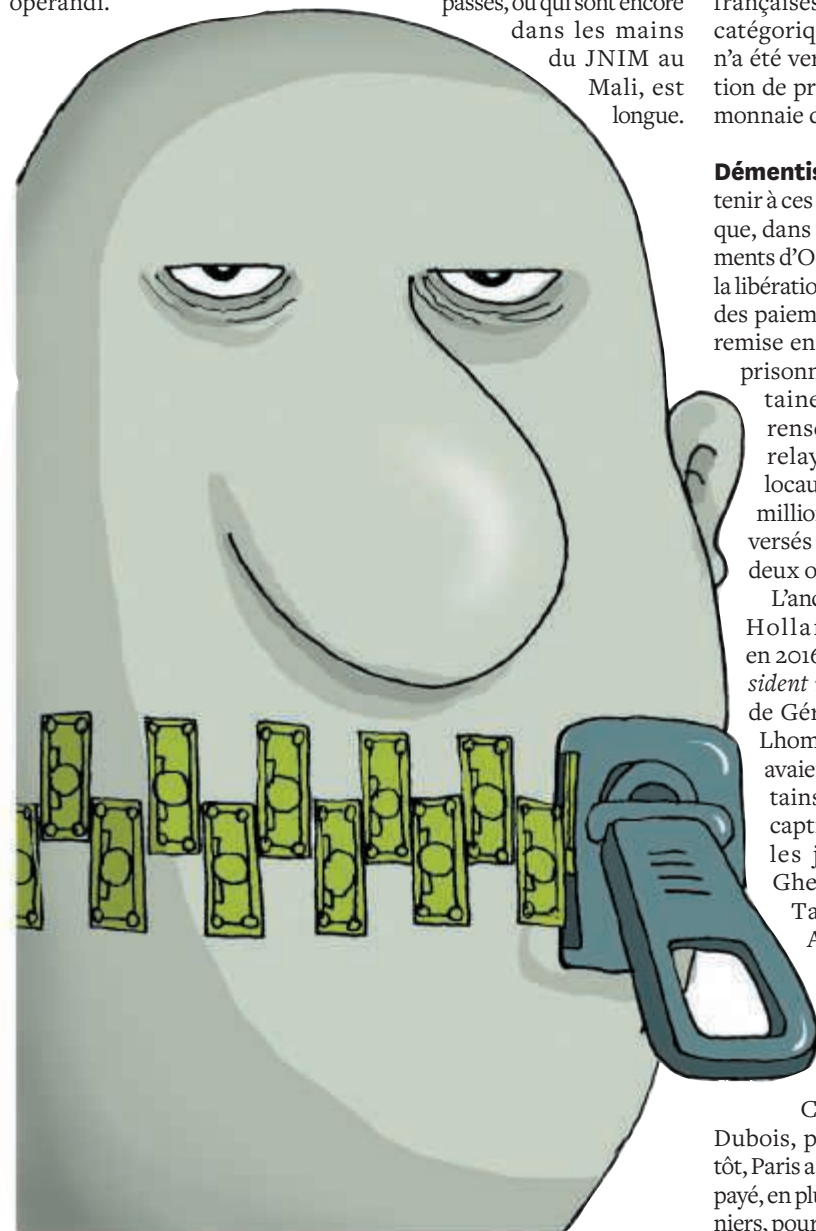
Dans plusieurs cas, les libérations d'otages interviennent aussi après celles de prisonniers, de certaines voies ou encore l'obtention d'une garantie de non-coopération avec l'armée de la part des populations.

"Exhiber" les captifs. C'est inédit. Quatre vidéos de revendication d'otages enregistrées et diffusées sur les réseaux sociaux en l'espace de quelques jours (entre le 28 et le 30 mai 2023). Jamais le JNIM n'avait autant "exhibé" ses captifs dans un délai aussi court. Comme à l'accoutumée dans ce genre de vidéos, le message de fond reste le même. Les otages, un Sud-Africain et trois Maliens, appellent les autorités de leurs pays et leurs familles à négocier leur libération.

Dans deux vidéos enregistrées le 26 mai et diffusées deux jours plus tard, le Sud-Africain Gert Jacobus van Deventer, 48 ans, demande d'urgence de l'aide ou toute forme d'assistance pour faciliter ou activer toute action qui puisse conduire à sa libération.

Pour sa part Abdou Maïga, ancien député [enlevé le 23 avril 2023 par le groupe terroriste], et proche du Premier ministre [malien] Choguel Kokalla Maïga

↳ Dessin de Martirena, Cuba.



selon certaines sources, appelle également le président de la transition, le colonel Assimi Goïta, et le chef du gouvernement à tout faire pour négocier sa libération, affirmant souffrir d'un glaucome, de diabète et de sa tension.

“J’ai été arrêté par les djihadistes le 18 mars 2023 entre Koara et Nara, et actuellement je suis en vie. J’étais blessé le jour où l’on m’a arrêté. Actuellement, je suis en bonne santé. Je veux que le gouver-

“Les vidéos d’otages peuvent servir à l’échange de prisonniers.”

Yida Diall,
ANALYSTE SÉCURITAIRE

nement m’aide pour que je rentre à la maison”, implore de son côté, dans une autre vidéo enregistrée le 28 mai, le caporal Oumar Diakité, élément du 34^e bataillon du génie militaire.

La nouvelle méthode employée par le JNIM, d’autant plus avec des otages relativement peu connus, suscite des interrogations. Le groupe est-il en manque de ressources financières et est-il en train d’activer des leviers de négociation pour le combler? Est-il en train d’expérimenter une nouvelle stratégie?

Pour l’analyste sécuritaire et spécialiste des groupes djihadistes du centre et du nord du Mali Yida Diall, la réponse à ces deux interrogations est négative. *“Pour moi, ces vidéos ne sont pas pour chercher de l’argent, parce qu’en général les otages africains ne sont pas susceptibles de faire gagner beaucoup aux terroristes. Je pense qu’ils sont en train de le faire pour un autre motif, un échange de prisonniers. Ces derniers mois, ils ont eu certains lieutenants importants arrêtés.”*

Quelques otages occidentaux, dont la “valeur marchande” est réputée plus grande, sont toujours aux mains du JNIM.

Parmi eux, entre autres, le quadragénaire roumain Iulian Ghergut, enlevé en avril 2015 au Burkina Faso puis transféré vers le Mali, et trois Italiens, Rocco Antonio Langone et Maria Donata Caivano, 64 et 62 ans, et leur fils Giovanni, 43 ans, capturés au Mali le 19 mai 2022.

—**Mohamed Kenouvi,**
publié le 1^{er} juin

Le mystère des négociations

●●● “Comment se déroulent les négociations?” interroge le **Journal du Mali** dans un autre article de son dossier consacré au “lucrative business des enlèvements” dans la zone sahélienne. “Avant d’aboutir aux libérations, des négociations sont menées. Parfois longues et à rebondissements, elles sont conduites dans une grande discrétion”, analyse l’hebdomadaire malien, qui détaille les différentes étapes. D’abord, une première revendication est faite par le groupe qui détient les captifs grâce à une vidéo “dans laquelle l’otage s’exprime et qui fait en même temps office de preuve de vie”, explique une source proche des négociations avec le JNIM.

À partir de là, le pays dont est originaire l’otage se met en quête d’un médiateur qui se voit communiquer les conditions des ravisseurs. “Le médiateur repart à nouveau vers les ravisseurs, avec une réponse qui est souvent la demande d’une preuve de vie particulière des otages, à travers des questions intimes auxquelles seuls ces derniers peuvent répondre.”

Un processus qui peut durer longtemps et que les otages ignorent généralement, jusqu’à ce que les deux parties s’accordent enfin. Le processus de libération est alors enclenché.



CARTOON MOVEMENT

L’Afrique, terre de repli terroriste

ADF en Ouganda, Al-Chabab en Somalie, groupes armés dans le Sahel, le continent semble être devenu l’espace de redéploiement du terrorisme.

—**Le Djely,** *extraits*
(Conakry)

Comment peut-on s’appeler Forces démocratiques alliées (ADF) [ou Allied Democratic Forces. Groupe armé ougandais fondé en 1995 et qui regroupe des mouvements d’opposition au président Yoweri Museveni. L’organisation s’est repliée en République démocratique du Congo] et perpétrer les horreurs dont le lycée Lhubiriha [a été le théâtre dans la nuit du 17 au 18 juin] à Mpondwe, région ougandaise située près de la frontière avec la RD Congo?

Au moins 42 personnes tuées, dont en majorité de jeunes élèves lâchement emportés avec leur rêve d’un avenir radieux.

Selon les témoignages qu’on a pu recueillir, les garçons ont été brûlés vifs dans l’enceinte même de leur dortoir, au moyen de grenades et d’essence. Quant aux filles, elles ont été exécutées à la machette notamment. L’émotion planétaire suscitée par le massacre est donc à la hauteur de l’horreur.

L’ampleur de ce drame pourrait signifier un ancrage plus marqué du terrorisme islamique dans cette région de l’Afrique centrale. RD Congo, Ouganda,

Tanzanie, Mozambique... C’est sûr que le cancer commence à gagner du terrain.

Après la zone orientale où sévit le groupe [terroriste] Al-Chabab et le Sahel où des pans entiers des pays échappent au contrôle des États, devons-nous nous résoudre à voir l’Afrique centrale, elle aussi, tomber dans l’escarcelle de ces combattants aux visées obscurantistes? Visiblement, la réponse est malheureusement affirmative!

Défaillances de l’État. Chassé du Moyen-Orient où il a été empêché d’établir son fameux califat, le groupe État islamique (EI) s’est décidément tourné vers l’Afrique, dont il entend faire sa base arrière de substitution. États faillis, armées désorganisées, populations jeunes et désœuvrées, continent oublié du reste du monde... l’EI aurait-il espéré mieux?

En tout cas, dans le cas des ADF en RD Congo et en Ouganda et du groupe [islamiste] Ahlu Sunna Wal-Jamaa, dans la province de Cabo Delgado (Mozambique), il ressort que l’émergence du terrorisme et son expansion reposent sur l’instrumentalisation des défaillances des États. Dans le cas d’un pays comme

↳ *Dessin de Simon Regis, Tanzanie.*

la République démocratique du Congo s’y ajoutent l’exploitation de la faune et le trafic de pierres précieuses.

Ainsi, toutes les conditions sont réunies pour que cette partie du continent africain soit le futur berceau du terrorisme. En proie à une insécurité qu’on peine à juguler depuis des décennies et livrée à toutes sortes de groupes armés qui se révèlent plus puissants que les États qui se disent souverains, la région offre toutes les garanties à ceux qui misent sur la stratégie de la terreur et de l’effusion du sang.

Et au lieu de continuer à se diviser et à s’entre-attaquer, les pays de la région devraient à l’inverse unir leurs forces pour empêcher cette funeste perspective.

En particulier, un pays comme le Rwanda, qui intervient en République centrafricaine et qui entend apporter son aide au Bénin, devrait ne pas négliger cette menace qui pend à son nez.

Encore que tous les experts l’ont suffisamment martelé : face au terrorisme, l’arme la plus efficace est celle du développement et de la lutte contre la précarité et les injustices sociales.

Aussi longtemps que l’élite continuera à exploiter à son seul profit les richesses des pays, en oubliant les ressentiments et les frustrations du reste de la population, le terrorisme, qu’il soit islamiste ou non, trouvera toujours un terreau fertile pour éclore et se développer. Quelles que soient les armes de guerre qu’on voudra lui opposer.

—**Boubacar Sanso Barry,**
publié le 20 juin



europe

Football. Wall Street s'invite dans les clubs

De plus en plus de banques et d'investisseurs d'outre-Atlantique mettent la main à la poche pour soutenir les clubs. Au risque de voir le monde du ballon rond européen s'américaniser.



—Die Presse (Vienne)

Le Camp Nou est l'un des temples les plus impressionnants du football européen. Le stade du FC Barcelone peut accueillir près de 100 000 spectateurs, et ceux qui prennent place tout en haut des tribunes auraient presque besoin de jumelles pour reconnaître les petits bonshommes qui gambadent sur le terrain. Seulement voilà, l'arène de béton accuse le poids des ans – c'est à peine si elle a été rénovée depuis son inauguration, en 1957, abstraction faite de l'extension de la troisième tribune supérieure à l'approche du Mondial 1982, qui se tenait en Espagne. Dès les années 2000, on envisage dès lors de construire un nouveau stade.

Le projet en cours prévoit une modernisation de fond en comble : l'arène existante doit être démolie en partie pour céder

la place à un stade ultramoderne, censé faire entrer 200 millions d'euros supplémentaires par an dans les caisses grâce aux loges VIP et aux événements (avec le service *hospitality*, une option plus coûteuse que les billets lambda).

Brader l'argenterie. Des rentrées financières dont le FC Barcelone, endetté à hauteur de plus de 1 milliard d'euros, a un besoin pressant. Les pelle-teuses devaient entrer en action en juin, mais le coût du chantier a explosé entre-temps, se montant désormais à 1,5 milliard d'euros. Le président du Barça, Joan Laporta, s'évertue à dissiper les doutes sur la viabilité financière du projet. La hausse des intérêts intercalaires complique l'accès au crédit et les agences de notation viennent de revoir la note [du projet de financement] à la baisse.

Les Catalans ont d'ores et déjà bradé l'argenterie : les droits de parrainage du stade ont été cédés au service de streaming [suédois] Spotify pour plus de 300 millions de dollars [environ 270 millions d'euros], et 10 % des droits de retransmission ont été mis en gage auprès de la société d'investissement américaine Sixth Street pour les vingt-cinq années à venir. Pour financer la transformation du stade, le Barça vient d'emprunter 1,45 milliard d'euros d'argent frais – notamment auprès de la banque d'investissement Goldman Sachs.

Spécialisé dans le financement des stades, dont le Levi's Stadium de San Francisco, l'établissement financier a ouvert pour le FC Barcelone une ligne de crédit de près de 900 millions d'euros au total. Avec la banque d'investissement JP Morgan, c'est le plus gros créancier du club. La direction du Barça vient de renégocier, voilà quelques semaines seulement, un plan de financement d'un montant de 1,5 milliard d'euros avec les deux établissements de crédit, et d'avancer de cinq ans, à 2047, l'échéance de la dernière mensualité. Le taux d'intérêt annuel en sera substantiel : 5,5 %.

Aux prises avec un déficit chronique, les clubs espagnols sont totalement dépendants des banques américaines. Goldman Sachs a ainsi soutenu l'entrée du fonds d'investissement luxembourgeois CVC dans ces clubs – qui a pris possession de 10 % du capital de La Liga, moyennant 2,7 milliards d'euros – en lui débloquent un crédit de 1 milliard d'euros.

L'établissement bancaire d'outre-Atlantique étend également ses tentacules sur la

Serie A [le championnat d'Italie]. La banque avait déjà accordé un prêt d'un montant de 175 millions d'euros à l'AS Roma voilà quelques années.

Quand le patron du club, l'Américain James Pallotta, s'est mis en quête d'un nouvel acquéreur pour le club italien, Goldman Sachs a été son premier interlocuteur, et la banque a négocié la vente avec l'entrepreneur américain Dan Friedkin. Autrement dit, un homme d'affaires américain vendait à un homme d'affaires américain par le biais d'un établissement de crédit américain : on ne pouvait imaginer plus parfaite illustration de l'américanisation du football.

Goldman Sachs était également partie prenante dans le rachat de Chelsea l'année dernière par le milliardaire américain Todd Boehly.

JP Morgan a racheté entre 50 et 60 millions d'euros de dettes du LOSC Lille.

La moitié de la Premier League anglaise se trouve à présent entre les mains des Américains (dont Manchester United, Arsenal et Liverpool).

Dans la Ligue 1 française, où le baron américain des médias John Textor est devenu, l'année dernière, l'actionnaire majoritaire de l'Olympique lyonnais, moyennant 884 millions d'euros, le poids des investisseurs américains croît également, et avec lui la dépendance aux marchés financiers. JP Morgan a racheté entre 50 et 60 millions d'euros de dettes du LOSC Lille, que le club – endetté jusqu'au cou et périodiquement

placé sous contrôle financier – avait contractées auprès du fonds d'investissement américain Elliott.

Wall Street profite des milliards brassés par le foot au travers des financements, des rachats et des honoraires des consultants. Seuls quelques établissements de crédit disposent du savoir-faire et du réseau nécessaires pour mener à bien des procédures d'acquisition complexes.

Un Clásico à Las Vegas. Le milliardaire britannique Jim Ratcliffe s'est tourné, lui aussi, vers les poids lourds de Wall Street pour lancer une offre de rachat de Manchester United, le club historique actuellement en vente. En Allemagne, les investisseurs américains se bousculent au portillon de la Bundesliga, depuis que la Deutsche Fußball Liga ("Ligue allemande de football", DFL) a fait savoir qu'elle allait confier la gestion des droits de retransmission à une filiale.

Si le football attire autant, c'est parce qu'il est devenu synonyme d'argent facile. Dès lors, il n'est pas étonnant que les patrons des clubs aient eu les yeux qui brillent en découvrant le projet de JP Morgan de financer [en 2021] une Super League [concurrente de l'UEFA] à hauteur de 4 milliards d'euros.

Le projet a suscité une levée de boucliers de la part des supporters et les clubs ont fait machine arrière – quarante-huit heures après l'annonce, la Super League était déjà de l'histoire ancienne. Les ultras y voyaient une trahison de l'esprit populaire du sport et accusaient les investisseurs de "cupidité". Son plus grand défenseur n'est autre que le patron du Barça, Laporta.

Le président de l'UEFA, Aleksander Ceferin, farouche opposant au projet de Super Ligue européenne, a émis récemment l'idée de délocaliser aux États-Unis la finale de la Ligue des champions. Le Barça ne serait pas dépaycé : les Catalans ont disputé l'année dernière un match préparatoire contre le Real Madrid à Las Vegas, et un autre est annoncé cet été à Dallas. Les matchs du Clásico [entre le FC Barcelone et le Real] se joueront-ils bientôt aux États-Unis? Ce n'est pas impossible. Les appétits, comme les financements, sont au rendez-vous.

—Adrian Lobe, publié le 2 mai

18,6

MILLIARDS DE DOLLARS. Le marché du football européen est très attrayant, annonçait **Bloomberg** en février dernier. Selon le média américain, "les transactions dans ce secteur ont atteint en 2022 18,6 milliards de dollars, un record qui est venu faire voler en éclats celui établi à peine un an auparavant". Des accords à plusieurs millions de dollars ont même été passés, "et pas seulement dans le riche championnat qu'est la Premier League anglaise". Cela vaut aussi pour les clubs européens de deuxième division. L'envergure des transactions en cours dans le football "laisse présager une nouvelle année exceptionnelle dans le sport professionnel".

14-16 | 07 | 2023

COUTHURES-SUR-GARONNE

FESTIVAL

international

DE JOUR-

NALISME

**LE RENDEZ-VOUS ESTIVAL
DES PASSIONNÉS DE L'INFO**



Le Monde LOBS Télérama¹ Courrier international la Vie IHUFFPOSTI

Nouvelle-Aquitaine LOT-ET-GARONNE Le Département Cœur du Sud-Ouest Val de Garonne Agglomération Marwanne Couthures-sur-Garonne | Google VIGNOBLES DU SUD-OUEST CFC Les Paysans de Rougeline Le Pruneau d'Agen Terre de France PRÉ | france-tv SUD OUEST

Nouvelle-Aquitaine FAR-OUEST REVUE CORRIERE DELLA SERA DER SPIEGEL EL PAÍS LE TEMPS The Guardian | Ils nous soutiennent : ALCA - FIJC - IJBA - Prix Chaffanjon - FIPADOC - RSF - Cartooning for Peace - Visa pour l'image - La Chance - Reporter d'Espoir - Entre les lignes

ROYAUME-UNI

Tous emballés par Greggs!

Les friands à la saucisse de cette chaîne de fast-food en plein essor ont conquis ce chroniqueur conservateur. Le côté discount décomplexé de cette enseigne, conjugué à une identité "British" assumée, en fait le miroir de la vie du pays.



—The Spectator (Londres)

Ma famille a un secret inavouable. J'ai honte de l'admettre par écrit, car je crains d'en subir le préjudice à vie. Et pas seulement moi, mes enfants aussi se heurteront maintenant à un plafond infranchissable.

Ce secret? Nous fréquentons Greggs. Oui, je sais, cette chaîne de restauration rapide convient dans un contexte bien particulier : un train à prendre, une fringale et une envie irrésistible de friand à la saucisse. Tels sont les cas où un homme ou une femme adulte est susceptible d'entrer dans cette enseigne et d'en ressortir un peu crispé, la tête baissée, avec en main un feuilleté au

boeuf aussi brûlant qu'un réacteur en fusion. Pour autant, ce n'est pas chez Greggs qu'on prend un repas en famille.

Eh bien, nous, si. À plusieurs occasions, la famille Marsh – deux adultes et deux mômes – s'y est attablée pour un déjeuner tout à fait correct. Et l'addition? Une dizaine de livres en tout, pour deux cafés (à 1,50 livre pour un allongé plus proche du jus de chaussette en voiture-bar que de l'excellence italienne), des boissons pour les enfants et un assortiment de feuilletés salés et sucrés.

Mais la famille Marsh n'est pas la seule à se ruer vers ce temple odorant à la devanture bleu et jaune. Au Greggs où nous avons festoyé récemment, un samedi,

il y avait une famille comptant pas moins de quatre générations : l'arrière-grand-mère, les grands-parents et des parents crevés avec un minuscule bébé, le plus jeune qui ait humé les arômes salés d'un friand à la saucisse végane. Et ils n'étaient que l'une des nombreuses familles dans la salle, pleine à craquer.

Ça ne me surprend pas. Greggs est la marque britannique "à emporter" la plus symbolique de notre époque. Adieu l'époque plus optimiste, dans les années 2000 et 2010, avant la pandémie, où les chaînes comme Pret A Manger incarnaient l'air du temps. Aujourd'hui, Greggs nous représente mieux. Son côté discount décomplexé, sur les plans péculinaires, culinaires et esthétiques, fait de Greggs l'emblème du Royaume-Uni désargenté [lire aussi p. 7].

Niveau de vie en berne. C'est le fast-food privilégié d'un pays où le niveau de vie stagne depuis plusieurs années (2022 a été "catastrophique" pour le niveau de vie, selon l'organisation Resolution Foundation), voire depuis des décennies, puisque les salaires réels n'ont pas bougé depuis le gouvernement travailliste de 2006. Les prix de l'énergie ayant aussi flambé, il n'est pas étonnant que Greggs soit le choix numéro un. Ses fours réchauffent une salle éclairée au néon, créant ainsi une atmosphère chaleureuse où les gens, quel que soit leur milieu social, se rassemblent pour manger sans couverts ou siroter une soupe dans un contenant jetable.

Les chiffres sont là pour le prouver. Greggs a enregistré une hausse de 23 % de son chiffre d'affaires en 2022, soit un résultat de 1,5 milliard de livres. Quel que soit le calcul, ça fait beaucoup de *pasties* [chaussons fourrés aux pommes de terre, aux oignons et à la viande originaires des Cornouailles], de friands saucisse ou de feuilletés boeuf oignon. Et le nombre d'adresses de la chaîne augmente tout aussi rapidement. En 2010, il y avait environ 1 500 Greggs au Royaume-Uni. Aujourd'hui, il y en a plus de 2 000, et l'entreprise prévoit d'atteindre les 2 500 dans les deux ans. N'est-ce pas plaisant de voir que quelqu'un a une stratégie de croissance?

À tout autre égard, Greggs est devenu l'exact miroir de la vie britannique post-Brexit gouvernée par Rishi Sunak, en raison notamment de son singulier chauvinisme britannique. Greggs le boulanger, comme on l'appelait naguère, prend ses racines à Newcastle, et il n'y a pas plus *British* que lui. Si on demandait à quelqu'un du nord de l'Angleterre de réinventer Starbucks,

La chaîne joue à fond le hard-discount – un concept, qui a toujours plu au Royaume-Uni.

il inventerait Greggs. On le voit au premier regard : Greggs, c'est Sunderland [près de Newcastle] et pas Seattle. C'est Morpeth [une ville bucolique du nord-est de l'Angleterre] et pas Manhattan. Là où les enseignes américaines privilégient avant tout des prix raisonnables, Greggs joue à fond le hard-discount – c'est un tout autre concept, qui a toujours plu au Royaume-Uni. Il suffit de voir Ryanair : moins c'est cher, plus on déteste, mais plus on adore détester.

Greggs casse les prix au maximum et incarne l'absolu britannique : l'association des deux en fait un puissant reflet du Royaume-Uni et des valeurs britanniques dans les années 2020. En ce sens, c'est un équivalent contemporain de Lyons Corner House, une chaîne qui, dans les années 1930, 1940 et plus tard, comptait des centaines d'adresses sur tout le territoire et symbolisait de la même manière le Royaume-Uni du milieu du xx^e siècle – un pays dont l'empire fondait comme du beurre, mais qui ne voulait pas pour autant compter pour du beurre.

Si les cafés Lyons Corner House avaient de la porcelaine et des serveuses en tablier blanc, Greggs propose des tables grasses et pleines de miettes (le personnel n'arrive pas à suivre) et une clientèle qui mange à même l'emballage. Pas un couvert en vue. Si nos prédécesseurs, il n'y a pas si longtemps, utilisaient couteaux, fourchettes et vaisselle en faïence, au Royaume-Uni de Greggs, nous mangeons avec les doigts et prenons des bouchées comme Néandertal. En

✓ *Tourtes. Allégées en sel et en sucre "Dans ce cas, je vais plutôt vous en prendre une douzaine." Dessin de Kipper Williams paru dans The Guardian, Londres.*

ce sens, nous régressons culturellement, notre sophistication recule. À moins que nous ne remarquions même plus notre américanisation.

Quoi qu'il en soit, à 2 livres la part de pizza, nous ne mourons pas de faim. Tout ça pour dire que cette enseigne britannique est de plus en plus emblématique des temps qui courent. Si Rishi Sunak et les conservateurs veulent gagner aux prochaines législatives, en 2024, ils ont intérêt à se faire photographe chez Greggs sans tarder. Après tout, c'est la chaîne qui personifie le mieux les circonscriptions désindustrialisées du Nord, clé du scrutin. Et pour ce que ça vaut, je pense qu'il faudra convaincre l'électeur qui fréquente Greggs pour l'emporter, car le Royaume-Uni vit maintenant à l'heure de Greggs.

—Alec Marsh, publié le 24 février

Le roi du Nord

●●● *"Imaginez, vous êtes victime d'un kidnapping et vos ravisseurs vous relâchent dans une rue commerçante inconnue. Eh bien, il existe une façon presque infaillible de savoir au moins dans quelle région vous êtes, s'amuse The Times. Si vous voyez un Greggs, vous avez atterri dans le Nord. Un Pret A Manger? Probable que vous soyez dans le Sud."* En Angleterre, la rivalité sociologique, économique et culturelle entre *the North* et *the South* vient de prendre un tournant culinaire. Selon des travaux entrepris à l'université de Sheffield, les villes du Nord comptent plus de Greggs que les communes du Sud, plus riches, "où l'on préfère le prosciutto sur pain complet de chez Pret", raille le **Manchester Evening News**. Résultat, les chercheurs ont tracé une nouvelle ligne Nord-Sud (sujet de débats passionnés depuis des lustres) "un peu déroutante", remarque *The Times* : les Cornouailles, à la pointe sud-ouest du pays, figurent... côté nord. "C'est la science, juré!" clame le journal conservateur. Et l'effet *pasties*, mets phare de la région, proposé chez Greggs.



L'actualité
expliquée en
infographies
et en cartes.



Chaque semaine,
les cinq infos
qu'il ne fallait
pas manquer
en vidéos
ou en images.



Pop culture,
géopolitique, sports,
société, sciences...
Un nouveau format
à retrouver chaque
jour sur notre site
et notre application.



Des articles plus
pédagogiques
et plus ludiques
à partir de la
presse étrangère.

Courrier Stories

L'info prend de la hauteur



✎ Dessin d'Ian Whadcock,
Royaume-Uni.

Wu Chencen, 35 ans, également originaire de Shenzhen, nous a confié que sa décision l'an dernier d'emmener sa fille de 3 ans étudier à Chiang Mai avait été mal comprise par ses parents, qui lui avaient dit : "Pourquoi quitter une ville développée pour mettre son enfant à l'école dans un endroit où l'on trouve encore des lignes électriques à ciel ouvert?"

Inadaptée. M^{me} Wu, elle-même diplômée d'une université prestigieuse, se décrit comme une parfaite bonne élève, pur produit du modèle éducatif chinois fondé sur les examens. Mais elle estime que l'éducation chinoise est à la traîne dans certains domaines et n'est pas vraiment adaptée à la société de demain. Pour elle, ce qui compte, c'est la qualité des relations parents-enfants, et elle craignait que le climat éducatif stressant en Chine n'altère cette relation. "C'est l'effet 'salle de cinéma' : que faire quand les gens du premier rang se mettent debout?"

Selon Yang Peidong, professeur adjoint à l'Institut national de l'éducation de l'université technologique Nanyang, à Singapour, l'afflux de familles chinoises de la classe moyenne venues scolariser leur enfant en Thaïlande traduit leur envie d'échapper au système éducatif de leur pays.

Pourtant, en juillet 2021, la Chine a pris des mesures pour alléger la pression des devoirs et des cours du soir [très souvent imposés aux enfants dès le plus jeune âge, pour qu'ils réussissent aux examens de sélection qui sanctionnent toutes les étapes de la scolarité] mais, loin de diminuer le stress de nombreux parents, elles les ont rendus plus anxieux encore, car le mécanisme de sélection n'a pas changé.

En voyant des parents choisir d'envoyer leurs enfants étudier en Thaïlande pour échapper à la "compétition destructrice" et au

bachotage à outrance du système éducatif chinois, beaucoup croient que c'est pour "se la couler douce", une idée que réfutent tous les parents interrogés dans le cadre de notre reportage.

Pour Chen Jing, "s'engager sur une autre piste, ça ne veut pas dire forcément que cette nouvelle piste est facile à suivre". Un enfant peu doué pour les matières scolaires de base, mais ayant des aptitudes dans le domaine artistique ou sportif, devra lui aussi se confronter aux autres sur ce terrain-là.

De plus, pour un parent chinois, la vie en Thaïlande n'est pas "de tout repos"; cela nécessite de s'adapter en permanence à de nouvelles façons de penser et de se comporter, pour être en phase avec les expatriés d'autres nationalités.

Le jour où nous avons rendu visite à M^{me} Liu, Jason s'était levé à 5h30 pour aller à un cours de tennis donné à son école à 6 heures du matin. À son retour,

Beaucoup de Chinois croient qu'envoyer ses enfants en Thaïlande permet de se la couler douce.

il avait fait sa toilette, puis mangé son petit-déjeuner avant le début des cours, à 7h45. L'après-midi était consacrée à des activités d'éveil qui se terminaient aux alentours de 16 heures.

L'emploi du temps quotidien chargé du jeune garçon met sa maman à rude épreuve. Pour pouvoir communiquer correctement avec l'établissement scolaire, M^{me} Liu a d'ailleurs dû prendre des cours de remise à niveau en anglais. Elle reconnaît qu'en s'expatriant pour les besoins de la scolarité de son fils elle est sortie de sa zone de confort, mais estime que cette expérience l'a fait grandir, elle aussi.

Si certaines familles considèrent la Thaïlande comme une étape avant un retour au pays, pour d'autres, c'est un tremplin sur le chemin de l'émigration.

Comme le soulignent des chercheurs interrogés par nos soins, sortir de Chine est un choix naturel qui s'impose à certaines familles dès lors que leur vision du monde entre en conflit avec les valeurs dominantes propagées dans leur patrie.

Ces deux dernières années, le mot anglais *run* [au sens de "fuir"] a fait fureur sur les réseaux sociaux chinois pour évoquer "la tendance à aller s'installer à l'étranger", en particulier au moment du confinement de Shanghai, en avril 2022. C'est dans cet esprit-là que de nombreuses familles chinoises ont déménagé en Thaïlande.

Anneleen Erlingen souligne que les demandes de renseignements sur son établissement reçues de parents chinois concernent dans la plupart des cas de jeunes enfants.

Cette tendance au rajeunissement des élèves chinois scolarisés à l'étranger montre que l'expatriation correspond surtout à un désir des parents eux-mêmes, plus qu'à un problème de mauvaise intégration de leur enfant dans le système scolaire de leur pays, explique de son côté Lu Xi, professeur adjoint à la Lee Kuan Yew School of Public Policy de l'université nationale de Singapour.

Un sentiment de peur. Ce professeur n'est donc pas surpris que les familles chinoises jettent leur dévolu sur les écoles internationales thaïlandaises, "qui ne sont pas moins reconnues que les écoles internationales en Chine", souligne-t-il. D'autant plus que celles qui sont implantées dans d'autres régions d'Asie, à Singapour ou à Hong Kong par exemple, manquent de places, sans parler des tarifs élevés qui y sont pratiqués.

Selon lui, les ménages de la classe moyenne chinoise, composée surtout de quadragénaires et de quinquagénaires bénéficiant d'un bon accès à l'information, savent ce qui se passe à l'extérieur de leur pays. L'impression que l'on comprit

Pour ces familles, l'objectif est souvent d'émigrer ensuite en Europe ou aux États-Unis.

mais leur espace vital a causé chez eux un sentiment de peur. Inquiets pour la génération suivante, ils cherchent donc par tous les moyens à envoyer leurs enfants à l'étranger.

Chen Jing affirme que lorsque les parents chinois accomplissent les démarches pour scolariser leur enfant en Thaïlande, c'est souvent avec l'intention d'émigrer ensuite en Europe ou aux États-Unis. Pour sa part, elle a déjà déposé une demande de résidence permanente au Canada pour son fils, et avoue considérer la Thaïlande comme un simple lieu de transit.

Les parents chinois interrogés nous ont tous confié qu'ils n'excluaient pas une poursuite des études de leur enfant en Europe ou aux États-Unis, et qu'ils avaient opéré dans cette optique un choix entre les programmes américain, britannique ou IB [baccalauréat international] proposés par les écoles internationales en fonction de leurs besoins et de ceux de leur enfant.

Cependant, toutes ces familles chinoises n'ont pas pour objectif de fuir leur pays; certaines rentrent en Chine. Ainsi, Wang Tao, 41 ans, qui, pendant l'épidémie de Covid-19, avait choisi de mettre son enfant de 5 ans à l'école à Chiang Mai, est rentrée à Pékin un an plus tard. En raison du jeune âge de son enfant, elle craignait en effet qu'à force de vivre à l'étranger

il n'oublie sa langue maternelle et ne soit coupé de la culture chinoise traditionnelle, ce qui aurait compliqué son intégration future dans la société chinoise.

Néanmoins, elle n'a pas renoncé à lui faire poursuivre sa scolarité à l'étranger plus tard. La question sera remise sur la table lors de son entrée au collège.

Toutes les familles interrogées dans le cadre de cette enquête avaient une activité professionnelle en Chine. Elles ont toutes profité de l'essor économique du pays pour amasser des richesses, grâce auxquelles elles peuvent garder un train de vie confortable durant la scolarisation de leur enfant à l'étranger.

Pour ces ménages de la classe moyenne chinoise, cette période de scolarisation de leur enfant en Thaïlande n'est peut-être qu'une étape, et de nombreuses interrogations demeurent quant à leur avenir. Mais en quittant leur environnement familial en Chine pour s'aventurer à l'étranger, un premier pas immense a déjà été franchi.

— Liu Liu,
publié le 2 avril

SOURCE



LIANHE ZAOBAO

Singapour, Singapour
Quotidien, 200 000 ex.
zaobao.com

Le titre est né de la fusion, en 1983, de deux anciens journaux singapouriens, *Nanyang Siang Pau* et *Sin Chew*. Aujourd'hui l'un des plus lus de la région et premier quotidien en langue chinoise de la cité-État, il appartient à Singapore Press Holdings. Il s'est fixé pour ligne éditoriale la protection des intérêts nationaux, mais reste néanmoins une source précieuse d'informations sur la région.

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



Iran. Qui succédera à Ali Khamenei?

À 84 ans, le guide suprême iranien est proche de la sortie. En coulisses, deux candidats s'agitent : son fils et le président actuel. Mais rien n'est joué, et une chose est sûre : la transition sera houleuse.



—The Economist (Londres)

Quand l'ayatollah Ruhollah Khomeyni, le père de la révolution islamique iranienne, est mort, en 1989, des centaines de milliers de personnes endeuillées ont envahi les rues, inquiètes de la suite des événements. Aujourd'hui, l'ambiance est très différente. Depuis plus de huit mois, [une partie des] Iraniens souhaitent la mort de l'ayatollah Ali Khamenei, successeur et chef suprême. Pourtant, personne ne sait qui pourrait le remplacer à sa mort, ni si la dernière théocratie du Moyen-Orient lui survivra.

Malgré plusieurs rechutes d'un cancer, l'homme de 84 ans pourrait tenir encore des années. Mais les doutes sur son état de santé et sur la pérennité de la doctrine du *velayat-e faqih*, qui confère aux religieux la primauté sur le pouvoir politique, sont de plus en plus nombreux. Même les Iraniens les

plus religieux ne croient plus en la théocratie.

Le régime est très impopulaire. Les élections sont depuis longtemps une mascarade, et le so-disant non-alignement en matière de politique étrangère apparaît de plus en plus factice, puisque le régime ne cesse de se rapprocher de la Chine et de la Russie. Selon Pejman Abdolmohammadi, de l'université de Trente, en Italie, la guerre de succession ne manquera pas d'ébranler le statu quo : « Elle pourrait accélérer une prise de pouvoir autoritaire ou déclencher une transition démocratique. »

Faible assise religieuse. Sur le papier, la succession devrait se faire en douceur. Actuellement, le guide suprême a le dernier mot sur toutes les orientations stratégiques du pays et, de ce fait, a bien plus de pouvoir que le président, élu tous les quatre ans dans des conditions qui n'ont rien de démocratique.

Le guide suprême, en revanche, est choisi par une assemblée de 88 dignitaires religieux. Si les mollahs restent indécis, un conseil composé du président de la République, du chef du pouvoir judiciaire et d'un des juristes du Conseil des gardiens de la Constitution prend la décision et un référendum confirme ensuite leur choix.

En 1989, ce triumvirat, qui comprenait un des fils de Khomeyni, a persuadé Khamenei, qui n'était pas une autorité religieuse très compétente mais qui était alors président, d'occuper le poste sans prendre en compte l'avis de l'assemblée. Un référendum constitutionnel a ensuite été organisé.

Trente ans plus tard, Khamenei s'est abstenu de nommer un successeur. Entre-temps, le régime a été secoué par des manifestations après la mort, en septembre 2022, d'une jeune femme [Mahsa Amini] arrêtée par la police dite « de la moralité ».

Les deux principaux candidats pressentis ont encore moins d'assise religieuse que Khamenei. Ebrahim Raïssi, autrefois à la tête de l'institution judiciaire du pays et aujourd'hui président ultraréactionnaire, a très peu étudié l'islam. « Il a les compétences d'un imam de mosquée », affirme Moustafa Fahs, universitaire chiite au Liban qui suit de près les événements en Iran. Le beau-père de Raïssi est un religieux ultraconservateur qui veut, entre autres, interdire la musique. Ce qui ne fait pas vraiment l'unanimité parmi les Iraniens.

De nombreux partisans du régime rejettent l'idée d'une succession dynastique.

L'autre favori est le fils cadet de Khamenei, Mojtaba. Il est à la tête du bureau du guide suprême et proche de Hossein Taeb, qui dirigeait encore il y a peu les services de renseignements des Gardiens de la révolution, la garde prétorienne du régime. Le fils de Khamenei a été récemment présenté par la télévision publique comme un ayatollah – le plus haut rang religieux –, mais il n'a jamais occupé de fonction officielle et ses apparitions en public sont rares. De nombreux partisans du régime rejettent l'idée d'une succession dynastique, leur révolution ayant justement été fondée sur le renversement du chah.

Le nouveau facteur de taille, comparé à la situation en 1989, est la montée en puissance des Gardiens de la révolution, qui ont désormais la main sur les religieux.

Pendant trente ans, Khamenei a renforcé leur pouvoir, s'en servant comme d'un rempart contre ses rivaux au sein du clergé et contre tout risque d'opposition dans la rue. La place des pasdars au Parlement est passée de 6 % en 1980 (un an après la révolution) à 26 % aujourd'hui, selon le groupe de réflexion londonien Chatham House, alors que la représentation des religieux est passée de 52 % à 11 %.

Le clergé avait l'habitude de placer des religieux dans les unités des Gardiens de la révolution, mais désormais ces derniers

▼ « Ils ont tué un individu, j'ai gagné une vie de plus ! ». Dessin de Mana Neyestani, Iran.

forment leurs propres clercs et les envoient dans les séminaires, explique Ali Alfoneh, un spécialiste américain qui a écrit un livre sur la succession à la tête de l'État iranien.

Alors que les Gardiens de la révolution renforcent leur pouvoir, de nombreux spécialistes de l'Iran pensent que leur commandement voudra garder en place un guide suprême, mais le réduire à un simple homme de paille. Ils préféreraient peut-être Raïssi, « un idiot utile qui fera l'affaire », explique Saeid Golkar, autre spécialiste américain de l'Iran.

Les Gardiens de la révolution pourraient aussi se débarrasser du pouvoir religieux et le remplacer par un autre régime, tout aussi autoritaire. Ils sont plus pragmatiques que les religieux au pouvoir et essaient davantage de ne pas s'aliéner la classe moyenne, déjà en colère.

En matière de politique étrangère, cependant, ils pourraient être tout aussi déterminés, et abandonner la fatwa de Khamenei sur les armes nucléaires afin de construire une bombe. Tout en continuant de s'opposer à la présence américaine dans le Golfe, ils pourraient se montrer plus souples et négocier avec le « Grand Satan ».

Lâcher la bride. Certains avancent que les Gardiens de la révolution pourraient mettre en place un nouveau contrat social, qui accorderait aux Iraniens plus de liberté pour s'habiller, boire et se distraire. L'Iran pourrait peut-être même se doter d'un ministre de l'Éducation, pour la première fois en quarante ans (un commando islamiste avait assassiné la dernière en 1980). La liberté politique, en revanche, pourrait être encore plus limitée.

Ce processus a peut-être déjà commencé. La police des mœurs s'en prend moins souvent aux femmes non voilées. Mais la répression contre les dissidents et les criminels est plus féroce que jamais. Les exécutions ont augmenté l'année dernière de plus de 80 % et atteint le nombre de 576. Si un régime autoritaire des Gardiens de la révolution devait ramener la stabilité en lâchant la bride sur les mœurs, de nombreux Iraniens pourraient y adhérer.

↳ Dessin de Falco, Cuba.

Mais les vrais réformistes réclameront très probablement un régime laïc et civil, plutôt qu'un gouvernement des religieux ou des militaires. En début d'année, l'ancien président Mohammad Khatami a appelé à une "transformation fondamentale". Un ancien candidat populaire à la présidentielle, Mir Hossein Moussavi, s'est exprimé après douze ans d'assignation à résidence pour appeler à un référendum sur l'avenir de la République islamique.

Quelle que soit la forme que prendra la transition, elle risque d'être houleuse. Une seule chose est sûre, affirme Fahs, Khamenei sera le "dernier vrai faqih". En d'autres termes, le règne des religieux pensé par le père fondateur de la révolution de 1979 touche à sa fin.—

Publié le 25 mai

Nucléaire : vers une reprise des pourparlers ?

●●● Alors que le régime iranien a repris du poil de la bête et que la contestation est désormais éteinte, Téhéran tente de sortir de son isolement international en jouant l'apaisement avec l'Occident, dans l'espoir d'obtenir une levée des sanctions internationales.

Des "signes de nouveaux développements" entre l'Iran et l'Europe, titre ainsi le journal *Iran*, publication du gouvernement, en allusion à la réunion qui s'est tenue le 22 juin à Doha entre le négociateur en chef de l'Union européenne pour le nucléaire iranien, Enrique Mora, et son homologue iranien, Ali Bagheri Kani. Une rencontre qui visait à préparer une reprise des négociations sur le nucléaire, suspendues depuis août 2022.

Les monarchistes, fossoyeurs de la contestation

Les défenseurs d'un retour au pouvoir de la dynastie Pahlavi entravent la formation d'un vrai front d'opposition, déplore ce militant pro-démocratie exilé en Allemagne.

—Iran Emrooz (Iran)

Toutes les conditions étaient réunies lors du mouvement de contestation pour qu'une révolution se produise en Iran, mais l'opposition n'a pas pu mobiliser la population ni l'inciter à manifester en masse ou à organiser des grèves ouvertes. La principale cause de cet échec : l'absence d'unité entre les différentes composantes de l'opposition. Le courant monarchiste [qui aspire à une restauration du régime d'avant la Révolution islamique de 1979] a été le principal obstacle à l'émergence d'une unité nationale.

Les monarchistes iraniens comprennent un large éventail de tendances et de groupes politiques. L'extrême droite ainsi que les militaristes forment l'essentiel du spectre [favorable à une monarchie absolue]. Il existe néanmoins d'autres courants [qui leur sont proches], tels que les nationalistes [opposés aux mouvements séparatistes, notamment de la minorité kurde] et les constitutionnalistes [partisans d'une monarchie constitutionnelle].

Mais pour tous ces courants, Reza Pahlavi, 62 ans, fils du dernier chah d'Iran renversé en 1979, représente le porte-drapeau et le personnage central de leur projet.

Mais Reza Pahlavi n'a jamais créé de parti politique, même avec ses partisans les plus proches. Il a été membre de plusieurs groupes, mais n'est jamais resté fidèle jusqu'au bout.

Culture royale. Au cours des dernières années, les monarchistes ont tenté de créer des coalitions politiques, dont une première en 2013 à Paris, baptisée "Conseil national iranien". Reza Pahlavi en a été le principal orateur puis le président. Quatre ans plus tard, il a démissionné de son poste et la coalition s'est effondrée.

En septembre 2018, le réseau Farashgard a été formé par des monarchistes constitutionnels et des républicains. Il prône l'instauration d'une démocratie

libérale et laïque et la lutte contre le communisme et l'islam politique. Farashgard dit croire au "rôle central du prince Reza Pahlavi" dans la formation d'une alliance entre les forces laïques et démocratiques. Début 2023, Farashgard a été renommé "Parti du Nouvel Iran" [d'après le nom d'un parti formé par de jeunes technocrates sous le chah].

Enfin, le Phoenix Project of Iran est un groupe de réflexion qui réunit plusieurs (universitaires) partisans de la monarchie chargés de réfléchir aux solutions objectives pour "reconstruire l'Iran".

Les monarchistes affirment que les Iraniens sont historiquement ancrés dans une culture royale et prennent pour exemple la République islamique afin d'illustrer l'échec des républiques (à l'échelle mondiale). Ils attribuent les progrès effectués dans des pays comme la Norvège, les Pays-Bas ou le Danemark à la présence d'un roi. Mais ils omettent de rappeler que les monarques dans ces pays ne sont rien de plus que des noms [et ne possèdent aucun pouvoir

Reza Pahlavi n'a jamais créé de parti politique, même avec ses partisans les plus proches.

réel]. [En 2021], lorsqu'une chaîne télévisée suédoise a diffusé un documentaire sur la vie intime du roi [Gustave V], suscitant les protestations du roi [actuel et de la famille royale], le responsable de la chaîne lui a recommandé de regarder d'autres émissions au moment de sa diffusion.

Aucune condamnation à mort n'a été prononcée, et les flammes de la colère de la cour royale n'ont pas réduit les critiques en cendres. Que se serait-il passé si, à l'époque du chah, un reportage, sans l'autorisation de la Savak [services secrets], avait été diffusé sur la vie privée de la famille Pahlavi ?

Les monarchistes dénoncent par ailleurs, de manière agressive, tous ceux qui n'utilisent pas le titre de prince en s'adressant à Reza Pahlavi. Pour eux, il s'agit d'un péché. Quant à l'épouse de M. Pahlavi, elle critique régulièrement sur sa page Instagram les "gauchistes et séparatistes", les accusant d'être à l'origine de la révolution iranienne de 1979.

Cela dit, je crois qu'il ne faut pas s'inquiéter de l'absence d'union (entre les différentes composantes de l'opposition, voire de l'absence d'un front uni). Il faut voir cela comme un exercice démocratique (avant l'heure) pour les Iraniens.

Silence gênant. Ce qui est en revanche regrettable, c'est l'atmosphère malsaine, calomnieuse, monopolistique entretenue par l'extrême droite proche de Reza Pahlavi. Et le silence de ce dernier, qui a laissé de nombreuses questions sans réponse, lui qui se présente comme un républicain laïc, mais qui ne s'est toujours pas prononcé sur le type de régime politique qu'il privilégie.

Reza Pahlavi n'a pas non plus donné un avis clair sur la fortune de sa famille et les conditions de vie de la société iranienne sous le règne de son père.

Après son récent déplacement en Israël, il n'a rien voulu dévoiler sur sa rencontre avec Benjamin Nétanyahou et des responsables israéliens.

Et devant le sectarisme de sa femme et de ses partisans fanatiques, il choisit aussi le silence.

Enfin, une rumeur circule selon laquelle un haut responsable de la Savak, Parviz Sabeti [accusé par des militants de torture sous le règne du chah], serait son principal conseiller.

Reza Pahlavi doit répondre à toutes ces questions, et doit inciter ses partisans au pluralisme, à la responsabilité et à la tolérance.

Le "prince" devrait surtout savoir que, dans le monde politique, le chemin vers le sommet est risqué et glissant.

—Saïd Salami, publié le 22 mai



OPINION



SOURCE



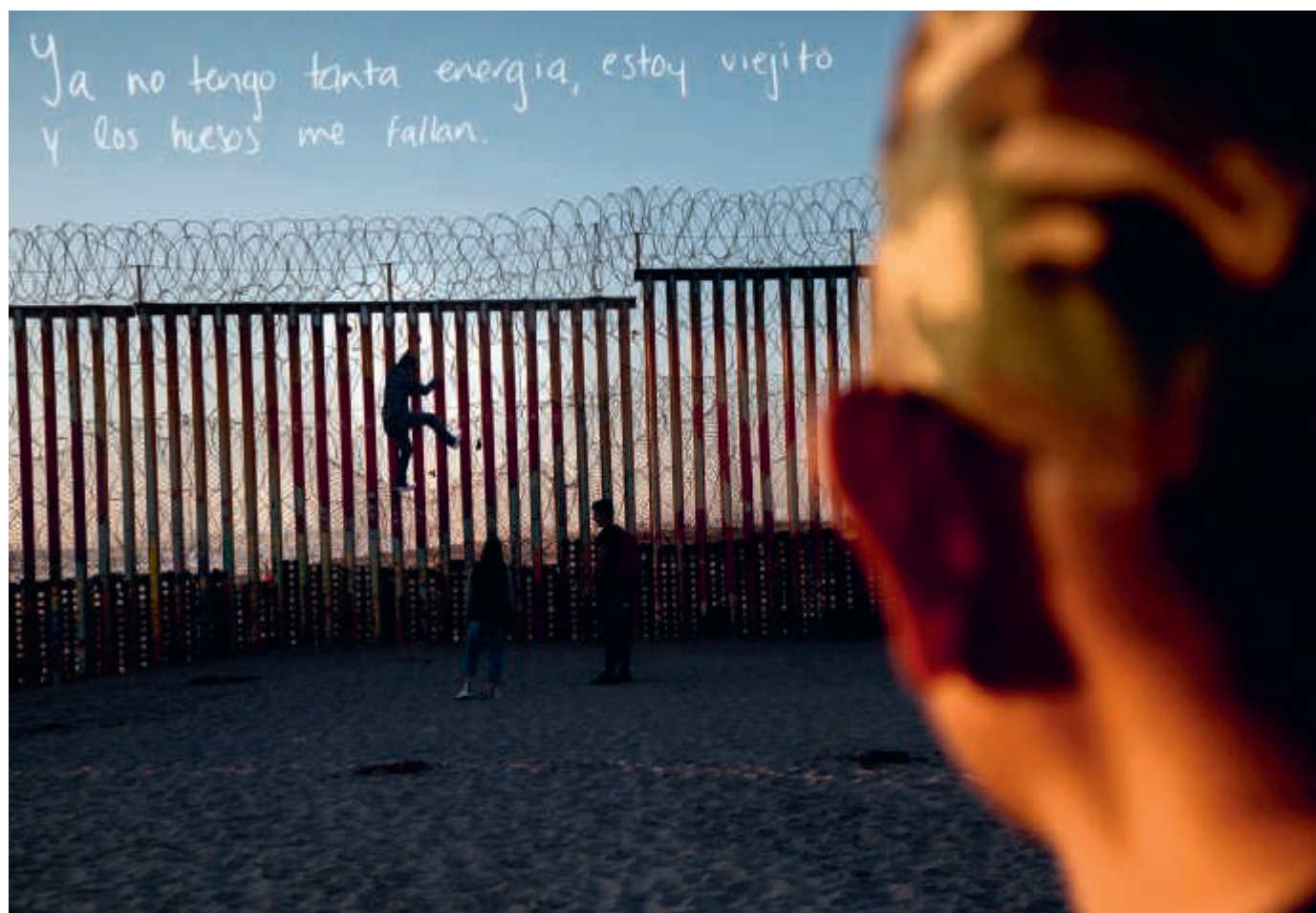
IRAN EMROOZ

Iran
iran-emrooz.net
Fondé en 1998, *Iran Emrooz* ("Iran d'aujourd'hui", en persan) est l'un des premiers sites iraniens. Il publie souvent les analyses de militants iraniens en exil. Le média affirme défendre "les droits de l'homme, la démocratie, le républicanisme et la séparation entre la religion et l'État".



amériques

↓ Près de Tijuana : “Je n’ai plus autant d’énergie, j’ai vieilli et mes os flanchent.” Photos Selia Montes/5W



—Revista 5W, extraits (Barcelone)

L’œil rivé à la barrière de fer entre le Mexique et les États-Unis, à ces cent mètres de mur qui plongent dans le Pacifique, Richard Ávila pousse un soupir : “Je ne vais peut-être pouvoir rentrer chez moi que sous forme de cendres, ou dans un cercueil, comme le gars qui a été assassiné au Chihuahua [État du nord du Mexique]. Tant d’années à lutter pour entrer aux États-Unis après avoir servi dans l’armée !”

Il le dit d’une voix blanche, couverte par la rumeur des vagues et les cris des mouettes. Comme s’il voulait que cette barrière l’entende et ait pitié de ses erreurs... Richard Ávila a 76 ans, il vit depuis plus dix ans à Tijuana, ville vers laquelle il a été expulsé des États-Unis, après y avoir été accusé de vol à main armée. Mais, longtemps auparavant, il avait servi dans l’US Air Force : “Le pays auquel j’ai donné ma vie ne veut plus de moi.”

Sur la visière de sa casquette, on peut lire : “Marine Vietnam Veteran”. Nous étions en 1975 et

Mexique. “Le pays auquel j’ai donné ma vie ne veut plus de moi”

Ils ont grandi aux États-Unis et se sont engagés dans l’armée américaine. Mais ces militaires et vétérans migrants, condamnés pour de petits délits, ont été renvoyés au Mexique, un pays qui n’est plus le leur.

l’un des conflits les plus importants du xx^e siècle touchait à sa fin. Les États-Unis préparaient le retrait des derniers soldats qui avaient combattu dans le Sud-Est asiatique. Ávila en faisait partie. “J’étais chargé de la maintenance des hélicoptères CH-53 Sea Stallion”, raconte cet ancien combattant,

passant de l’anglais à l’espagnol, langue qu’il parle avec difficulté, tandis qu’il se remémore le temps passé ensuite au sein du corps de parachutistes, sur la base militaire navale de Subic, aux Philippines : “Je n’en ai gardé que des bons souvenirs. Mais il y avait beaucoup de drogue à l’époque, et, quand je suis

rentré, j’ai commencé à en consommer trop.”

Ávila s’est d’abord mis à voler pour acheter de la marijuana, puis de l’héroïne. Au cours des derniers vols, il était toujours armé. Il a été condamné à trois reprises à des peines de prison. Finalement, on l’a expulsé vers le Mexique, pays

où il est né mais qu’il avait quitté avant l’âge de 1 an, traversant la frontière dans les bras de sa mère vers le côté gringo.

À la fin des années 1950, sa famille s’était installée à Los Angeles. Il a grandi dans cette ville, y a été scolarisé, puis s’est engagé dans l’armée pour venger un cousin qui était mort au Vietnam. Dans les derniers temps, quand il était marine, il s’est mis à consommer des drogues.

Piqûres de rappel. “Beaucoup en prenaient pour se donner du courage”, se rappelle-t-il, tout en montrant les traces de piqûres qu’il a sur les bras, conséquence de trente ans d’injections. Il ne consomme plus de drogue depuis vingt ans, assure-t-il, l’air satisfait. Même s’il n’a pas de blessures de guerre visibles, ce vétéran garde des souvenirs de l’armée dans chacun des tatouages qui ondulent sur ses veines. Il est rentré aux États-Unis fier du devoir accompli pour sa patrie. Mais, en 1996, il recevait le premier avis d’expulsion et était reconduit à la frontière avec le Mexique : “Quelques jours seulement après avoir été abandonné à Tijuana, j’ai retraversé illégalement la frontière. Au bout d’un certain temps, j’ai été renvoyé au Mexique. Quatre fois au total.”

Sa dernière expulsion date de 2011, et depuis lors il n’a pas pu retourner aux États-Unis.

D’après le ministère de la Défense américain, plus de 30 000 immigrants servent dans l’armée des États-Unis. Des associations comme Al Otro Lado [américano-mexicaine], qui propose des services juridiques et de l’aide humanitaire aux personnes réfugiées et expulsées, évaluent à pas moins d’un millier le nombre de vétérans de l’armée américaine expulsés vers une quarantaine de pays.

“En 2019, j’ai recensé 700 anciens militaires dans le monde entier, mais en réalité il doit y en avoir bien plus”, affirme César Acosta, chercheur de l’université autonome de Basse-Californie, au Mexique. Il a commencé à étudier ce phénomène quand il a découvert que les foyers de migrants de Tijuana accueillent un grand nombre de Mexicains expulsés du pays voisin alors qu’ils avaient appartenu à l’armée américaine.

En fait, il n’existe ni chiffres exacts quant à leur nombre ni

↳ Arrivé aux États-Unis à 6 ans et ancien engagé dans l'armée américaine, Héctor Barajas a fondé à Tijuana la Maison de soutien aux vétérans expulsés.

registres officiels, mais dans les centres d'accueil de Tijuana on retrouve souvent ce profil : des hommes qui ont passé toute leur vie aux États-Unis et y ont combattu comme soldats. Beaucoup d'entre eux espéraient obtenir ainsi la nationalité américaine, mais ils ont dû déchanter : ils ont été expulsés pour avoir commis des délits dans les villes frontalières, transformées en zones de capture.

Il y a neuf ans, Héctor Barajas créait la Maison de soutien aux vétérans expulsés, ce qui lui a permis de les comptabiliser. Plus connue sous le nom d'"El Búnker", cette association de Tijuana vient en aide à ceux qui, comme son fondateur, ont appartenu à l'armée américaine avant d'être renvoyés de l'autre côté de la frontière, parfois pour de petits délits : "Il suffisait parfois de ne pas avoir renouvelé sa carte de séjour."

Lui-même est arrivé aux États-Unis avec sa famille à l'âge de 6 ans. Lui aussi a été engagé dans l'armée américaine, entre 1995 et 2001. En 2002, il est condamné pour avoir tiré sur une voiture à Los Angeles, sans avoir fait de victime ni même de blessé. Il a passé plus d'un an en prison et en est sorti en liberté conditionnelle. En 2010, il reçoit l'avis d'expulsion pour le délit qui lui a valu sa peine de prison. En 2017, après plus d'une décennie à batailler avec la justice, il est gracié par le gouverneur de Californie et obtient enfin la nationalité américaine. Aujourd'hui, il vit à cheval entre Los Angeles et Tijuana pour diriger l'association qu'il a fondée.

Plusieurs fois décoré du temps où il servait dans l'armée américaine, Héctor Barajas montre fièrement les médailles qui ornent son bureau. Les couleurs de la bannière étoilée sont aussi imprimées sous forme de cartes postales, de nœuds papillons, et même sur ses vêtements : "Les États-Unis sont ma patrie."

Dans un coin de la pièce étroite, l'homme a installé un autel en l'honneur de ceux qui sont morts au Mexique sans jamais être retournés de leur vivant dans le pays pour lequel ils se sont battus. Comme José López, un vétéran qui après avoir servi dans l'armée américaine

"Nous avons combattu pour un pays où nous ne sommes pas nés, pour lequel nous étions prêts à nous sacrifier."

**Héctor Barajas, EX-SOLDAT
CONDAMNÉ PUIS GRACIÉ**

a été expulsé pour possession de drogue.

C'est toujours à lui que songe Richard Ávila, qui craint de finir comme lui : "Il a été assassiné dans le Chihuahua. Tant d'années à lutter pour entrer aux États-Unis après avoir servi dans l'armée..." José López a été abattu en 2019 par des tueurs à gages qui se sont introduits chez lui et lui ont tiré une balle dans la tête. Sa famille est parvenue à faire rapatrier le corps aux États-Unis.

"Nous avons enterré mon fils à Mexicali, près des tombes de ma mère, de ma grand-mère et d'oncles à nous", raconte Erasmo Apodaca, père d'un militaire décédé, qu'il avait prénommé comme lui. Le marine avait 38 ans quand il a succombé à un infarctus, dans le jardin sur cour de sa maison mexicaine. C'était en mai 2001, et quelques mois plus tard son cas allait être examiné par une cour d'appel américaine afin de

permettre son retour : il avait déjà reçu une lettre officielle dans ce sens. Son père regrette : "Il nous a quittés avant que n'arrive le titre de séjour dont il avait tant rêvé."

Originaire de Mexicali, où il gère une petite entreprise, Erasmo vit à Calexico, à quelques kilomètres de là mais déjà en territoire américain. Entre les deux pays : un désert, franchi

quotidiennement et illégalement par tant de migrants qui y perdent la vie.

Chaque jour, il franchit la frontière, un paysage aride chargé d'une poussière qui s'incruste sous les ongles. Pas si différent des déserts que son fils traversait lors de certaines de ses missions autour du monde, mais sans les échos des tirs de mitrailleuses, ni les chars qu'on voit sur les photos que le fils envoyait à sa famille : "Il a participé à la guerre du Golfe."

Le marine décédé est entré à 19 ans dans l'armée américaine et y a servi pendant trois ans. Il en est sorti décoré, puis a passé un diplôme en relations internationales. Son père assure qu'il n'a jamais touché aux drogues : "Il disait qu'on leur en donnait pour supporter le stress, pour avoir du courage. Mais il a été condamné à un an pour conduite en état d'ivresse. C'était le troisième avis, il avait enchaîné plusieurs petits délits. Après son séjour en prison, il a été expulsé."

Projet de loi. Autant dire que ces vétérans subissent une double peine : d'abord la condamnation à la prison, ensuite l'exil. Bon nombre d'entre eux, expulsés vers Tijuana, l'ont été pour de petits délits, qu'il s'agisse de possession de drogue en vue de leur consommation personnelle ou d'amendes impayées pour infractions routières. "Mais si les délits s'accumulent, pour peu que la peine soit supérieure à un an de prison, ils peuvent être expulsés, explique le chercheur César Acosta. Et ce même s'ils possèdent la carte verte [le permis de résident permanent]."

Souvent, les jeunes qui entraient dans l'armée américaine

se voyaient promettre la nationalité en retour. Aux États-Unis, le recrutement parmi des populations victimes d'exclusion, tels les Latinos sans papiers, est une pratique courante. Les vétérans et les militaires migrants ont la possibilité de devenir citoyens américains en vertu de dispositions spéciales de la loi sur l'immigration et la nationalité [Immigration and Nationality Act]. Grâce à ce texte, plus de 33 000 d'entre eux ont été naturalisés au cours des cinq dernières années.

Le patriotisme des militaires migrants se heurte aux lois migratoires américaines.

Mais la plupart des promesses de nationalité faites aux jeunes migrants restent lettre morte. "Il y a beaucoup de Mexicains qui croient qu'une fois entrés dans l'armée américaine ils vont devenir citoyens, comme le pensait Erasmo, raconte son père. Il s'est imaginé qu'en étant soldat il obtiendrait automatiquement la nationalité américaine." Quand ils terminent leur service, ces soldats sont nombreux à s'éloigner de l'institution militaire, ils commettent des fautes administratives, parfois mineures, et le système oublie qu'ils ont fait partie de l'armée. C'est ce qui est arrivé à son fils.

Les vétérans migrants sont confrontés à ce paradoxe que leur sentiment patriotique se heurte au mur des lois migratoires. Beaucoup d'entre eux font partie de ces générations arrivées aux États-Unis dans l'enfance et qui se sont intégrées normalement à la société américaine. Une fois expulsés, ils ne se sentent pas mexicains, explique Héctor Barajas, le directeur d'El Búnker : "Nous sommes des citoyens américains d'origine mexicaine ayant combattu pour un pays où nous ne sommes pas nés, mais pour lequel nous étions prêts à sacrifier notre vie."

À plusieurs reprises, le ministre de la Sécurité intérieure américain, Alejandro Mayorkas [né à Cuba et qui a grandi à Los Angeles], a promis de faire revenir aux États-Unis les vétérans et leurs proches injustement

expulsés. Mais, en 2022, seuls quelques visas humanitaires ont été délivrés, d'une durée maximale d'un an.

Début décembre, la Chambre des représentants a adopté un projet de loi ayant pour but de freiner les reconduites à la frontière de militaires immigrés en cours de régularisation. Le nouveau dispositif prévoit en outre que ceux qui appartiennent à l'armée américaine puissent entamer dès le début de leur service les démarches en vue d'obtenir la nationalité américaine. Mais le texte doit encore être approuvé par le Sénat, et le temps s'épuise pour le vétéran Richard Ávila. Il est malade et craint de ne pouvoir obtenir la nationalité américaine qu'à titre posthume, comme José López.

À Tijuana, un élément lui rappelle chaque jour son triste sort : ce mur qui se termine dans la mer, couvert de graffitis, de visages peints en couleurs, et où sont inscrits les noms de nombreux camarades expulsés. Il montre : "Ici, quelqu'un a écrit 'so near, so far' ['si près du but']."

Il réfléchit quelques secondes avant de proposer une traduction en espagnol. Ávila est sans famille : il n'a ni femme ni enfants, et ses parents sont morts. À Tijuana, il ne peut compter que sur des hommes comme lui, qui vont demander de l'aide à El Búnker. Pourtant, il vit depuis plus de dix ans dans cette ville, à laquelle il ne s'habitue pas. "Chez moi, c'est de l'autre côté de la frontière, martèle-t-il. Ce pays n'est pas le mien."

— **Andrea J. Arratibel,**
publié le 26 janvier



REPORTAGE



SOURCE

REVISTA 5W

Barcelone, Espagne
Mensuel
revista5w.com

Lancée en 2015 à Barcelone par un collectif de journalistes, cette revue d'actualité internationale fait référence aux cinq fondamentaux du journalisme. En anglais, les 5W sont les questions de base auquel chaque article doit répondre : Who, What, When, Where et Why (Qui, quoi, quand, où et pourquoi).



ÉTATS-UNIS

San Francisco veut rebondir grâce à l'IA

La métropole californienne parie sur l'intelligence artificielle pour sortir du déclin et redorer son blason de ville à la pointe de la tech.



IKON IMAGES

—The Washington Post (Washington)

San Francisco est l'une des villes qui a le plus souffert de la pandémie de Covid-19, mais la ruée vers l'intelligence artificielle (IA) redonne espoir à ses édiles.

Rien que cette année, les professionnels du capital-risque ont investi près de 2 milliards de dollars [1,8 milliard d'euros] dans les start-up spécialisées dans l'IA de la métropole californienne. Cette frénésie pourrait annoncer l'avènement d'un nouveau boom pour le secteur de la tech.

San Francisco traverse actuellement une mauvaise passe, et cette dynamique pourrait aider à restaurer sa réputation d'épicentre de l'innovation – et à repeupler enfin ses immeubles de bureaux laissés vacants.

Il y a quelques semaines, la maire de la ville, London Breed, a proclamé San Francisco « capitale mondiale de l'IA », et proposé

diverses mesures incitatives pour attirer les entreprises du secteur – notamment des réductions d'impôts pour celles qui s'installeront dans la région.

« On assiste à un véritable phénomène souterrain », analyse Rebecca Prozan, présidente de sf.citi, un organisme qui représente le secteur de la tech local. « Difficile de prédire quand cela se traduira sur le marché de l'emploi, mais il y a du potentiel. »

« San Francisco a toujours été la capitale de l'innovation, et nous devons rester attractifs aux yeux des nouvelles start-up. »

L'effervescence provoquée par les bienfaits potentiels de l'IA sur San Francisco détonne fortement avec l'image morose qui colle aujourd'hui à la ville – une image en grande partie

La maire propose des réductions d'impôts aux entreprises qui s'installent pour au moins trois ans.

justifiée. Les vitrines condamnées sont devenues monnaie courante dans les rues d'Union Square [centre commerçant de la ville], un quartier autrefois chic, vivant, et très prisé des touristes. Malgré un taux d'inoccupation des bureaux proche de 30 %, les loyers y figurent toujours parmi les plus chers du pays. Pendant ce temps-là, de nombreux sans-abri vivent dans la rue, et les autorités locales ont bien du mal à gérer cette situation aussi tragique que tenace.

Le secteur de la tech – dont la ville reste en grande partie tributaire – subit un déclin généralisé : plusieurs dizaines de milliers de salariés ont perdu leur travail, et certaines entreprises, notamment Airbnb, Meta et [l'éditeur de logiciels] Salesforce cherchent à se séparer d'une partie de leurs bureaux. D'autres se sont exilées dans des villes plus abordables, comme Miami ou Austin, aux taxes et loyers moins élevés.

Crise des sans-abri. L'exode qui frappe le centre de San Francisco ne se limite pas au secteur de la tech : plusieurs géants du commerce comme Walgreens [chaîne de pharmacies et parapharmacies], Old Navy et Nordstrom [enseignes d'habillement] ont fermé leurs boutiques – ou prévoient de le faire prochainement –, mettant en cause la baisse de fréquentation et la dégradation de l'état des rues, liée à la crise des sans-abri. Cette semaine, le groupe Westfield a annoncé qu'il allait cesser les remboursements de son emprunt pour un centre commercial situé au cœur de San Francisco et quitter les lieux.

S'il est difficile de prédire combien de temps durera cette frénésie de l'IA, elle représente « une source de croissance » dont la ville a cruellement besoin, analyse Colin Yasukochi, de chez CBRE, spécialiste du conseil en immobilier d'entreprise.

« Tout le monde espère que l'IA donnera naissance au prochain grand écosystème, dans lequel les entreprises qui ne travaillent pas uniquement avec cette technologie pourront tout de même en tirer des bénéfices et se développer. »

« Et comme San Francisco est au cœur de ce mouvement, poursuit-il, c'est une perspective de croissance très encourageante pour l'avenir. »

L'activité n'avait pas été aussi intense depuis l'arrivée des vaccins contre le Covid-19, en 2021.

OpenAI, l'entreprise qui a sorti ChatGPT en novembre, n'est pas étrangère à cet engouement. La firme, dont le siège est installé dans le quartier de Mission, à San Francisco, a créé un agent conversationnel révolutionnaire reposant sur l'IA générative, capable de produire des textes, des images et des contenus audios à partir de milliards de mots et d'images collectées sur Internet.

Depuis 2019, plus de 500 opérations de capital-risque ont été réalisées dans les entreprises d'IA de San Francisco, pour un total de 17,7 milliards de dollars de financement [16,2 milliards d'euros], d'après CBRE. Et comme leurs sociétés prennent de l'ampleur, de nombreux entrepreneurs cherchent désormais des locaux pour pouvoir réunir leurs collaborateurs et donner rendez-vous à leurs clients.

L'activité n'avait pas été aussi intense depuis l'arrivée des vaccins contre le Covid-19, en 2021, assure Mike Sample, directeur général de JLL, spécialiste de l'immobilier commercial. Environ 30 % des demandes de bail proviennent d'entreprises travaillant dans l'IA, qu'il s'agisse de toutes jeunes start-up ou d'entreprises déjà bien implantées.

« L'IA va donner un nouveau souffle au secteur de la tech à San Francisco, j'en suis certain, avance-t-il. Les ingénieurs les plus calés dans le domaine sont ici, cela ne fait pas un pli. Mais comment dénicher de nouveaux moutons à cinq pattes ? »

Pour attirer toujours plus de génies de la tech, la maire, London Breed, a proposé d'instaurer des avantages fiscaux pour les entreprises qui acceptent de s'installer pour au moins trois ans. Cette mesure, qui concerne notamment les secteurs de l'information et des services informatiques, sera soumise au Conseil des superviseurs de San Francisco d'ici quelques jours, et devra recueillir au moins six voix pour être adoptée.

↳ Dessin de Cameron Law, Royaume-Uni.

London Breed, qui essuie de nombreuses critiques à l'échelle nationale depuis que sa ville est en difficulté – San Francisco est l'une des métropoles ayant le plus de mal à se relever de la crise du Covid –, espère réussir à tourner la page de cette période sombre grâce à l'IA.

L'avenir de l'IA est en train de s'écrire à San Francisco, a-t-elle récemment souligné, avant d'ajouter : « C'est le moment de reprendre les rênes de l'innovation. »

Péril sur le centre-ville. Parmi les vingt entreprises spécialisées dans l'IA ayant engrangé le plus de capitaux, seize sont situées dans la baie de San Francisco, et onze dans la métropole de San Francisco elle-même. À elles seules, ces onze entreprises ont récolté 15,7 milliards de dollars [14,3 milliards d'euros] et employé 3400 personnes. Outre OpenAI, San Francisco accueille notamment Anthropic, Scale AI et Dialpad.

La plupart de ces entreprises cherchent à s'implanter dans de petits quartiers comme Mission, West Soma et Potrero Hill, explique Mike Sample, de JLL. Ce n'est pas ça qui fera revivre le centre-ville, où se concentrent la plupart des espaces vacants.

Mais plus que le choix du quartier, c'est surtout le fait d'être installé à San Francisco qui compte, assure Avni Patel Thompson, cofondatrice et directrice générale de Milo, un autre spécialiste de l'IA. Car cela permet de croiser d'autres entrepreneurs et de côtoyer de nombreuses pointures du secteur.

Elle a signé un bail dans le quartier de Mission il y a peu, et souhaiterait dénicher de nouveaux locaux dans le centre-ville, car son entreprise est en pleine expansion. C'est « la force d'attraction » de San Francisco qui l'a poussée à s'y installer.

« Cela faisait des années que je n'avais pas ressenti une telle énergie, se réjouit-elle. On ne peut pas fermer les yeux sur les problèmes qui gangrènent cette ville, mais je suis convaincue que l'on finira par trouver la bonne approche pour améliorer les conditions de vie de chacun – et pas seulement de ceux qui travaillent dans l'IA. »

—Trisha Thadani, publié le 15 juin



Oui, je m'abonne pour 13,25€ par mois
par prélèvement automatique, au lieu de ~~24,22€~~ €*.

Je reçois **en cadeau** 4 numéros supplémentaires de *Courrier international*. Je remplis le mandat SEPA ci-dessous.



* Prix de vente au numéro.



Tous les magazines **livrés** chaque semaine.

Tous les 2 mois, recevez un **hors-série**
qui décrypte de façon complète la presse étrangère sur un thème précis :
actualité, société, histoire... **Une collection à conserver !**

76 pages - Format : 230 x 295 mm - Prix public : 8,90 €



L'**accès au site Internet** en illimité
sur tous les supports numériques.

EN CADEAU

4 numéros
supplémentaires
de *Courrier international*
si j'opte pour le **prélèvement mensuel**.



Mon premier prélèvement
aura lieu après la réception
de mes 4 numéros gratuits.

Je préfère payer en une seule fois.

Je règle 159 € par chèque bancaire
à l'ordre de *Courrier international*.

1 an - 52 numéros + 6 hors-séries + l'accès à la totalité du site Internet.



Abonnez-vous **directement** sur le site Internet
et profitez **immédiatement** du site

<https://abo.courrierinternational.com/auto2302>

J'indique mes coordonnées :

Monsieur

Madame

RCO23BA02

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP

VILLE

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : | | | | | Ville :

Désignation du compte à débiter

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à :

Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :

Courrier international

ICS : FR11ZZZ396542

67-69, av. Pierre-Mendès-France 75013 Paris

Note : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice par ce dernier de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnil.fr

trans-
versales.

économie

Sciences.....40
Signaux41

La péninsule Ibérique en pointe de la transition énergétique

Énergie. Grâce à leurs nombreuses centrales éoliennes et solaires, l'Espagne et le Portugal produisent de l'électricité bon marché. Un atout que ces pays comptent valoriser pour attirer des industriels étrangers.



—El País, extraits (Madrid)

Avec la crise de l'énergie et l'inflation galopante, comment imaginer que l'électricité ne soit pas une sorte de produit de luxe? Pourtant, le changement amorcé par l'arrivée massive des énergies renouvelables dans le système de production devient chaque jour plus concret. L'électricité bon marché – même le week-end et les jours fériés – est en passe de devenir la norme en milieu de journée, quand les panneaux solaires et les éoliennes fonctionnent à plein régime.

[Mi-mai], l'Espagne a franchi une étape supplémentaire dans sa quête d'un modèle énergétique 100 % renouvelable : mardi [16 mai], entre 10 heures et 19 heures, la triade verte (soleil, vent, eau) a produit plus d'énergie qu'il n'en fallait pour couvrir la demande nationale. Une réussite dont se targuer, à l'exception de l'Australie. L'avenir est déjà là, et la

péninsule a tous les atouts pour y faire face.

“L'exception ibérique” est le nom qui s'est finalement imposé dans le débat public pour désigner le plafonnement des prix du gaz [en mai 2022, l'Union européenne a autorisé l'Espagne et le Portugal à déroger aux règles du marché commun de l'électricité, en découplant le prix de l'électricité de celui du gaz]. Un mécanisme qui, au plus fort de la crise de l'énergie, a permis aux deux pays d'éviter le pire.

Pôle mondial. Désormais, l'Espagne et le Portugal sont en passe de confirmer une deuxième exception, structurelle cette fois : le boom des énergies renouvelables, dopé par l'éternel manque d'interconnexions avec le reste de l'UE, entraînera un découplage total des prix entre la péninsule et le reste du continent. “La différence de prix avec le reste de l'Europe a commencé par ce mécanisme, mais ce sont les énergies vertes qui vont la pérenniser,

explique Natalia Collado, chercheuse au centre de politique économique EsadeEcPol [à Madrid]. “Nous sommes déjà un pôle mondial en matière d'énergies renouvelables, et cela va encore se renforcer, grâce aux nombreuses heures d'ensoleillement, qui vont nous donner un avantage structurel sur les autres pays.”

Après avoir raté le train de la première et de la seconde révolution industrielle, Madrid et Lisbonne – deux importateurs nets d'énergie, plombés notamment par le poids des combustibles fossiles – ont aujourd'hui une occasion unique de prendre le train de la révolution de l'énergie. Avec l'un des meilleurs indices d'ensoleillement d'Europe et beaucoup d'espace disponible, l'Espagne réunit les conditions nécessaires pour faire du photovoltaïque une réussite. Le Portugal, de son côté, dispose d'atouts dans l'éolien – y compris en mer – et l'hydroélectrique, une caractéristique qui accroît la complémentarité des deux pays.

“Même si c'est difficile à croire pour certains, nous sommes riches : en termes de potentiel solaire, pratiquement aucun pays n'approche les niveaux de l'Espagne et du Portugal. Le vent est également un atout, même si son potentiel est encore trop peu exploité”, déclare Francisco Valverde, consultant chez Menta Energía et grand spécialiste des énergies renouvelables. “Nous devrions installer des panneaux solaires et des éoliennes sans nous poser de questions, pour des raisons aussi bien écologiques qu'économiques. Il n'y a pas de bulle spéculative des énergies renouvelables : il y a juste une chance historique qu'il faut saisir.” Alejandro Labanda, directeur de la transition écologique au cabinet de

“En termes de potentiel solaire, presque aucun pays n'approche l'Espagne et le Portugal.”

Francisco Valverde,
CONSULTANT, MENTA ENERGÍA

conseil BeBartlet, abonde en ce sens : “Une nouvelle zone de développement des énergies vertes à bas prix est en train de voir le jour, comme cela s'est produit dans les pays nordiques grâce à l'hydroélectricité et, dans une moindre mesure, à l'éolien. C'est désormais au tour de la péninsule Ibérique.”

En attendant la nouvelle feuille de route sur le déploiement des énergies renouvelables, qui sera publiée dans quelques semaines et qui devrait réviser à la hausse les objectifs, la version actuelle du Plan national pour l'énergie et le climat (PNIEC) fixe l'objectif de faire passer la capacité photovoltaïque de 21 GW à un peu plus de 39 GW d'ici à la fin de la décennie. Pour l'énergie éolienne, l'objectif est de passer de 30 GW aujourd'hui à 50 GW en 2030. Des chiffres plus que plausibles, puisque selon le dernier cycle de validation d'études d'impact environnemental 1400 projets sont en cours en Espagne. Surtout dans l'énergie solaire, où la demande est particulièrement élevée.

↳ Dessin de **Balaban**,
Luxembourg.

Que faire de cet atout compétitif? Il y a deux solutions : vendre l'énergie, sous forme d'hydrogène vert ou d'électricité – mais il faudrait pour cela un investissement énorme dans le réseau de transport de l'électricité qui traverse les Pyrénées –, ou profiter de ces prix bas pour attirer les industries.

“Ces deux solutions ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Pour la première fois, nous allons avoir un excédent d'énergie verte produite dans le pays : c'est une première historique”, souligne Natalia Collado. Alejandro Labanda, de son côté, estime qu'il faut concentrer tous les efforts pour faire venir les industriels : “C'est ce qui va permettre de créer des emplois durables et de conserver la valeur ajoutée. L'Espagne et le Portugal doivent saisir cette occasion unique de se réindustrialiser afin de ne plus dépendre autant du tourisme et de ne plus être à la remorque de l'Europe sur de nombreux indicateurs économiques.”

Les faibles prix de l'électricité – qui continueront à baisser au fur et à mesure que tous ces projets se concrétiseront – devraient permettre au secteur privé de réduire considérablement sa facture énergétique et d'écocertifier les produits mis sur le marché, un critère de plus en plus recherché. “Le prix de l'énergie pèse de plus en plus lourd dans les décisions de délocalisation des entreprises, et si l'Espagne et

le Portugal parviennent à bien se positionner et à mettre en avant leurs atouts, ils attireront forcément les industriels. D'autant plus qu'actuellement toutes les entreprises utilisant des combustibles fossiles doivent s'électrifier”, explique Carlos Torres Díaz, responsable de l'analyse des secteurs de l'électricité et du gaz au sein du cabinet de conseil norvégien Rystad. Il prévoit “une migration” des entreprises grosses consommatrices d'électricité “à moyen terme”, à la recherche de coûts plus bas.

Pedro Linares, de l'université pontificale de Comillas [à Madrid], se montre toutefois plus prudent : “Sur le papier, toutes les industries électro-intensives seront fortement incitées à s'installer dans la péninsule, mais nous devons tenir compte de nombreux autres éléments d'analyse du marché qui sont également très importants, notamment la proximité du consommateur final.”

Stockage. D'un point de vue espagnol, cette occasion historique risque d'être réduite à néant si deux points clés ne sont pas traités : l'électrification, c'est-à-dire la conversion à l'électricité des activités qui utilisent encore des combustibles fossiles, et le stockage, qui nécessite de développer un réseau dense de batteries et de stations de pompage-turbinage pour éviter le gaspillage de l'électricité verte. “Le stockage est

important mais, ce qui est vraiment urgent, c'est de faire décoller la voiture électrique et de remplacer les chaudières à gaz par des pompes à chaleur”, assure Alejandro Labanda. L'électrification doit être la priorité numéro un du gouvernement qui

“Les deux pays doivent saisir cette occasion unique de se réindustrialiser.”

Alejandro Labanda,
CABINET DE CONSEIL BEBARTLET

sera élu à la fin de l'année.” Cela vaut également pour le Portugal, bien que la voiture électrique y progresse beaucoup plus lentement, comme dans les principaux pays de l'UE.

Les chiffres soulignent l'urgence d'électrifier l'économie. Le pétrole, le gaz et le charbon représentent encore presque 70 % de l'énergie primaire consommée en Espagne, un chiffre qui baisse très lentement. Non seulement cette situation nuit à l'environnement sous forme d'émissions de gaz à effet de serre, mais elle dégrade également la balance commerciale (toutes les sources d'énergie fossile sont importées, contrairement aux renouvelables) et porte atteinte à la souveraineté stratégique et économique du pays, qui reste soumis au bon vouloir de l'Opep et des grands producteurs de gaz comme le Qatar.

Même s'il est en retard par rapport à l'Espagne dans le photovoltaïque, le Portugal, qui, depuis 2021, n'a plus de centrales à charbon en activité, fait partie des quatre pays les plus avancés en Europe en matière de production d'électricité à partir de sources renouvelables. Au premier trimestre, 72 % de l'électricité produite dans le pays était d'origine renouvelable, notamment grâce à l'hydroélectricité et à l'éolien, dont la part diminue ensuite fortement pendant les mois les plus chauds. En raison de la sécheresse actuelle, la production d'électricité d'origine renouvelable devrait diminuer au cours des prochains mois, comme cela s'est déjà produit en avril, où sa part est tombée à 49 %.

Selon António Cardoso Marques, professeur d'économie à l'université de Beira Interior [à Covilhã, dans le centre du

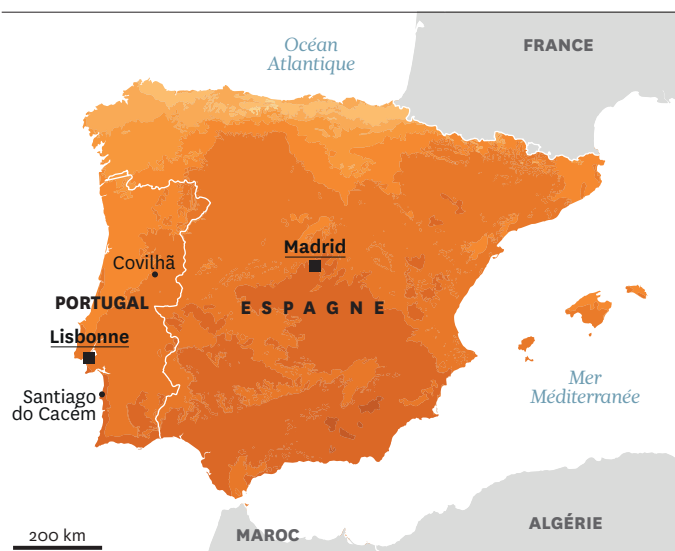
pays], le Portugal dispose d'un grand potentiel de production d'énergie solaire actuellement inutilisé et qu'il faudra exploiter pour atteindre l'objectif de 80 % d'électricité provenant de sources renouvelables d'ici à 2026. “Étant donné que le potentiel éolien terrestre est déjà pratiquement exploité, il faut parier sur l'éolien en mer, avec des appels d'offres prévus pour cette année, et sur le renforcement du photovoltaïque”, explique-t-il. Le solaire ne contribue aujourd'hui qu'à hauteur de 6 % de la production d'électricité, loin derrière l'hydraulique (45 %) et l'éolien (35 %).

Le gouvernement s'efforce de compenser ce déséquilibre au plus vite. Ces derniers mois, plusieurs centrales photovoltaïques ont été inaugurées et la construction de grands parcs a commencé, comme à Santiago do Cacém, près du port de Sines (dans le sud du pays), qui, avec une puissance de 1,2 GW et près de deux

millions de panneaux, sera la plus grande centrale solaire d'Europe en 2025. Le ministère de l'Environnement et de l'Action climatique prévoit d'accorder des licences pour 2,5 GW d'énergie solaire supplémentaires cette année. L'autre secteur qui sera renforcé sera l'éolien en mer, l'objectif étant d'atteindre 10 GW d'ici à 2030.

Pour tenter d'accélérer la production d'énergies renouvelables, le gouvernement [du socialiste] António Costa a simplifié les procédures administratives pour les petits projets, qui sont désormais dispensés des évaluations environnementales obligatoires. Selon le ministre de l'Environnement et de l'Action climatique, Duarte Cordeiro, l'ensemble des projets liés au secteur de l'énergie prévus dans les années à venir au Portugal s'élèvent à environ 60 milliards d'euros, soit un quart du PIB.

— **Ignacio Fariza**
et **Tereixa Constenla**,
publié le 19 mai



Potentiel de puissance photovoltaïque (1994-2018)
(moyenne des totaux journaliers en kWh/kWp sur un an)*



* Cet indicateur représente la moyenne de la production d'électricité potentielle quotidienne d'une centrale solaire photovoltaïque de 1 kW de pic (kWp) connectée au réseau.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

À TABLE!
Qu'est-ce qu'on mange demain?
Insectes, viande de mammoth,
algues... Les chefs se mettent au vert
pour nourrir la planète sans la détruire.
Dans les cuisines et les laboratoires
s'inventent les assiettes du futur.
La gastronomie a de beaux
jours devant elle.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

SCIENCES



Le Niger, ce “Jurassic Park”

Paléontologie. Ce pays d’Afrique de l’Ouest abrite de nombreux fossiles de dinosaures. Reste à les découvrir et à développer une expertise locale.



IKON IMAGES

—The Christian Science Monitor, extraits (Boston)

Chevres, vaches et piétons passent sans y prêter attention devant les deux modestes conteneurs qui bordent une rue de la capitale nigérienne, sur la rive du fleuve. Pourtant, ceux-ci contiennent près de 50 tonnes d’os de dinosaures emballés dans du plâtre – peut-être une des découvertes paléontologiques les plus importantes effectuées dans ce pays enclavé d’Afrique de l’Ouest, voire sur le continent.

Il s’agit de fossiles d’une centaine d’espèces différentes, dont certains appartiennent à des espèces anciennes jamais recensées auparavant. “Des petits animaux, des mammifères, des reptiles volants, des tortues”, ainsi qu’un crocodile de 15 mètres et “une dizaine de nouveaux grands dinosaures, dont certains énormes, de presque 20 mètres”, s’enthousiasme le paléontologue américain Paul Sereno.

Leur transfert vers Niamey a demandé des années de travail – et leur voyage ne va pas s’arrêter là. Les premières découvertes remontent à 2018 et à 2019, dans le désert du Sahara. Sachant

qu’il leur faudrait du temps et des financements pour mener à bien des travaux d’excavation convenables, les paléontologues les avaient donc recouvertes et enterrées, en espérant que les vents ne les exposeraient pas à des nomades curieux ou à de dangereux contrebandiers.

Groupes armés. Puis le Covid-19 a frappé, mettant tout sur pause jusqu’à ce qu’enfin, à l’automne dernier, le professeur Sereno soit en mesure de revenir pour déterrer les fossiles. “Le Niger va nous raconter l’histoire de l’Afrique du temps des dinosaures”, dit-il. Au lieu des instantanés fossilisés que l’on trouve en bien d’autres endroits, ces découvertes brossent le tableau en continu de “l’histoire du jurassique et du crétacé en Afrique”.

Les fossiles doivent bientôt être expédiés au laboratoire de Paul Sereno à l’université de Chicago afin d’y être étudiés. Ils représentent la dernière victoire en date remportée par la paléontologie contre l’impitoyable désert du Niger, qui abrite certes des fossiles, mais aussi divers groupes armés, le tout dans un décor de dunes mouvantes et sous des températures élevées.

Les fossiles seront ensuite renvoyés au Niger, où un département officiel de paléontologie effectue ses premiers pas, dans un pays qui recèle quelques-uns des gisements les plus riches d’Afrique, mais qui ne compte aucun paléontologue ni même aucun programme universitaire consacré à cette discipline.

“Chaque fois, nous trouvons de nouveaux dinosaures, de nouveaux fossiles qui nous permettent de dire que le sol est riche – contrairement à d’autres pays et à d’autres continents”, affirme Boubé Adamou, archéologue à l’Institut de recherche en sciences humaines, qui, étant l’un des meilleurs spécialistes des fouilles au Niger, a codirigé cette dernière expédition. Il ajoute : “Le patrimoine du Niger est sans équivalent.”

L’automne dernier, à bord d’un convoi qui roulait à vive allure dans le désert, l’équipe d’une vingtaine de personnes était escortée par des dizaines d’hommes en armes circulant dans des camions équipés de mitrailleuses. Il s’agissait de leurs gardes, bien décidés à protéger cette caravane saharienne des temps modernes contre les contrebandiers ou les bandits qui rôdent dans les dunes.

L’équipe, composée de chercheurs et d’étudiants des États-Unis, du Niger et d’Europe, a travaillé sur trois sites pendant trois mois. Quand ils ont bouclé les fouilles, en décembre, ils avaient fait des trouvailles de toutes sortes, depuis un *Ouranosaurus* doté d’une “voile” osseuse dorsale d’environ 7,50 mètres de long jusqu’au fémur de 2 mètres d’un saurope à long cou.

Comment ce qui est aujourd’hui l’un des plus grands déserts du monde a-t-il pu abriter autant de vie? Il y a des millions d’années, les vastes étendues du Niger étaient

“Le Niger va nous raconter l’histoire de l’Afrique du temps des dinosaures.”

Paul Sereno, PALÉONTOLOGUE

tout sauf sèches. Des rivières, des marécages et des lacs s’étendaient sur ce que les chercheurs ont appelé le “Sahara vert”, un temps peuplé de dinosaures avant de donner naissance, plus tard, à d’antiques civilisations qui connaissaient des techniques d’embaumement

antérieures à celles des Égyptiens, et dont des vestiges ont également été découverts lors de l’expédition en question.

Toutefois, ce sont aussi des circonstances géologiques qui ont engendré ce trésor paléontologique. La plupart des fossiles de dinosaures dans le monde se trouvent aux États-Unis et en Asie parce que les chaînes de montagnes se sont élevées durant des millions d’années, faisant lentement remonter la terre vers le haut en enfouissant les ossements au fur et à mesure. Les montagnes du Niger ont vécu le même processus. Autre facteur clé, comme dans le Montana [État américain célèbre pour sa richesse en fossiles] par exemple, il n’y a ni forêt ni jungle pour entraver la chasse aux fossiles.

Rudimentaire. Cent millions d’années après l’apogée des dinosaures, on comprend aisément pourquoi le Niger reste hors de portée de la plupart des paléontologues. C’est l’un des pays les plus pauvres de la planète, il ne dispose que d’infrastructures rudimentaires, dans des conditions désertiques difficiles.

Les nomades, qui ont depuis longtemps appris à vivre dans ce paysage sans merci, jouent désormais un rôle clé pour la paléontologie, ils repèrent les gisements et guident des expéditions à travers des étendues désertiques qui seraient sinon infranchissables. Tant que l’équipe de Sereno a été bloquée à distance par la pandémie, les nomades ont veillé sur les trésors soigneusement enterrés, lui envoyant des textos pour l’informer de l’évolution de la situation.

À Niamey, les enfants et les familles se pressent dans le musée national Boubou-Hama et le zoo adjacent, ils admirent les hippopotames et les hyènes et déambulent au pied de deux gigantesques squelettes de dinosaures, dont un terrifiant carnivore de 11 mètres de haut du nom de *Suchomimus*. Un *Afrovenator* tout aussi menaçant accueille les visiteurs à l’aéroport, en compagnie du crâne d’un “supercrocodile”. Mais ce ne sont que des répliques. Outre le manque de paléontologues, le Niger ne bénéficie pas des installations nécessaires pour exposer de véritables fossiles, commente Boubé Adamou.

↳ Dessin de Tang Yau Hoong, Malaisie.

Cela pourrait changer. Niger Heritage est un projet mis au point par Paul Sereno, Boubé Adamou et une cohorte de chercheurs internationaux et nigériens, ainsi que des représentants du gouvernement. Il prévoit la création de deux musées – un à Agadez, dans le Sahara, et l’autre à Niamey –, capables non seulement d’exposer les fossiles,

Les nomades jouent désormais un rôle clé pour la paléontologie.

mais aussi, pour la première fois, de mener des recherches. Les projets ne concernent pas que les dinosaures, mais aussi la préhistoire humaine, le patrimoine nomade moderne du Niger, ainsi que les questions climatiques et écologiques actuelles.

Paul Sereno détaille : “La santé du [fleuve Niger], la progression du désert – tout ça est englobé dans des projets qui vous entraînent dans une promenade à travers le temps, avant d’aborder des sujets absolument essentiels pour la vie quotidienne.”

Cette année, le paléontologue américain se consacre à la collecte de fonds pour le projet de musée, dont le coût est de 300 millions de dollars [274 millions d’euros]. Trois petits musées ont déjà vu le jour dans le cadre d’une initiative éducative locale.

Les musées d’Agadez et de Niamey, et les fonds prévus pour les universités locales, ont pour objectif d’attirer les touristes et de susciter l’intérêt des universitaires internationaux, ainsi que de soutenir la recherche locale. Les premiers paléontologues nigériens, espère-t-on, sont peut-être dès à présent en train de suivre des cursus de premier cycle. Avec l’encadrement et le financement adéquats – ce qui leur permettrait d’entreprendre des doctorats à l’étranger –, ils seraient alors en mesure de commencer à inverser la tendance dans l’univers de la paléontologie, où les ressources et les possibilités sont concentrées dans les pays riches.

Si le Niger parvient à développer son département national de paléontologie, assure Sidi Abdella, responsable de la logistique de Niger Heritage, “le Niger comptera parmi les plus grands pays” pour la paléontologie.

—Nick Roll, publié le 24 mai



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

C'est combien, un steak en équivalent banane ?

Avec son indice banane, *The Economist* propose un autre moyen de mesurer l'incidence climatique de nos aliments.



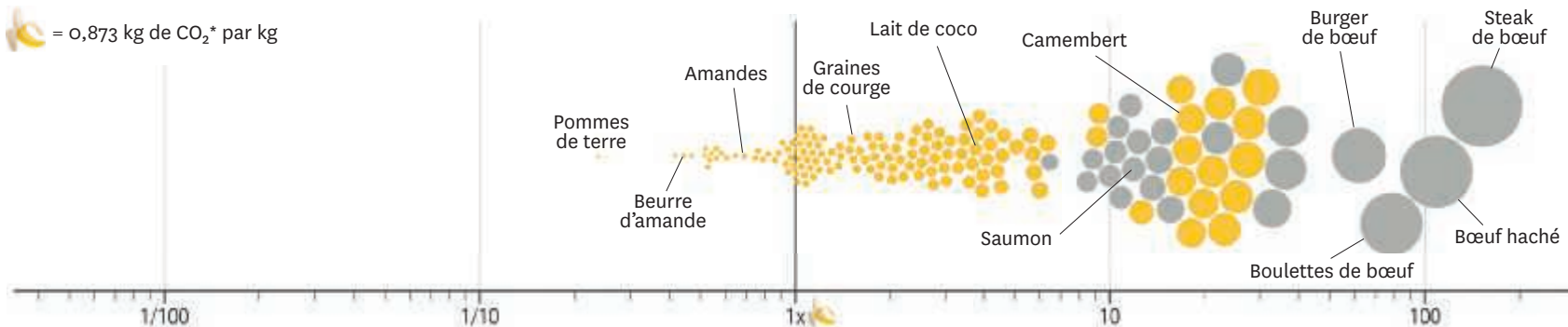
ÉQUIVALENCE BANANIÈRE

Émissions de gaz à effet de serre de différents aliments, en équivalent banane

● Aliments végétariens ● Viandes et poissons (Échelle logarithmique)

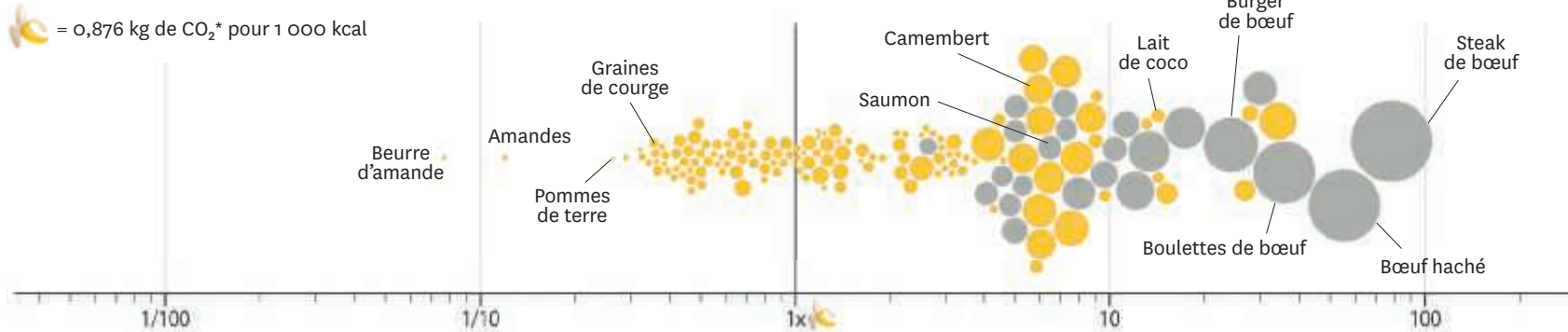
Émissions selon le poids (Cette donnée détermine le diamètre des cercles)

= 0,873 kg de CO₂* par kg



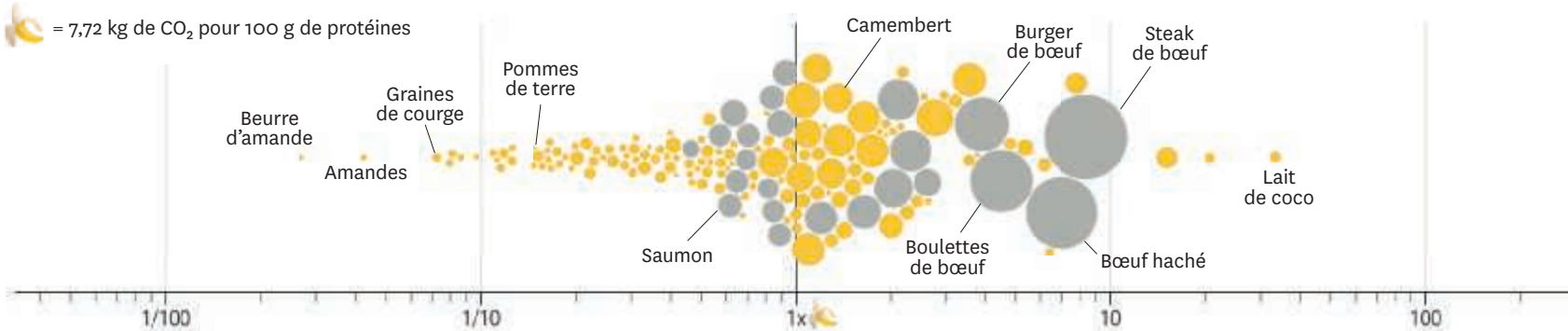
Émissions par calories

= 0,876 kg de CO₂* pour 1 000 kcal



Émissions par teneur en protéines**

= 7,72 kg de CO₂ pour 100 g de protéines



* Ou équivalent CO₂. ** Aliments contenant des protéines.

SOURCES : OUR WORLD IN DATA, "ESTIMATING THE ENVIRONMENTAL IMPACTS OF 57 000 FOOD PRODUCTS", BY M. CLARK ET AL., PNAS, 2022

La source



THE ECONOMIST. L'hebdomadaire britannique propose souvent des représentations graphiques. Celle-ci est extraite de la version interactive publiée en ligne le 11 avril, pour laquelle un "index banane" a été créé. Il permet de comparer l'incidence, en

matière d'émissions de gaz à effet de serre, d'aliments courants, selon trois paramètres - leur poids, leur apport en calories et en protéines -, par rapport à celui de la banane, "un fruit à l'incidence climatique et à la valeur nutritionnelle moyennes".

360



MAGAZINE

Les nouveaux visages de Cindy Sherman • Photo...	46
Un héros qui voit grand • Séries	47
Ann Goldstein, ses passions italiennes • Traduction ...	48
Éléonore de Tolède, mythe et mécène • Histoire ...	50

Angel del Rosario Hau Paat se penche au-dessus du hamac multicolore où est allongée sa grand-mère, pour atteindre son oreille : “Qu’est-ce que tu penses de mes chansons?” lui crie-t-il en maya, la langue autochtone du Yucatan [un État du sud-est du Mexique, berceau de la civilisation maya]. La vieille femme, un peu sourde, lui caresse la joue avant de répondre. “Elle est contente, traduit le jeune homme, avec un rire timide. Elle dit que je m’en sors bien avec le maya.”

Angel a grandi dans l’État [voisin] de Quintana Roo, et à l’époque il ne s’intéressait pas au maya, la langue maternelle de sa mère et la seule que connaît sa grand-mère. À l’école et avec ses amis, il parlait espagnol.

Mais aujourd’hui, comme de plus en plus de jeunes – au Mexique et sur tout le reste du continent américain, du Canada au Chili –, il fait revivre la langue de ses ancêtres grâce au rap. La musique a renforcé ses liens avec la langue que sa mère lui parlait quand il était petit (il répondait en espagnol) et avec les traditions familiales.

“Je n’aurais jamais cru que j’utiliserais autant le maya un jour. Je me reconnecte à ma culture et aux artistes d’autres pays qui rappent aussi en langue autochtone”, explique Angel. Il est technicien de maintenance de piscines à Tulum, une ville très prisée des touristes [sur la côte de l’État de Quintana Roo], et enregistre des morceaux sur son temps libre, sous le pseudo d’“ADR Maya”. “Ça me fait vraiment du bien.”

Le Mexique reconnaît officiellement l’existence de plus de 60 langues amérindiennes dont la plupart, de même que les cultures associées, sont aujourd’hui en danger, malgré une loi de 2002 garantissant le droit de les parler, et les réformes éducatives des dernières années qui imposent l’enseignement de certaines d’entre elles dans les écoles publiques.

“En dépit de tous les beaux discours sur la nécessité de préserver la culture mexicaine, les communautés [autochtones] subissent souvent des pressions pour renoncer à leur langue” au profit de l’espagnol, regrette José Antonio Flores Farfán, professeur de linguistique et d’anthropologie au Centre de recherche et d’études supérieures en anthropologie sociale de Mexico.

“Les langues recèlent des richesses accumulées par les hommes pendant des siècles”, explique-t-il pour souligner l’importance de leur sauvegarde.

Ces jeunes rappers redonnent de l’espoir au chercheur quant à l’avenir des idiomes amérindiens. Pour porter ses fruits, la volonté de préserver une langue doit émaner de sa communauté de locuteurs, assure-t-il. “Ces artistes ont du talent, ils agissent du bas de l’échelle et aident les plus jeunes à percevoir la valeur de la langue au passage.”

Dans les régions du sud du Mexique où l’on parle le maya yucatéque [il existe d’autres groupes linguistiques de la famille maya, notamment au Guatemala], Jesús Cristobal Pat Chablé, plus connu sous le nom de “Pat Boy”, est un véritable pionnier du rap autochtone.

ILS DONNENT LEUR LANGUE AU RAP

Ils chantent en maya, en mapuche ou en quechua : de plus en plus de jeunes Latino-Américains s’adonnent à la musique dans la langue autochtone de leurs ancêtres, souvent menacée de disparition. Première escale au Mexique, pour rencontrer les rappers ADR Maya, Pat Boy et Ixi’im Ko’olel.

—The Christian Science Monitor [Boston]

Pat Boy a découvert la musique à l’âge de 5 ans – il a désormais la petite trentaine – et s’est essayé à différents genres, des *rancheras* (ballades mexicaines) au rock, en passant par le reggae, avant de se lancer en solo dans le rap en 2009.

Aujourd’hui, il se produit dans différents pays, collabore avec des artistes parlant d’autres langues autochtones et encourage les jeunes locuteurs du maya à écrire et à enregistrer leurs propres titres, qu’il regroupe parfois sur des albums produits par son label, ADN Maya. Il fait actuellement construire un studio d’enregistrement à Felipe Carrillo Puerto, à 225 kilomètres de Cancún.



SOURCE



THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

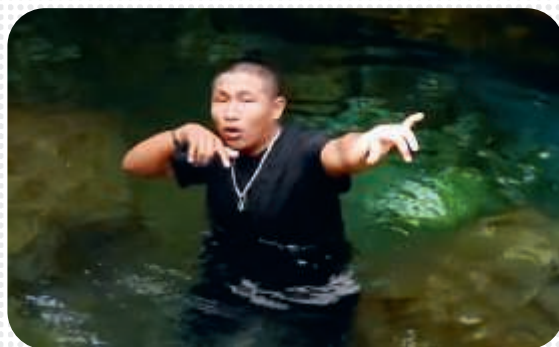
Boston, États-Unis

Hebdomadaire

csmonitor.com

En 1908, à Boston, Mary Baker Eddy a fondé cet élégant tabloïd en réaction à la presse à sensation. Ce n'est pas

un titre religieux, même s'il est financé par une église : la First Church of Christ, Scientist. Réputé entre autres pour sa couverture des affaires internationales, le journal a cessé de paraître à un rythme quotidien en 2009. Depuis, il concentre ses efforts sur son site Internet.



↑ ADR Maya : images extraites du clip de *Mi Linaje* ("Ma lignée"), [YouTube/@adnmayafilms2254](https://www.youtube.com/watch?v=adnmayafilms2254). Pat Boy : images extraites des clips de *Hijo del Sol* ("Fils du Soleil"), [YouTube/@mayapatboyrap](https://www.youtube.com/watch?v=mayapatboyrap), et d'*El Llamado* ("L'Appel"), une chanson d'ADR Maya Colectivo (un trio auquel appartient Pat Boy), en collaboration avec LESMC, [YouTube/@adnmayafilms2254](https://www.youtube.com/watch?v=adnmayafilms2254). Ixi'im Ko'olel : image extraite d'une interview vidéo accordée par l'artiste, [Facebook/@ADN MAYA Producciones](https://www.facebook.com/ADN.MAYA.Producciones).

Les paroles de ses morceaux évoquent le quotidien de la communauté maya : les traditions, l'éducation, l'amour. Son travail est désormais reconnu au niveau international, et il a même reçu en 2022 le prix Linguapax [remis par l'ONG du même nom, qui récompense les actions en faveur de la diversité linguistique]. L'an dernier, l'un des titres sur lesquels il avait travaillé s'est retrouvé dans la bande originale du film *Black Panther : Wakanda Forever*, faisant entrer la langue maya dans les salles obscures du monde entier avec des phrases telles que : "Ils disent que nous avons disparu de la surface de la Terre, qu'en dis-tu? / Ce n'est pas vrai... Les années ont passé, nous nous sommes renforcés. / Aujourd'hui, je chéris la culture maya."

Le chanteur a fait beaucoup de chemin depuis ses débuts. "C'était dur, confie-t-il à propos de ses premiers concerts dans l'État de Quintana Roo. Quand j'essayais de me faire programmer dans les festivals, on me questionnait sur le sens de mes chansons. J'étais dans mon bon droit, je parlais et chantais dans ma langue maternelle, mais [les organisateurs] avaient peur que j'incite le public à se rebeller contre le gouvernement, parce qu'ils ne comprenaient pas mes paroles."

En ville, on dit souvent qu'il est impossible de réussir en étant maya et en venant de la campagne, qu'on ne peut pas devenir artiste, peintre ou écrivain, témoigne le chanteur. "Quand j'ai commencé, peu de gens s'intéressaient

à ma musique. Maintenant, partout où je vais, je rencontre des jeunes qui rêvent de chanter en maya."

Maria Marlene Ucan, qui rappe sous le pseudo d'"Ixi'im Ko'olel" ("la femme maïs"), se souvient comme si c'était hier du jour où Pat Boy est venu présenter son travail dans son lycée du Yucatan. C'était il y a cinq ans. Elle s'est sentie tellement galvanisée par l'intégration du maya au rap que, aussitôt rentrée chez elle, elle a cherché les titres du chanteur sur Internet. Elle en a appris les paroles par cœur, avant d'écrire ses propres couplets.

En août 2022, elle a soumis un de ses morceaux à Pat Boy, qui l'a choisi pour figurer sur son quatrième album, intégralement composé de titres écrits et interprétés

par de jeunes artistes mayas, et qui devrait sortir dans le courant de l'année.

“J’avais toujours donné la priorité à l’apprentissage de l’espagnol, je ne comprenais pas l’importance de notre langue”, confie la jeune femme, qui travaille au rayon boulangerie d’une supérette. Si elle parle aussi bien maya, c’est grâce à ses grands-parents, avec qui elle a passé beaucoup de temps durant son enfance. “Je croyais que l’espagnol m’emmènerait plus loin, et j’avais parfois un peu honte que ma famille parle maya.”

Aujourd’hui, elle écrit des chansons sur le quotidien des femmes amérindiennes au Mexique. Les voyages qu’elle a effectués avec Pat Boy pour enregistrer l’album lui ont fait l’effet d’une révélation : elle ne s’était encore jamais aventurée loin de chez elle, et dans le studio elle était entourée majoritairement d’hommes. C’était la première fois qu’elle se retrouvait dans une telle situation, elle qui a grandi dans une petite ville conservatrice.

Transmission. “Je ne ressens pas les choses de la même manière quand je m’exprime en maya et en espagnol”, analyse la jeune femme. La syntaxe et le vocabulaire espagnols lui paraissent plus répétitifs. “En maya, je finis par inventer de nouveaux mots, légèrement déformés, que je mets dans mes chansons. La langue se prête mieux au jeu.”

Écrire en maya lui demande tout de même plus de temps, car elle doit fouiller dans ses souvenirs à la recherche de vocabulaire ou demander l’aide de ses parents lorsqu’elle ne trouve pas ses mots. Mais la musique lui a donné un nouveau rêve : s’inscrire à l’université l’an prochain pour étudier le maya.

Cette jeune génération – qui a souvent grandi baignée dans la langue maya, sans jamais la parler couramment – fera figure de test pour la sauvegarde de la langue, analyse Marlene Chuc Maldonado, directrice du département d’études linguistiques et interculturelles à l’Université interculturelle maya de Quintana Roo.

Selon elle, l’engouement pour le rap qui s’est emparé de nombreuses communautés locales est un véritable modèle à suivre. “Les groupes s’affrontent en battle dans les rues et parviennent vraiment à capter l’intérêt des plus jeunes”, se félicite-t-elle.

C’est un bon début, mais une question reste en suspens pour Marlene Chuc Maldonado : “Lorsqu’ils deviendront parents à leur tour, ces adolescents et ces jeunes adultes qui rappent ou écoutent les rappers transmettront-ils la langue à leurs enfants ?” Puisque leurs propres parents ne leur ont pas appris le maya, et qu’ils ont dû le pratiquer avec leurs grands-parents par amour de la musique, leur décision aura une influence déterminante sur l’avenir de la langue maya, prévient-elle.

À Tulum, dans une maison aux teintes acidulées, Filiberta Paat Mas, la mère d’Angel, écoute son fils rapper, les yeux écarquillés. Le morceau, dont il lit les paroles directement sur son téléphone, évoque Chaac, le dieu maya de la Pluie. Le jeune homme ne maîtrise pas encore complètement la langue – mère et fils s’accordent sur ce point –, mais il a fait des progrès.

“Après ma mort, il continuera à parler maya”, constate Filiberta, avec une pointe d’étonnement. Pendant des années, elle a vécu comme un échec le fait que son fils refuse de s’exprimer autrement qu’en espagnol. “Il transmettra ce savoir à ses enfants, se réjouit-elle. Notre langue va continuer à vivre.”

— Whitney Eulich,
publié le 12 avril



Lenin Tamayo a créé la Q-pop

Le Péruvien Lenin Tamayo mêle dans sa musique son amour pour la pop sud-coréenne et sa volonté de promouvoir la langue et la culture quechua.

— El País América (Mexico)

Il est Péruvien, il s’appelle Lenin, comme le leader de la révolution russe, il chante en quechua, la langue des Incas, et il a le physique d’une star de la K-pop. Lenin Tamayo Pinares rassemble les énergies de trois continents. Même si cette singularité n’est pas toujours accueillie avec respect sur les réseaux sociaux, ce monde avec lequel il entretient une relation d’amour-haine, c’est grâce à eux qu’il a réussi à faire connaître ses vidéos et sa musique. À tel point qu’il a conquis des milliers de cœurs virtuellement sur TikTok, et c’est ainsi de nos jours que se mesure le soutien du public. Son compte officiel cumule plus de 4 millions de likes.

Nous sommes à Comas, au nord de Lima. C’est sur une terrasse avec vue sur les murs inachevés des bâtiments voisins que Lenin parle de son projet. Il s’exprime avec la sagesse d’un vétéran : à 23 ans, il est plus occupé à choyer sa communauté de fans qu’à compter les followers accumulés. Il ne cherche pas à atteindre la gloire, mais à laisser un héritage.

Par-dessus tout, il veut être une source d’inspiration et d’espoir pour toutes les victimes de discrimination qui n’ont pas encore trouvé leur voie. “Un artiste ne se contente pas de chanter et de maîtriser des instruments de musique, il a le pouvoir de faire évoluer les consciences. Particulièrement lorsqu’il revendique son identité dans un

pays inégalitaire et injuste”, déclare-t-il en passant ses doigts dans ses cheveux lisses.

Cet endroit, où quatre chats font la sieste, est devenu la nouvelle demeure de Lenin. Il y a presque trois mois, il a emménagé ici avec trois amis musiciens pour donner vie à son premier album, qui sera intitulé *Amaru* (“Serpent”). Deux d’entre eux, Nael et Rutti, procèdent à quelques ajustements sur l’un des morceaux dans la salle d’enregistrement. Non loin de là, Yolanda Pinares, mère de Lenin et chanteuse folklorique renommée, filme la scène avec une tablette. Son fils ne manque jamais de lui rendre hommage dans chacune de ses interviews, en disant qu’elle est “[sa] grande école”.

Et c’est vrai : avant d’être à l’origine d’une branche andine de la pop coréenne, Lenin a grandi dans le monde du spectacle. Yolanda lui donnait le sein juste avant de monter sur scène. Ce contact précoce avec la musique a tracé son destin. Depuis toujours, elle est son refuge et son oxygène. À la maison, on écoutait aussi bien Alborada [un groupe péruvien chantant en quechua] que Mercedes Sosa [une chanteuse folklorique argentine] ou les Kjarkas [un groupe de musique folklorique bolivienne]. Au fil du temps, Lenin a ajouté à ce socle la bande-son de son époque : les génériques d’animes (son préféré étant *Digimon*), la pop mélodique des groupes de K-pop Girls’ Generation ou BTS, désormais un phénomène mondial, et dernièrement la simplicité de Rosalía. Le résultat, baptisé “Q-pop” [pour “pop en quechua”] par les internautes, est visible en quelques clics.

Même s’il est né à Lima, Lenin n’a pas eu besoin d’apprendre le quechua, qui a toujours fait partie de sa vie. Yolanda, qui est née à Cuzco et a longtemps vécu à Abancay, lui parle dans la langue de l’Empire inca [dont Cuzco était la capitale] depuis sa plus tendre enfance. C’est l’une des choses qui font la force de leur lien : lorsqu’ils veulent aborder un sujet personnel, ou même plaisanter, ils le font en quechua. Ils ont gardé cette habitude pendant la

Son physique de star de la K-pop lui a valu des moqueries à l’école. Ce n’est plus le cas.

← **Lenin Tamayo s'est construit un public sur TikTok.** Photo Scarlett Reyes

scolarité de Lenin : dans la boîte qui contenait son déjeuner, Yolanda lui mettait du maïs grillé, des fèves ou du lupin, des aliments cultivés entre les montagnes et les rivières de la cordillère des Andes.

Tout cela a valu à Lenin bien des moqueries. Le long de la côte péruvienne, et encore plus dans la capitale, il est difficile d'être accepté lorsqu'on veut préserver son identité andine : malheur à celui qui osera nager à contre-courant. Mais il y avait autre chose que ses camarades n'acceptaient pas : son physique. Son visage fin, la ligne bien marquée de sa mâchoire, ses yeux perçants, ses sourcils fournis et son corps mince comme un fil. Paradoxalement, ces attributs qui étaient pour les autres des motifs de rejet lui attirent désormais la sympathie du public.

Après avoir remporté un concours organisé par la faculté de psychologie de l'Université nationale majeure de San Marcos [sur la côte], où il étudie, Lenin a pris la décision de se consacrer entièrement à la musique. D'ailleurs, pour lui, ses études et sa musique vont de pair. "En parallèle de mon premier album, je rédige une thèse. Je veux la soutenir à l'occasion de la sortie du disque", explique-t-il en montrant son avancement sur sa tablette. Il a déjà écrit six chapitres et pensé à deux titres potentiels : "Exploration psychosociale de la musique andine contemporaine comme instrument de changement et de prise de pouvoir dans la lutte des minorités" ou alors "Amaru, fusions sonores pour la transformation sociale : analyse psychosociale de l'influence de la musique andine sur la conscience collective".

Mythes et légendes. Le disque comportera douze titres inédits, divisés en trois EP de quatre morceaux. Chacun des EP aura pour base un aspect de la mythologie inca : *Kay Pacha* (le monde des vivants), *Uku Pacha* (le monde des morts) et *Hanan Pacha* (le royaume céleste). *Amaru* est une adaptation libre de plusieurs mythes et légendes andins. Le fond musical mêlera des sonorités de *zampoña* [instrument de la famille des flûtes de Pan], de *charango* [petite guitare], de *pututo* [coquillage ou corne de bœuf utilisés comme instrument à vent], de *chajchas* [hochets en sabots de chèvre] et de pluie. Lenin est chargé du chant et de la chorégraphie. Il faut le voir en direct, mimer le texte en quechua et danser comme n'importe quelle idole sud-coréenne, enveloppé de foulards multicolores. [À la mi-juin,] lui et son équipe [devaient se rendre] à Cuzco accompagnés d'élèves d'une école de cinéma pour commencer à filmer les vidéoclips de l'album.

Lenin est un artiste indépendant dans une industrie précaire. Il a lui-même édité ses premiers vidéoclips (son tout premier, *Tusurikusun*, "Quand je suis là", date de 2020), créé ses propres chorégraphies et conçu sa garde-robe, qui inclut des tissus et des accessoires traditionnels. Il a déjà donné des concerts dans quatre villes péruviennes : Cuzco, Trujillo, Arequipa et Lima. Mais ce qu'il veut vraiment, c'est monter plus souvent sur scène, être "un artiste en pratique et pas seulement en théorie", comme le lui a conseillé sa mère.

Grand prématuré, il est né après six mois et quatre jours de grossesse et a passé les trois premiers mois de sa vie dans une couveuse. Quand on pèse 1,8 kilo en venant au monde, il faut se battre pour vivre. Pour Lenin, la bataille continue. Son but aujourd'hui : s'élever dans la musique et être plus qu'un oiseau de passage. Il est manifestement sur la bonne voie : la Q-pop, c'est lui.

— **Renzo Gómez Vega,**
publié le 6 juin

MC Millaray, mapuche et engagée

À 17 ans, cette rappeuse chilienne propage à travers ses textes la lutte centenaire de son peuple pour le droit à la terre.

Elle porte de longues tresses, son nom tatoué sur la main droite et de la furie dans la voix. Millaray Jara Collío, alias MC Millaray, rappe dans un mélange d'espagnol et de mapudungun, la langue du peuple autochtone des Mapuche, réparti entre l'Argentine et le Chili. "Le mapuche ancestral paraissait pourtant spécialement compliqué pour les rimes", s'étonne le quotidien argentin **La Nación**. Ce n'est pas un problème pour Millaray, 17 ans, dont le prénom signifie "Fleur d'or". "Aux quatre vents je veux le crier : le peuple mapuche je vais représenter, mes terres ancestrales doivent se réveiller."

Du côté chilien des Andes, les Mapuche comptent pour 9 % des presque 20 millions d'habitants. Vivant dans le sud du pays, ils réclament la restitution du territoire ancestral appelé "Wallmapu", qui s'étend d'un océan à l'autre en passant par les Andes. La contestation est vive au Chili, où le Wallmapu est aux mains d'entreprises forestières et agricoles. Une intervention de l'armée face à des groupes radicaux s'est soldée par

↓ **Santiago du Chili, le 6 août 2022. MC Millaray pose dans une robe traditionnelle mapuche.**

Photo Tomas Munita/The New York Times

sept morts à la fin de 2021. **The New York Times** énonce, dans son édition en espagnol : "Pour certains, c'est la plus grande dette du Chili. Pour d'autres, une impasse qui dure depuis des siècles sans solution claire."

Millaray n'a pas grandi sur les terres de ses ancêtres mais dans une banlieue pauvre de la capitale, Santiago, où les graffs couvrent les murs et où le hip-hop et le reggaeton sont partout. Enfant, elle n'aimait rien plus que les vacances d'été en Patagonie chez son arrière-grand-mère, qui lui a appris le mapudungun. "Quand j'arrivais au Wallmapu, je me remplissais de liberté et de paix. J'y apprenais qui je suis et ce que je représente. [...] Je me rendais compte du peu que je connaissais sur cette lutte qui est la mienne."

Elle a commencé à chanter à 5 ans, et à 7 ans elle avait déjà écrit et enregistré son premier album artisanal, *Pequeña Femenina* ("Petite femme"), dont elle vendait les copies dans les bus de la capitale avec son père. Elle n'a plus jamais arrêté de chanter, avec force et rage. "Parfois je me sens comme une petite fille, je joue, je m'amuse, je ris. Mais sur scène, tout ce que je dis, je le dis en rasant. Ça me libère."

Et lorsque *l'estallido*, cette grande vague de manifestations contre l'injustice sociale, a déferlé sur le Chili en 2019, Millaray était de toutes les mobilisations. *La Nación* analyse : "Elle résume l'esprit de l'époque en conjuguant des trompettes aux résonances apocalyptiques et l'afafan, le cri de guerre mapuche."

Après la victoire de la gauche et du jeune président Gabriel Boric, elle devient célèbre en clôturant les meetings de campagne pour la nouvelle Constitution populaire. Celle-ci aurait notamment pu accorder aux Mapuche l'autorité pour gouverner leurs propres territoires. Le projet a largement été rejeté en septembre dernier, mais pour Millaray la lutte continue.

Elle prépare désormais son premier album en studio professionnel, entre Santiago et New York. "Je veux toucher un public plus large, affirme-t-elle, mais je veux que chaque rime ait un message. Je ne veux pas faire de la musique juste pour faire de la musique."

— **Courrier international**





Cindy Sherman : “Ces photos m’aident à accepter que je vieillis”

Cet été, Cindy Sherman expose de nouveaux portraits à Zurich, en Suisse. À l'ère des selfies et des images créées par l'intelligence artificielle, la photographe américaine reste inclassable.

Ces photos vous évoquent peut-être des œuvres de Picasso, des portraits cubistes ou encore les images produites par des intelligences artificielles. Cherchez tant que vous voulez, vous n'y trouverez jamais la vraie Cindy Sherman. Du moins, c'est ce qu'elle dit”, prévient le **Financial Times**.

L'artiste et photographe américaine expose à la galerie Hauser & Wirth, à Zurich, en Suisse, une nouvelle série de portraits. À l'aide du numérique, elle a découpé, déformé et recombina des détails de son visage, photographiés entre 2010 et 2023. Cindy Sherman, âgée de 69 ans, prouve une fois de plus qu'elle est “passée maître dans l'art de la déconstruction”, applaudit **Wallpaper**, un prestigieux magazine de design britannique.

Dès ses débuts, Cindy Sherman a manifesté la volonté d’“interroger l'identité et ses illusions”, rappelle le **Financial Times**. Dans *Untitled Film Stills* (1977-1980), la série qui l'a fait connaître, la native du New Jersey se mettait en scène dans des photographies en noir et blanc qui semblaient tirées de films de série B des années 1950 : l'occasion d'interroger les stéréotypes féminins du cinéma hollywoodien, mais aussi de souligner l'influence du 7^e art sur nos imaginaires.

“La nature regorge déjà de tant de belles choses. Je ne vois pas l'intérêt de la copier.”

Cindy Sherman

Depuis, de décennie en décennie, de série en série, elle n'a cessé de décliner des visions d'elle-même. Sans jamais se dévoiler. “Bien qu'elle travaille seule et ne prenne que des photos d'elle-même, en costume et maquillage élaborés, avec perruques, prothèses et fausses dents, le tout dans des décors millimétrés, Cindy Sherman continue d'affirmer qu'il ne s'agit en aucun cas d'autoportraits”, explique le **Financial Times**. “Elle est son propre modèle, qu'elle peut habiller et diriger à l'infini.”

Dès les années 2000, Cindy Sherman a intégré les outils numériques à son art. Elle a aussi joué avec l'esthétique des selfies sur Instagram. La notion d'artifices a toujours été primordiale : “La nature regorge déjà de tant de belles choses. Je ne vois pas l'intérêt de la copier”, confie-t-elle au **Financial Times**. “Je trouve la beauté traditionnelle un peu barbant. J'aime l'idée d'une beauté lisse de prime abord, mais qui révèle ses défauts lorsqu'on l'observe de plus près. Les couleurs ou la texture d'un objet vous attirent, et l'instant d'après ils vous effraient.”

Et si l'artiste américaine aime également les films d'horreur, c'est justement parce qu'ils ne sont eux aussi que leurre, un jeu avec les attentes du spectateur, poursuit-elle dans ses confidences au quotidien financier londonien. “C'est pourquoi, dans mon œuvre, l'artificialité est visible de tous. Je ne veux pas que les gens pensent que mes photos sont vraies. La réalité est déjà bien assez horrible comme ça.”

Le rendu de cette nouvelle série, de fait, est “perturbant, amusant, voire grotesque

↗ De gauche à droite :
Cindy Sherman. *Untitled #661*,
2023. Cindy Sherman.
Untitled #652, 2023. Cindy
Sherman. *Untitled #648*, 2023.
Photos Cindy Sherman.

Avec l'aimable autorisation de l'artiste
et Hauser & Wirth

quand ces déclinaisons de Cindy Sherman (dont aucune n'existe vraiment) rient, grimacent ou grognent devant l'appareil”, décrypte **Wallpaper**.

Pour Cindy Sherman, ce travail est aussi une réflexion sur le temps qui passe et la transforme. “À certains égards, ces nouvelles photos m'aident à accepter que je vieillis”, raconte-t-elle encore au **Financial Times**. “C'est à ça que je ressemble, j'imagine, c'est un fait. Mais je continue de me déguiser en mélangeant les différentes parties de mon visage, pour que la photo ne me ressemble pas tout à fait. Peut-être que, secrètement, cela m'aide à accepter que je ne suis pas éternelle.”

—**Courrier international**

Agenda

L'exposition “Cindy Sherman” est à voir jusqu'au 16 septembre à la galerie Hauser & Wirth de Zurich, en Suisse.

Plus d'infos sur :
vip-hauserwirth.com

SÉRIE

Un héros qui voit grand

I'm a Virgo, à découvrir sur Amazon Prime Video, met en scène un ado géant. La presse américaine applaudit cette satire surréaliste.

Boots Riley "est un agitateur. Un militant iconoclaste, qui a surtout le mérite d'être original", commente **The Wall Street Journal**. Le rappeur et activiste africain-américain était passé à la réalisation en 2018, livrant avec le film *Sorry to Bother You* un réjouissant ovni anticapitaliste. Il revient ce 23 juin, sur Amazon Prime Video, avec *I'm a Virgo* ("je suis vierge", à comprendre aussi au sens astrologique du terme). Cette minisérie en sept épisodes "est tout ce que les spectateurs se plaignent de ne pas trouver à la télévision : originale, décalée, ébouriffante", écrit le quotidien new-yorkais.

L'action se déroule à Oakland, berceau des Black Panthers dans les années 1970. Cootie (Jharrel Jerome) est un adolescent noir, élevé par sa tante Lafrancine (Carmen Ejogo), fêve d'astrologie, et son oncle Martisse (Mike Epps). Parce qu'il mesure 4 mètres de haut, ces derniers l'ont tenu à l'abri des regards. "L'idée qu'un jeune garçon noir de taille imposante sera considéré comme une menace, un monstre ou une marchandise à exploiter – si ce n'est les trois à la fois – n'a évidemment rien d'une allégorie", décrypte le **Los Angeles Times**.

Cootie incarne de façon surdimensionnée "la manière dont la société voit les jeunes Noirs comme un danger", précise **The New York Times**. La série "met explicitement en scène ce que signifie être (ou élever) un enfant dont le talent et la couleur de peau rendent ce monde trop petit pour lui", renchérit le site **The Verge**.

Coupé de la société, Cootie a été biberonné à la télévision et aux comics de super-héros. "Curieux, obstiné et d'une naïveté charmante – un authentique représentant du signe de la Vierge –, il

finit par s'échapper", prévient **The Wall Street Journal**. Il se fait des amis, mais se retrouve aussi aux prises avec The Hero (Walton Goggins), "un auteur de comics milliardaire qui a endossé le rôle de justicier d'un de ses propres personnages".

Douceur et fantaisie. "Ardente et intransigeante, [cette fiction] n'est pas la plus subtile de l'année. C'est une forme de propagande assumée. Mais c'est aussi incontestablement de l'art", applaudit **The New York Times**. Comme le note avec soulagement le quotidien, la série n'étouffe pas sous un déluge d'effets spéciaux. "De simples effets d'optique tels que la perspective forcée permettent à Riley de rendre avec force l'environnement claustrophobique dans lequel est plongé Cootie." La série y gagne une touche "artisanale" qui fait son charme.

Et malgré son sous-texte marxiste, *I'm a Virgo* brille par sa douceur et sa fantaisie. Tout compte fait, cette histoire en forme de conte est "moins un commentaire sur le racisme de la société que l'histoire d'un outsider trouvant le chemin de son épanouissement", écrit **The Wall Street**



↑ L'acteur Jharrel Jerome dans le rôle de Cootie. Photo Pete Lee/Prime Video.

Journal. "Tout ce que la série souhaite dire sur les inégalités de revenus, l'indigence des restaurants de centre-ville et le mercantilisme dans les hôpitaux ou les services publics est inséré dans la trame de ce tendre récit initiatique", renchérit le **Los Angeles Times**. La série ne cesse de rappeler que, "quelles que soient les difficultés, l'art et l'imagination sont des outils parmi les plus puissants pour se protéger de la dure réalité", souligne **The Verge**.

— **Courrier international**



LES FILMS D'ICI – SÉBASTIEN ONOMO PRÉSENTENT

"UNE AVENTURE PLEINE D'ÉMOTION"
VARIETY

"UN TOUCHANT PORTRAIT DE LA SOCIÉTÉ IRANIENNE"
TROIS COULEURS

Septembre 1980.
Les troupes de Saddam Hussein attaquent l'Iran...

LA SIRENE

UN FILM DE SEPIDEH FARSI

JAVAD DJAVAHERY SCÉNARIO
ZAVEN NAJJAR CRÉATION GRAPHIQUE
ERIK TRUFFAZ MUSIQUE ORIGINALE

AVEC LES VOIX DE MINA KAVANI ET HAMIDREZA DJAVDAN
AVEC LA PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE DE PARVIZ SAYYAD

TSFJAZZ | Historia | ACTUELLEMENT AU CINÉMA | Le Point | BAC FILMS

© 2022 LES FILMS D'ICI – KATUH STUDIO – BAC CINEMA – LUNAMINE – TRICKSTUDIO LUTTERBECK – DESIGN GRAPHIQUE – CREDITS NON CONTRACTUELS



La femme qui a fait découvrir Elena Ferrante à l'Amérique

Ann Goldstein, traductrice américaine de 73 ans, a donné à lire au public anglophone l'œuvre d'Elena Ferrante, entre autres. Elle raconte sa découverte tardive de la littérature italienne et son travail avec les mots.

— **New Statesman** (Londres)

Ann Goldstein connaît intimement l'œuvre d'Elena Ferrante, mieux sans doute que quiconque dans le monde anglophone. Elle n'a en revanche aucune envie particulière de rencontrer la personne. C'est par Ann Goldstein, traductrice littéraire, que les lecteurs ont pu lire en anglais les romans de l'Italienne, à commencer par la célébrissime tétralogie *L'Amie prodigieuse* [traduite en français chez Gallimard, par Elsa Damien]. De formidables succès de librairie, en anglais comme en version originale : Elena Ferrante a enchanté ses lecteurs par ses tableaux si éloquents des amitiés adolescentes et des douleurs de la condition féminine. Sauf qu'"Elena Ferrante" est un pseudonyme : l'identité véritable de l'autrice reste tenue secrète.

Ann Goldstein communique avec Elena Ferrante par l'intermédiaire de son éditeur en Italie. "Cela ne me dérange pas vraiment,

de ne pas lui parler directement, nous confie-t-elle par Zoom depuis son appartement rempli de livres, à Greenwich Village [un quartier de Manhattan, à New York]. La personne que je connais, c'est la personne qui écrit les livres, qui qu'elle soit, c'est avec cette conscience qui écrit les livres que j'ai un dialogue." Elle lâche ici un petit rire comme elle en ponctuera toute la conversation, et alors même qu'elle s'appête à dire quelque chose qu'elle a dû répéter déjà maintes fois : "Je précise : je ne sais pas de qui il s'agit. Et, non, ce n'est pas moi."

Née en 1949, Ann Goldstein a grandi dans le New Jersey [État voisin de New York]. Elle traduit de la littérature italienne depuis le début des années 1990, et elle a passé l'essentiel de sa vie professionnelle au service édition du magazine *The New Yorker*, qu'elle a rejoint en 1974. À la fin des années 1980, elle a pris la direction du service, où elle supervisait la correction et la révision des articles. Elle a étudié le grec ancien à l'université et lit "plutôt bien" le français, mais c'est avec ses collègues du *New Yorker* qu'elle a commencé à apprendre l'italien. Pendant trois ans, le petit groupe s'est attelé à la lecture des trois chants de la *Divine Comédie* de Dante. Ann Goldstein allait à l'époque sur ses quarante ans, il n'est pas facile d'apprendre une langue quand on avance en âge. "On n'a pas la même aisance, la même facilité que quand on est enfant, résume-t-elle, mais ce n'est pas impossible."

Elle a quitté le magazine en 2017, et se consacre depuis totalement à la traduction. Elle continue d'appliquer les nombreuses règles de grammaire que lui ont inculquées quatre décennies au *New Yorker* – "par exemple la virgule 'de série' [placée en anglais avant la dernière conjonction de coordination dans une énumération], que plus personne n'utilise, s'agace-t-elle. C'est ridicule, elle clarifie si bien le propos."

Et si ces deux pans de sa carrière sont distincts, ils se recourent. "Dans la correction, la révision, l'édition, tout est affaire d'attention au détail, je crois, et la traduction elle aussi n'est précisément que cela, faire attention au détail. Traduire, c'est prêter attention à certains mots, aux phrases, à la dynamique des mots dans une phrase. Il s'agit de tout rendre de la façon la plus juste, ou de la façon qui vous semble à vous la plus juste, et cela va de l'orthographe d'un mot (même là-dessus, c'est parfois une affaire d'opinion)" – elle a un petit rire – "jusqu'à la façon dont il est employé."

Ann Goldstein parle de sa propre langue en experte, en se reprenant régulièrement, comme si elle cherchait en permanence à préciser le plus finement ce qu'elle cherche à dire. Elle porte un pull gris à col V et de longues boucles d'oreilles en argent, et au-dessus de ses lunettes à monture épaisse surgissent souvent ses sourcils, qui bondissent d'excitation et retombent au gré de sa réflexion.

← Ann Goldstein à Manhattan,
le 3 août 2020. Photo September Dawn
Bottoms/The New York Times

Sa dernière traduction en date a été celle du *Quaderno proibito* d'Alba de Céspedes [*The Forbidden Notebook*, en version anglaise ; *Le Cahier interdit*, Seuil, en français]. Publié dans l'Italie des années 1950, ce roman écrit sous la forme du journal intime a pour héroïne Valeria Cossati, qui confie les frustrations de son existence dans la Rome de l'après-guerre. "C'est un peu rebattu comme propos, mais ce qui m'a frappée, c'est le ton très contemporain du roman. Elle semble aux prises avec les mêmes problèmes que les femmes d'aujourd'hui, des problèmes qu'elles n'ont jamais cessé de rencontrer depuis l'époque du roman. Or cela se passe il y a soixante-dix ans. Les combats du quotidien étaient différents, mais les conflits intérieurs n'ont pas beaucoup changé."

Le roman bénéficie aussi d'une republication aujourd'hui en Italie, où il était épuisé depuis des dizaines d'années. Alba de Céspedes est "redécouverte" : c'est la réaffirmation d'une autrice qui, quoique très lue de son temps, a été ensuite effacée de la mémoire de la culture patriarcale. C'est en traduisant *Frantumaglia* [également chez Gallimard en français],

**"Le fait est, je crois,
que j'aime les romans
qui parlent des femmes.
Je m'y sens bien."**

Ann Goldstein

recueil de lettres, d'articles et d'entretiens d'Elena Ferrante, qu'Ann Goldstein a découvert Alba de Céspedes et son existence hors norme – il faut dire que la traductrice a une passion particulière pour l'histoire de l'Italie pendant la guerre et l'après-guerre.

Alba de Céspedes était la petite-fille de Carlos Manuel de Céspedes [1819-1874], meneur de l'indépendance de Cuba, qui en fut ensuite le tout premier président. Née à Rome, elle se maria à 15 ans, devint mère à 17. En 1943, avec son second mari, elle dut fuir la capitale italienne, occupée par les nazis. "Ils ont passé un mois cachés dans la forêt, dans les Abruzzes, raconte Ann Goldstein les yeux écarquillés. Et pendant ce temps elle a tenu un journal – un petit journal que j'ai traduit, et que j'essaie de faire publier. C'est incroyable : je ne sais pas comment elle a pu l'écrire, mais elle l'a fait, au beau milieu de la forêt, tandis qu'autour d'eux les Allemands ne cessaient de se rapprocher. C'est extrêmement romanesque. Elle a eu une vie extraordinaire !"

Pour ses autrices, et pour le rôle qu'elle tient dans le processus de "redécouverte" d'une écrivaine comme Alba de Céspedes, Ann Goldstein nourrit un enthousiasme qui saute aux yeux. Quant aux liens thématiques étroits entre *Le Cahier interdit* et nombre des romans d'Elena Ferrante, assure-t-elle, c'est une coïncidence. "Le fait

est, je crois, que j'aime les romans qui parlent des femmes. Pas exclusivement, pour autant. J'ai fait pas mal d'autres livres de femmes, notamment avec des narratrices à la première personne. Je m'y sens bien." Elle s'interrompt, puis : "En réalité tout m'intéresse !"

Impossible cependant pour Ann Goldstein de dire exactement ce qu'elle recherche dans les œuvres littéraires qu'elle traduit, hormis ce penchant pour les livres qui se passent en Italie : "Je ne cherche rien de particulier. La plupart des livres, même quand ils semblent absolument inintéressants, finissent par se révéler intéressants pour une raison ou une autre, que ce soit leurs enjeux de traduction, ou la langue qu'ils emploient."

Ann Goldstein ne se considère pas comme une autrice en tant que telle ("Je n'écris rien qui m'appartienne"), préférant se rallier à la comparaison faite par le critique littéraire Cesare Garboli [également traducteur, 1928-2004] : "Traduire, c'est faire l'acteur." "L'acteur livre une prestation, renchérit la traductrice. C'est un événement unique, c'est sa prestation à lui, personne d'autre que lui ne fera la même chose." La traduction, pour Ann Goldstein, s'apparente aussi à "un casse-tête. Il faut en permanence résoudre des casse-tête. Et, pour cela, il faut interpréter." Car, bien sûr, il n'y a jamais une seule et unique solution.

Longtemps les détracteurs du milieu de l'édition ont déploré la part infime de traductions dans les ventes de livres en anglais, qui ne dépassait pas 3 %, à en croire les statistiques, aussi bien aux États-Unis qu'au Royaume-Uni. En trente ans de carrière, Ann Goldstein a vu cette part grandir. "Le secteur s'est ouvert aux traductions, c'est indéniable", constate-t-elle, citant pléthore de nouveaux petits éditeurs à la manoeuvre, tels New Directions et Archipelago Books côté américain. "Le phénomène Ferrante", comme elle l'appelle, a aidé les traducteurs à recevoir davantage la reconnaissance qu'ils méritent. "L'absence de l'auteur a rendu les lecteurs plus conscients de l'existence et du rôle du traducteur."

Si elle nourrit une passion personnelle pour la culture italienne, Ann Goldstein met en avant les plus vastes bienfaits de la lecture d'œuvres traduites : "Cela vous ouvre à d'autres cultures. Nous sommes tous tellement tournés sur nous-mêmes, en particulier nous, Américains, nous versons dans un tel solipsisme." Elle fait une pause rieuse. "Enfin... comment dire ? Bon, c'est une façon de le dire. Les gens ne sont pas à l'écoute des autres cultures. Ils ne s'y intéressent pas, et ils ne veulent pas apprendre. Ils n'ont pas envie de comprendre comment les autres pensent, comment leurs propres voisins pensent. Pourtant, plus vous en savez, mieux c'est. Élargir votre conscience du monde, cela ne peut que vous rendre meilleur."

—Ellen Peirson-Hagger,
publié le 23 février

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



• Format : 230 x 297 mm
• 76 pages

8,90€*

À table !

À l'heure du dérèglement climatique,
comment nourrir 8 milliards d'humains
sans détruire la planète ?



• Format : 230 x 297 mm
• 76 pages

8,90€*

Géopolitique : le monde de demain

Comment la guerre en Ukraine
bouleverse les alliances, renforce
les autocraties, soude l'Occident
et fait émerger un Sud global.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine
jusqu'au 31 décembre 2023. * Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise
en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles
sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

histoire. 

Éléonore de Tolède, entre mythe et mécénat

xvi^e siècle — Italie

Entrée dans la famille des Médicis à l'occasion de son mariage avec Cosme I^{er}, cette aristocrate espagnole, grande amatrice d'art, s'est rapidement imposée comme une mécène à l'œil averti.

— **La Repubblica**, extraits (Rome)

↑ **Portrait d'Éléonore de Tolède avec son fils Giovanni de Médicis. Peinture à l'huile sur panneau, vers 1544.**

Photo Rabatti & Domingie/akg-images

Quand, en 1857, on exhume les dépouilles des Médicis dans les souterrains de [la basilique] San Lorenzo [de Florence], on retrouve un cercueil, déjà profané par des voleurs, où gisent les restes de Leonor Álvarez de Toledo y Osorio, plus connue sous le nom d'Éléonore de Tolède (1522-1562), duchesse

de Toscane, épouse adorée de Cosme I^{er} de Médicis. Elle a encore sa chevelure blonde ornée de fines tresses et parée d'une cordelette d'or, et porte une longue robe blanc satinée, très abîmée, brodée d'un galon d'or, sous laquelle elle porte une seconde robe de velours rouge, des chaussettes de soie rouge et des souliers de cuir noir. C'est sous ces atours que le grand peintre Agnolo Bronzino l'avait immortalisée dans un célèbre portrait de la galerie des Offices. Le reste [de sa dépouille] n'est plus que poussière.

Mais qui est celle qu'Eike Schmidt, le directeur des Offices, a qualifiée d'"une des deux femmes les plus importantes de l'histoire de Florence"? (l'autre étant Anne Marie-Louise de Médicis [1667-1743], qui a légué à la ville l'extraordinaire patrimoine artistique de la famille). Éléonore est la fille du vice-roi de Naples, don Pierre de Tolède, et reçoit une éducation bien plus poussée que celle des demoiselles les plus nobles de son temps. Chose rarissime, sa tutrice et préceptrice est une sommité juive, la très érudite Benvenida Abravanel (dont l'époux est le chef de la communauté juive napolitaine), qui lui enseigne, entre autres, l'hébreu et les secrets de la kabbale.

Éléonore est de surcroît belle, riche et vertueuse, en somme le parti idéal. Elle est demandée en mariage par le duc de Florence, qui souhaite bénéficier de la protection de l'Empire d'Espagne, mais ce mariage de convenance, célébré en 1539, se mue aussitôt en mariage d'amour. Les portraits d'elle, sans doute un brin flatteurs, nous la montrent belle et élégante, et les chroniques de l'époque la disent cultivée et intelligente. C'est une collectionneuse avertie, qui aime les bijoux et les tapisseries au point d'avoir l'idée géniale de créer, à Florence même, une école de tapisserie destinée à produire des chefs-d'œuvre que vont s'arracher toutes les cours d'Europe.

Elle est aussi réputée pour son élégance, et ses vêtements et ses parures font date. C'est elle qui introduit à Florence les us et coutumes de la monarchie espagnole, avec lesquels elle a grandi, et elle adopte une devise qui en dit long, "*Cum pudore laeta foecunditas*" ("La joie est la fécondité jointe à la pudeur"), à côté de son emblème, une paonne couvant de ses ailes six petits paons.

Éléonore est féconde et le prouve en mettant au monde 11 enfants, destinés cependant à mourir en bas âge ou jeunes, ou à connaître des vies mouvementées. Éléonore souffre, hélas, depuis le plus jeune âge d'une grave affection des os et, déjà, de cette tuberculose qui, conjuguée au paludisme, l'entraînera dans la tombe à l'âge de 40 ans. C'est également une femme sportive, passionnée de pêche et de chasse, qui aime à suivre son époux dans ses parties de chasse à travers la Maremma [région littorale de la Toscane].

Peu confortable, le vieux palais des Médicis ne convient guère à la duchesse et, peu après les noces, en 1540, elle formule le souhait de déménager avec son époux et sa cour dans le palais de la Seigneurie [aujourd'hui Palazzo

Vecchio], qui est déjà, à l'époque, le siège du gouvernement de la république [de Florence]. Ce faisant, elle envoie un message politique clair : les Médicis sont désormais les seigneurs de Florence, et le moindre souvenir de l'ancienne indépendance doit être effacé. La duchesse prend possession de l'appartement du gonfalonnier [chef du gouvernement de Florence] et le fait redécorer du sol au plafond d'œuvres raffinées de Giorgio Vasari, Agnolo Bronzino, Giovanni Stradano et d'autres artistes.

Le Palazzo Vecchio est aujourd'hui l'un des monuments les plus visités de Florence. Il apparaît également dans *l'Inferno* de Dan Brown – puis dans le film de Ron Howard tiré du livre –, dont les personnages commettent sur les plafonds et les tableaux des dégâts considérables pour lesquels ils mériteraient d'être

À Florence, elle crée une école de tapisserie destinée à produire des chefs-d'œuvre que vont s'arracher toutes les cours d'Europe.

envoyés en prison. Il est toujours pris d'assaut par les touristes, qui y déambulent en ne comprenant rien (ou presque) de ce qu'ils voient.

À leur décharge, il faut dire que les œuvres ornant les appartements ducaux ne sont pas faciles à déchiffrer, reposant sur une forêt de symboles qui nous rappellent la culture ésotérique de l'époque et les connaissances cabalistiques de la duchesse – des connaissances qu'elle partage avec son époux, passionné, comme tous les Médicis, de sciences naturelles et occultes, d'alchimie et de pharmacie.

C'est la dernière salle, celle de Gualdrada, qui retient particulièrement l'attention. On y voit représenté un épisode historique de la Florence du XIII^e siècle. Jeune demoiselle d'une grande beauté, Gualdrada est remarquée par l'empereur Otton IV, de passage à Florence. Son père, pour plaire à l'empereur, autorise celui-ci à l'embrasser, mais Gualdrada se rebelle en lui disant qu'elle ne se laissera embrasser que s'il la prend pour femme. Dans cette scène, Gualdrada est représentée, altière face à l'empereur, devant l'allégorie de Florence, une femme portant les attributs de la ville, le lion et le lis – elle a les traits d'Éléonore.

Ces salles sont en quelque sorte le résumé des vertus de la duchesse, féconde et pudique, pacificatrice, fidèle, gardienne de son peuple (qui ne l'a cependant jamais portée dans son cœur, la jugeant pleine d'arrogance espagnole). Qu'elles soient véritables ou supposées, ses vertus furent en tout cas chantées par une pléiade de poètes et de poétesses de son temps. N'embrassez pas la duchesse, mais contentez-vous de l'admirer, telle qu'elle est représentée dans le portrait qu'en fit Bronzino, éternellement jeune et belle, symbole de la Renaissance italienne, dont la flamme brille depuis cinq cents ans.

— **Arabella Cifani**,
publié le 6 juin

Notre numéro été



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

Pas besoin d'investir en bourse pour gagner de l'argent.

Devenez client Hello bank!
et profitez du livret d'épargne Hello +
à **2,5 % brut** pendant 1 an !
Jusqu'à 50 000 €*.



**10 000 livrets d'épargne Hello + à saisir
jusqu'au 19 juillet 2023 sur hellobank.fr**



*Offre réservée aux 10 000 premières ouvertures d'un livret d'épargne Hello +, dans la limite d'un livret en série limitée par personne, réalisées entre le 17 mai 2023 et le 19 juillet 2023 inclus. Rémunération de 2,50% brut annuel soumis aux prélèvements fiscaux et sociaux garantis pendant 12 mois entre le 1^{er} août 2023 et le 31 juillet 2024 inclus pour un montant de 50 000 € maximum. Au-delà de cette période ou de ce montant, le taux standard du livret d'épargne Hello + est appliqué. Ce taux, en vigueur au 16 février 2023, est de 0,50% jusqu'à 50 000 € et de 0,60% au-delà, ce taux étant brut annuel, soumis aux prélèvements fiscaux et sociaux. Le taux en vigueur hors série limitée est susceptible d'être révisé à tout moment par la banque. Vous disposez d'un délai légal de rétractation de 14 jours. Conditions sur hellobank.fr. Hello bank! est l'offre 100% digitale de BNP Paribas, SA au capital de 2468663292€ - 16 boulevard des Italiens 75009 Paris - 662042449 RCS Paris.